T. XLV — N° 2 25 Octobre 1936

# La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

## QUESTIONS RELIGIEUSES



## *DOCUMENTS*

*Billet de Christianus*

# Fuir l'équivoque

Christianus *rappelait dernièrement que, pour échapper à l'étau qui nous enserre, il était nécessaire que les catholiques soient indissolublement unis.*

*On pourrait heureusement compter les catholiques de France qui ne comprendraient pas ce langage. Peut-être sont-ils, par contre, beaucoup plus rares, ceux qui ont vu clairement tout ce qu'exige notre union pour être véritable. On parle souvent, en effet, de l'union des cœurs, mais fort peu de celle des intelligences. Or, sans cette dernière, la première est absolument impossible, et de cet oubli ne peut naître qu'une redoutable équivoque. Nous devons tout faire pour l'empêcher.*

*La situation est trop grave, et il serait criminel de se payer de mots. Être unis, c'est bien. Mais pour quel but ? Sur quel programme ? Il est clair qu'un appel à l'unité peut cacher tous les malentendus; et, sans critiquer ce qui s'est fait dans les années qui ont suivi la guerre, en rappelant de quel danger nous a sauvés le rassemblement de 1924, nous pouvons nous demander si nous ne nous sommes pas trop vite reposés, après avoir poussé ce cri de ralliement ? Ces hommes qui avaient répondu à notre appel, qui se groupaient autour de nous, avons-nous songé suffisamment à les instruire, à leur donner cette doctrine qu'ils nous demandaient, cependant, de façon si pressante ? A voir l'incompréhension dont tant de catholiques ont fait preuve jusqu'à ces derniers temps, ou dont ils font preuve encore envers l'action syndicale, il est à craindre qu'ils soient bien peu au courant de l'enseignement le plus actuel de leur foi.*

*Certains se récrieront, objectant que notre union se fait*

*au plan surnaturel, et non pas à celui des préoccupations terrestres. Ce n'est pas ici que l'on contestera l'actualité des premières vérités de notre religion, des mystères de la Trinité et de la Rédemption. Mais qui ne reconnaîtra qu'il n'est guère engagé par les disputes dogmatiques, s'il n'en accepte pleinement les conséquences temporelles ?*

*En cet hiver 1936, où les passions s'exaspèrent, où certains craignent pour des patrimoines — spirituels et matériels — auxquels ils ont raison de tenir, où d'autres voudraient maintenir et conquérir les améliorations prometteuses d'espoir, nous devrions avoir assez de confiance dans notre foi commune pour rechercher ensemble et proclamer avec courage les exigences terrestres d'une vie chrétienne.*

*Le problème qui s'impose, aujourd'hui, est de ceux qui viennent périodiquement devant la conscience d'une société. Le progrès de la science et de la civilisation matérielle a créé une nouvelle classe de parias, tout en offrant, par un mouvement contraire, la possibilité de faire participer plus d'hommes au bien-être général. Il s'agit donc de donner à cette classe ouvrière le statut auquel elle a droit dans le corps social, et la tentation est pour les uns de refuser ce progrès nécessaire, — pour les autres de prendre leur revanche de l'état de sujétion dans lequel ils ont été tenus, et d'arracher par la violence à leurs possesseurs ces biens dont ils ont été eux-mêmes trop longtemps privés.*

*Notre rôle est précisément de rappeler la solidarité qui existe entre tous : l'intérêt pour le chef d'entreprise que l'ouvrier ait un foyer heureux, et le profit que trouve, par contre, ce dernier, quoi qu'il en pense, dans une juste opulence de ses chefs. L'union des chrétiens de toutes conditions serait le témoignage vivant de cette mutuelle dépendance.*

*Mais, encore une fois, il serait insupportable que, dans cette rencontre, l'un d'entre nous eût l'impression d'être dupe. Si l'on demande à tous les intéressés des sacrifices, il faut que chacun sache exactement ce qu'on attend de lui, et que nul n'ait l'impression qu'on le mènera où il ne voudra pas.*

*Or nous avons déjà, dans la doctrine officielle de l'Église,*

*cette charte de base, et il nous serait facile de fuir toute équivoque. D'où vient donc que, si souvent, nous hésitons à la présenter comme premier terrain de rencontre? Si nous voulons, dans la lutte qui se prépare, contribuer à l'édification de la cité, si nous ne voulons pas nous réveiller un jour emprisonnés dans un ordre inhumain que nous aurions laissé construire, il est nécessaire que chaque chrétien soit au courant de la doctrine sociale de l'Église et sache comment l'appliquer dans sa sphère d'influence. Ici, la notion de péché retrouve toute son actualité, et les prédicateurs ne devraient pas se lasser de rappeler que les fautes les plus graves contre le premier des commandements — qui est l'amour de Dieu et du prochain — naissent de cette ignorance.*



*Mettons donc le temps qui nous reste encore à profit : que dans les écoles qui rouvrent leurs portes les jeunes chrétiens apprennent leurs devoirs dans la société de demain, que dans l'enseignement donné aux adultes on ait le courage de montrer les positions les plus actuelles de la justice chrétienne, que même les catholiques aux intérêts les plus opposés, aux tendances les plus contraires, mais unis dans une même foi, osent parler ouvertement de ce qui peut les diviser, et trouvent dans l'enseignement actuel de l'Église le principe de leur entente.*

*Alors seulement nous serons unis. Alors notre union aura sa pleine efficacité. La Tour du Pin tenait déjà le même langage, et remercions* La France Catholique, *qui nous annonce, dans son dernier numéro, l'heureuse initiative de deux journées d'études sociales, de nous le rappeler :*

*« Le jour, disait-il il y a plus de cinquante ans, le jour où les catholiques français se seront ralliés sur un programme dans la question sociale, ils se seront ouvert l'action dans le champ politique... »*

*Mais ce ralliement n'est possible que sur un programme d'où toute équivoque sera écartée.*

Christianus.

# La question religieuse au Mexique et le président Lazaro Cardenas

La persécution religieuse au Mexique est, aujourd'hui autant qu'hier, peut-être même davantage, une réalité des plus douloureuses, ainsi que nous nous efforcerons de le montrer dans le présent article. En entrant en fonctions, le 1er décembre 1934, le nouveau président Lázaro Cárdenas n'a nullement sonné le glas de la politique sectaire de ses prédécesseurs. La persécution, pour être moins sanglante, n'en est que plus méthodique, plus « intelligemment » menée et, partant, plus lourde de conséquences. Le but des révolutionnaires au pouvoir est aussi plus précis, on vise à établir la dictature du prolétariat par la socialisation radicale de toute la République, c'est-à-dire par la réalisation du Plan sexennal.

## I

### La persécution en général, sous la présidence de M. Lazaro Cardenas

Dans cette première partie, nous suivrons les différentes manifestations du sectarisme cardeniste, autant que possible dans leur ordre chronologique. Notre but étant d'exposer simplement l'évolution des affaires religieuses

au Mexique, nous laisserons de côté certaines questions, telle la crise monétaire. D'autres ne trouveront place dans cet article que pour autant qu'elles ont eu une répercussion sur la politique religieuse du gouvernement, ainsi les grèves, les révoltes armées, la lutte de M. Cárdenas contre Calles et ses partisans, etc...

*L'élection de M. Cárdenas.*

C'est le 1er juillet 1934 que le général Lázaro Cárdenas fut « élu » président de la République des États-Unis du Mexique. Nous disons « élu », à défaut d'autre terme. Il y a dans les élections mexicaines tant de mystères et de choses étranges auxquels nous ne sommes pas habitués qu'on ne peut guère appeler « élu » l'homme que la volonté du plus fort envoie siéger au Palais de Chapultepec, que le peuple y consente ou non. Aussi bien, les élections présidentielles au Mexique ont-elles toujours été, à quelques exceptions près, regardées comme des tragicomédies où le revolver a le dernier mot. Mais enfin, le général Cárdenas fut élu.

A la veille de son entrée en fonctions, pendant les mois d'octobre et de novembre surtout, le Mexique était en proie à de nouvelles fureurs antireligieuses. Le gouvernement venait d'introduire dans les écoles l'enseignement socialiste obligatoire et l'éducation sexuelle — en vigueur depuis plusieurs mois dans certains États — et provoquait ainsi des tempêtes de protestations et de manifestations chez les honnêtes gens. Beaucoup d'États avaient expulsé évêques et prêtres, fermé et confisqué nombre d'églises. Dans des séances houleuses, où les députés déblatéraient contre l'Église, la Chambre demandait au président Rodriguez l'expulsion de tous les évêques résidant encore

sur le territoire de la République. Pendant que s'accomplissaient toutes ces iniquités, le P. N. R. (Parti National Révolutionnaire) élaborait un plan d'action pour abattre toute opposition au gouvernement révolutionnaire et décidait en même temps la formation de « groupes d'assaut » — *grupos de asalto* —, avec hommes armés, pour maîtriser les « agressions des catholiques ». Et le Congrès National approuvait ses plans, accusant le clergé d'agitation séditieuse. En prenant possession du fauteuil présidentiel, M. Cárdenas assumait donc la direction d'un pays exposé aux rafales d'un vent de sectarisme forcené.

Avec une naïveté surprenante, nombre de catholiques s'imaginaient que le nouveau président pratiquerait une politique de conciliation. D'autant que le dictateur d'alors, l'ex-président Calles, avait eu quelque peine à donner son consentement à l' « élection » de M. Cárdenas, qui ne lui était pas sympathique. Or, Cárdenas était loin d'avoir les sentiments qu'on lui prêtait. Certes, il entendait bien se débarrasser au plus tôt de la tutelle de Calles, mais cela pouvait se faire sans qu'un changement de politique religieuse fût nécessaire. Les événements, d'ailleurs, ne l'ont que trop prouvé.

Cárdenas sait ce qu'il veut et comment il l'obtiendra C'est un homme de principes, malgré tout ce que semblable expression peut avoir de paradoxal en l'occurrence. Fort de ses convictions, il ne tergiverse pas et n'a pas peur de payer de sa personne.

Calles, au contraire, est le type de l'aventurier au sens le plus péjoratif du mot. Socialiste à ses heures, la cause du prolétariat ne l'a jamais intéressé qu'indirectement, comme moyen de s'enrichir en lançant les prolétaires mécontents à l'assaut des propriétés privées. Il persécutait les chrétiens parce que leur Église était son plus redoutable adversaire. A vrai dire, son programme se

résumait en deux mots : s'enrichir et abuser des masses ouvrières dont il était devenu, on ne sait trop par quel miracle, l'homme de confiance. Évidemment, pareil scandale ne pouvait pas durer, comme nous le verrons bientôt.

*La persécution continue.*

M. Cárdenas ne tarda pas à dissiper par ses faits et gestes toutes espèces d'illusions. Et la persécution prit de plus en plus le caractère d'un mal nécessaire. Il s'agit pour le gouvernement actuel d'exécuter le Plan sexennal, de socialiser le peuple mexicain. La vie de ce peuple, sous quelque aspect qu'elle se présente, doit se passer sous le signe du marxisme, voire de la faucille et du marteau. Or, la religion est le seul obstacle sérieux pour le socialisme mexicain. Et comme il n'y a pas de compromis possible entre le christianisme et ce socialisme, la lutte antireligieuse doit indubitablement figurer au programme socialo-communiste de M. Cárdenas. La persécution continue donc, moins sanglante, quoique les procédés brutaux et criminels aient encore toujours la faveur du gouvernement de Mexico. On objectera peut-être que la presse annonce souvent qu'un gouverneur X., ou bien le gouvernement de Mexico lui-même, a révoqué une mesure persécutrice. Oui, mais ce que la presse ne nous dit pas, c'est que ces révocations ne sont souvent qu'éphémères ou purement théoriques, les autorités régionales ou locales n'en faisant nullement cas. Il n'empêche que cette même presse, dévouée aux maîtres du Mexique, s'appuie sur ces bavardages pour protester de l'esprit de tolérance et de compréhension du gouvernement mexicain actuel.

Or, ce gouvernement, nous le répétons, n'a fait que

suivre fidèlement la trace de ses prédécesseurs. Dès le premier mois de présidence de M. Cárdenas, les vexations de toutes sortes s'accumulèrent sans discontinuer. Dans l'État d'Aguascalientes, par exemple, un seul prêtre fut reconnu par les autorités pour les 134.058 habitants répartis dans la capitale et dans la province. A Colima, où une loi venait d'exiger des prêtres qu'ils fussent mariés civilement et âgés de cinquante ans, la police alla jusqu'à battre dans la rue les enfants coupables de ne pas fréquenter l'école socialiste. Les collèges privés de Puebla furent fermés, tandis qu'à Naco (Sonora), on menaçait de la prison les enfants fréquentant les écoles de Naco dans l'Arizona (cf. *R. C.*, 13-1-35) (1).

*La terreur des « Chemises Rouges ».*

A la même époque, les jeunes mercenaires du ministre de l'Agriculture, Tomás Garrido Canabal, terrorisaient la population de Mexico et des environs. Le 12 décembre 1934, fête de Notre-Dame de Guadalupe, ils brûlaient devant le ministère de l'Agriculture les statues et les tableaux volés dans les églises de Sainte-Claire et de Saint-Ferdinand. La vénérable statue de Notre-Dame de Guadalupe, située à l'entrée de Cuernavaca, ne devait pas échapper à la fureur de ces iconoclastes, qui la mutilèrent sauvagement, le 19 décembre. Indigné, le peuple s'en prit aux soldats qui montaient la garde autour des débris de la statue. Aux coups de pierre de la foule la troupe

(1) *Abréviations* : Les références sont indiquées comme suit : *R. C.* = *Revista Católica*, de El Paso, Texas. — *L. C.* = *La Croix*, de Paris. — *E. D.* = *El Debate*, de Madrid. — *D. M.* = *Desde México*, service d'informations, El Paso.

répondit par des coups de feu (cf. *R. C.*, 6-1-35 ; *L. C.*, 31-1-35).

L'impunité dont jouissaient ces Chemises Rouges les encourageait naturellement aux pires excès. Le dimanche 30 décembre 1934, les voilà partis pour la petite cité de Coyoacán, à trois ou quatre lieues de la capitale. Ils installent leur quartier dans le jardin sis en face de l'église paroissiale. La grande croix qui s'y trouve disparaît bientôt sous l'effigie de Garrido Canabal, qu'entoure un haillon rouge et noir. Du haut d'une tribune élevée au pied de la croix, les Chemises Rouges vocifèrent contre la religion une litanie de grossièretés, puis engagent un corps à corps avec quelques catholiques présents. Aux coups de poing succèdent les coups de pierres et de briques, puis, les Chemises Rouges tirent leurs pistolets et font feu sur les fidèles qui sortent en ce moment de l'église, la messe étant terminée. Cinq personnes sont tuées et beaucoup d'autres tombent plus ou moins gravement blessées. La foule en délire massacre une « Chemise Rouge » et n'est satisfaite qu'après l'arrestation des agresseurs.

C'est alors qu'on put voir ce que le gouvernement cardeniste entendait par « justice » et « liberté ». Pour tout châtiment, les autorités relâchèrent sous caution les Chemises Rouges arrêtées. D'où nouvelle manifestation du peuple suivie d'une attaque à coups de feu de la part des Chemises Rouges, dont les balles tuèrent quatre manifestants et en blessèrent une quinzaine.

Le nouveau président, à peine assis dans son fauteuil, prouvait d'une façon éclatante qu'il se solidarisait avec le ministre de l'Agriculture, et que les catholiques, harcelés, vexés et malmenés par les sans-Dieu, n'avaient rien à attendre de celui qui devrait être le défenseur du droit et de la justice, le protecteur de tous les citoyens.

*La liberté foulée aux pieds.*

Cárdenas entendait même aller plus loin dans sa lutte contre le « fanatisme religieux, source de maux incalculables pour le Mexique ». Dès le début de l'année 1935, il déclara qu'en dépit de la campagne menée par les catholiques de l'étranger contre l'introduction de l'enseignement socialiste dans les écoles mexicaines, la Constitution serait énergiquement défendue et rigoureusement appliquée. Dans le grand pays des libertés socialistes, s'écriait-il, le 8 janvier, dans un discours radiodiffusé, il ne peut y avoir de liberté de propagande que pour le P. N. R. (*R. C.*, 27-1-35). Et la conclusion pratique de ce discours, ce fut qu'on interdit les réunions publiques, cela pour prévenir les bagarres que provoquaient les éléments fanatiques (*E. D.*, 10-1-35). La presse étrangère elle-même n'échappa point à l'œil du maître. Plus de soixante journaux et revues, venant presque tous de l'Amérique espagnole, des États-Unis ou d'Espagne, furent interdits. De même quelques écrits hostiles à la politique du gouvernement mexicain, parmi lesquels deux ouvrages de langue française : *Le Mexique Martyr*, du R. P. Bessières, S. J., et *Jusqu'au Sang !...*, ouvrage édité par l'Association Catholique de la Jeunesse Belge (*E. D.*, 16-1-35). Il en fut des collèges privés et étrangers comme des journaux, ainsi que nous le verrons dans la deuxième partie de notre article.

Dans les rangs des fonctionnaires, en grande partie catholiques, l'épuration s'effectuait sans discontinuer. A l'heure qu'il est, il n'est pas facile d'être fonctionnaire et bon catholique en même temps ! On veut, par ce procédé, réduire les catholiques à la misère et briser ainsi leur résistance, admirable de patience et de courage.

En janvier 1935, ce fut le tour des employés de la Bienfaisance Publique. Un questionnaire leur demandait d'indiquer, outre leur *curriculum vitae* :

1. *Leur idéologie religieuse* : *a*) Quelle religion professez-vous? *b*) Quelles pratiques de culte exercez-vous? Assistez-vous à la messe? Pratiquez-vous la confession? *c*) Êtes-vous membre de quelque association religieuse? *d*) Avez-vous des relations avec les directeurs d'associations religieuses ou avec leurs membres? *e*) Combien d'enfants avez-vous en âge d'aller à l'école? *f*) Quels sont le nom et l'adresse de l'école ou des écoles qu'ils fréquentent?

2. *Idéologie politique* : *a*) Approuvez-vous le Gouvernement de la Révolution? *b*) A quels partis politiques avez-vous appartenu? *c*) Comment avez-vous contribué à la propagande des idées révolutionnaires? *d*) Avez-vous fait de la propagande contre les idées révolutionnaires? *e*) Avez-vous combattu la révolution à main armée?

Après réception et examen des réponses, l'autorité se réservait le droit de congédier les fonctionnaires hostiles ou indifférents aux idées révolutionnaires. L'épuration ne manqua pas d'être considérable, comme elle l'est encore aujourd'hui. Et quand les catholiques manifestent contre ces inqualifiables procédés, il n'y a qu'une voix dans toute la presse socialiste, radicale et maçonnique pour les condamner et justifier les crimes déjà bien nombreux du gouvernement mexicain.

En guise d'épilogue à toutes ces misères devenues quasi quotidiennes au Mexique, il ne manquait plus qu'un nouveau décret draconien. Le secrétaire de l'Union catholique de l'archidiocèse de Glascow harcelait M. Cárdenas de questions gênantes et déplacées :

... 1. S'il n'y a pas de persécution religieuse au Mexique (ainsi que l'affirmait Cárdenas) pourquoi y a-t-il dix mille catholiques qui ont été obligés de s'exiler dans la jungle du Honduras britannique, où ils sont assistés par des prêtres catholiques exilés?

2. Combien avez-vous arrêté et emprisonné de prêtres catholiques depuis que le présent gouvernement est au pouvoir?

3. Combien d'églises et de couvents ont été brûlés et détruits pendant la même période? etc., etc... (Cf. *Courrier de Genève*, 12-2-35).

Un autre motif de mécontentement pour le président Cárdenas, c'étaient les tonnerres d'indignation que soulevait dans le monde des honnêtes gens un rapport du Délégué Apostolique au Mexique, Mgr Ruiz y Flores, réfutation écrasante des mensonges par lesquels le président avait répondu au premier câblogramme de l'Union catholique de Glascow : quatorze États n'avaient plus aucun prêtre. Dans trois autres, il n'y avait que deux prêtres. Les prêtres autorisés dans le reste des États atteignaient le chiffre dérisoire de 333. Cárdenas avait beau protester de sa volonté de respecter la liberté de conscience, il avait beau « prouver » qu'il n'y avait pas de persécution religieuse au Mexique. Les scènes de vexations, de bagarres et de carnages, les meetings de protestation organisés par les chrétiens, catholiques et protestants, des États-Unis, du Canada, en un mot de tout le Nouveau-Monde ; les témoignages accablants pour le gouvernement mexicain rendus par plusieurs personnalités américaines, avec photographies à l'appui et autres pièces justificatives, tout cela prouvait le contraire ! Et Cárdenas était manifestement mécontent de l'attitude des catholiques étrangers à l'égard de sa politique antireligieuse. Il fallait donc en appeler aux représailles.

*Le boycott des journaux.*

Ce qui se fit en bonne et due forme. Le 11 février 1935, « considérant que l'une des tendances idéologiques du gouvernement actuel est de combattre, par tous les

moyens légitimes, le fanatisme et les préjugés religieux, avec le ferme propos d'obtenir l'émancipation spirituelle du peuple; considérant que, pour ces raisons, il est nécessaire de réformer les dispositions relatives à la loi sur les voies générales de communication, afin d'éviter que les postes enregistrent ou fassent circuler les publications, les imprimés et la correspondance en général qui impliquent la propagande ou la diffusion de quelque credo religieux... », Cárdenas décréta l'interdiction de l'envoi par la poste de différentes correspondances, notamment « des correspondances qui impliquent la propagande ou la diffusion de quelque doctrine religieuse ». (Cf. *Diario Oficial*, organe du gouvernement mexicain, t. LXXXVIII, nº 36, 12-2-1935). Le président Cárdenas confirmait ainsi, d'une façon on ne peut plus explicite, l'existence d'une persécution religieuse au Mexique.

Les événements, d'ailleurs, n'autorisaient pas le moindre doute à ce sujet. Les arrestations d'ecclésiastiques, les vexations de tous genres se succédaient au rythme habituel. La police arrêtait, le 16 février, l'abbé Angel Andrade, qui, muni d'une autorisation de l'autorité civile, prenait les informations d'usage avant de bénir un mariage (*D. M.*, 16-3-35). Le 25 février, à la hacienda de Guadalupe, des bandits attaquaient à coups de feu les catholiques de Sultepec sortant de l'église, et cela sans que les autorités fissent la moindre intervention pour que cessât cette criminelle agression (*R. C.*, 14-4-35). Le Directeur Fédéral de l'Éducation de l'État du Yucatán avertissait les maîtres d'école qu'ils auraient dorénavant à faire profession d'athéisme et à se servir du manuel de Bukarine, *El A B C del Comunismo* (*R. C.*, 14-4-35). Cependant qu'à Ciudad Juárez les autorités constataient, non sans un amer dépit, que 665 enfants de la localité fréquentaient les écoles de El Paso aux États-Unis (*R. C.*, 31-3-

35). A Mexico même et dans le District Fédéral, la question scolaire donnait pas mal de soucis aux pionniers de l'enseignement socialiste. Une dizaine de femmes étaient arrêtées pour avoir recommandé aux parents de ne pas envoyer leurs enfants dans les écoles socialistes. Le 12 mars, à Magdalena, localité de la périphérie de Mexico, quarante pères de famille étaient également arrêtés pour avoir refusé de signer une protestation d'adhésion à l'école socialiste (*R. C.*, 14-4-35). Le lendemain, le ministère de l'Instruction transformait le séminaire de Tlálpam en école socialiste (*R. C.*, 7-4-35). Et la persécution devait continuer ainsi, faite de vexations de tous genres et quelquefois d'assassinats, de massacres et de tueries.

*Lutte contre Calles et ses partisans.*

Puis ce fut, en juin 1935, la déchéance de Plutarco Elías Calles. Calles déchu ! Qui l'eût cru ? Lui, dictateur dont on ne discutait pas les ordres, dont le seul nom faisait trembler les foules, qui se proclamait fièrement « l'ennemi personnel du Christ », lui, Calles, venait de trouver son maître : Cárdenas ! A vrai dire, pour fortuite qu'elle semblait être, cette disgrâce n'était pas cependant absolument inattendue. Entre Calles et Cárdenas, entre le dictateur capitaliste et le président socialiste, entre le tuteur et son pupille, l'entente était loin de régner ; Cárdenas refusait d'être, à l'instar de ses prédécesseurs, un pantin entre les mains du *Jefe Máximo.* Et cette rivalité restée longtemps cachée n'était plus un secret pour personne. Mais ce qui surprit dans le dénouement de la crise Calles-Cárdenas, c'est la fermeté et la rapidité que mit Cárdenas à secouer le joug d'une intolérable tutelle. A des critiques et avertissements sévères que

lui avait adressés Calles, Cárdenas répondit par une énergique fin de non-recevoir, en exigeant la démission de tous les membres du cabinet calliste dont l'ex-président l'avait entouré. Et ce fut la rupture entre Calles, accablé d'injures de la part de ses anciens « sujets », et Cárdenas, qui vit se grouper sous son drapeau la majorité des forces révolutionnaires.

Se débarrasser d'un personnage aussi dangereux que Calles, c'était évidemment un coup de maître, mais Cárdenas n'entendait pas en rester là. C'est un coup mortel qu'il voulait porter au callisme, d'où la lutte impitoyable qu'il mena pendant de longs mois contre les gouverneurs et autres politiciens callistes. Le nettoyage n'alla pas sans difficulté, surtout dans l'État de Querétaro et dans celui de Tabasco, que terrorisait depuis plusieurs années le plus redoutable et sanguinaire des amis de Calles, Garrido Canabal, aujourd'hui en exil comme son maître.

*La persécution continue.*

Calles relégué dans une de ses nombreuses haciendas, quelle serait la nouvelle politique de M. Cárdenas vis-à-vis des catholiques ? D'aucuns s'imaginaient qu'une ère de paix et de prospérité allait commencer pour l'Église mexicaine, puisque Calles, le mauvais génie du gouvernement mexicain, n'avait plus la confiance du président Cárdenas et de la majorité des membres du P.N.R. Il faut dire que ces prévisions optimistes semblaient être corroborées par certains gestes de l'autorité civile. Le 23 juin, par exemple, le Parlement de l'État de Colima permettait aux prêtres expulsés en avril 1935 de rentrer dans leurs paroisses (*E. D.*, 24-6-35). Le 11 juillet, le ministère de l'Intérieur enjoignait aux autorités de l'État

de Sinaloa de restituer au culte les églises fermées et confisquées sans avis préalable du gouvernement fédéral (*E. D.*, 12-7-35). Bref, tout semblait aller pour le mieux, et les plus optimistes, oubliant déjà leur cruelle déception de décembre 1934, persistaient à prêter au président Cárdenas des sentiments qu'il était loin d'avoir, se permettaient même, au cours de manifestations populaires, de mêler aux : *abajo Calles !* quelques : *viva Cárdenas !* Or, Cárdenas ne l'entendait pas de cette oreille-là, et il fallut bien vite se rendre à l'évidence : à la tyrannie calliste succédait, un peu moins sanglante, mais à coup sûr plus dangereuse parce que plus méthodique, une tyrannie cardeniste.

## *Nationalisation des biens d'Église.*

La persécution continua donc, caractérisée dans beaucoup d'États par la réduction dérisoire du nombre des prêtres ou par la suppression pure et simple de tout culte, par la fermeture de la plupart des églises ou par leur transformation, et même par les souffrances physiques et morales dont on accable nos frères dans la foi.

Le *Diario Oficial*, publia, dans son numéro du 31 août 1935, le texte d'une nouvelle loi aux termes de laquelle « sont propriétés nationales : les temples, cures, évêchés, séminaires, asiles, collèges religieux, couvents, ainsi que les capitaux investis et les édifices possédés ou administrés par les associations religieuses directement ou par l'intermédiaire d'un tiers » (*I. C.*, 8-9 sept. 35). Au grand mépris des principes les plus élémentaires du droit, c'est Cárdenas qui applique la loi par l'intermédiaire d'un employé sans qu'un recours soit possible contre ses décisions. Aussi Carlos Pereyra peut-il parler à bon droit

d'un *procedimiento monstruoso*. Cette loi entra en vigueur le 30 septembre 1935. Est-il besoin de souligner que nombre d'États n'en avaient pas attendu la promulgation pour mettre la main sur les biens d'Église? Nous avons sous les yeux une liste d'églises volées par les autorités mexicaines, du 11 novembre 1931 au 14 mars 1935. Cette liste, dressée par le *Baltimore Catholic Mexican Bureau*, conforme aux décrets publiés dans le *Diario Oficial* de Mexico, ne comprend pas moins de 265 églises catholiques, à l'exception de 4 ou 5 protestantes. Cependant, la loi donna une formidable impulsion à la campagne de nationalisation des propriétés privées où vivaient les prêtres (l'archevêque de Puebla et l'évêque de León n'ont pas échappé à la loi de nationalisation), où l'on rendait un culte à Dieu. Dans le seul État de Puebla, plus de 50 propriétés privées furent confisquées d'août à décembre 1935, parce qu'on y célébrait la messe. Dans d'autres États, surtout dans celui du Jalisco, nombreuses furent et sont encore les propriétés confisquées parce que des écoles clandestines y fonctionnent, et cela sous le signe de la religion.

*En 1936, pas d'amélioration.*

L'année 1935 se terminait tristement. Déjà éprouvés de toutes façons, les catholiques constataient avec douleur les premiers ravages de l'éducation socialiste et sexuelle dans l'âme des jeunes gens. Dans la plupart des États, le culte était proscrit, les prêtres pourchassés et les églises profanées. Quant au gouvernement de M. Cárdenas, à peine libéré de la tutelle calliste, il devait sévir contre les grèves toujours plus fréquentes des mineurs, des cheminots et des électriciens. En maints États, le peuple

avait faim. De leur côté, les rebelles (1) devenaient de plus en plus remuants.

La situation générale reste en 1936 ce qu'elle était en 1935 : arrestations de catholiques, prêtres ou fidèles, nationalisations d'églises et de propriétés privées, vexations et tueries, rien ne laisse prévoir une amélioration dans l'évolution des affaires religieuses. Quelques exemples : A Teocaltiche, Jal., les agents du gouvernement arrêtent pendant le sermon l'abbé Camacho, sous prétexte qu'il fait une campagne contre le socialisme et l'athéisme. A San Miguel, un énergumène entre soudain dans une église et en frappe le curé à coups de sabre. Dans les deux cas, la police prend, contre la foule, la défense des coupables (*R. C.*, 16-2-36). Le 30 mars, à Ciudad González, une violente fusillade éclate, suivie d'un corps à corps sanglant entre des socialistes et les fidèles sortant de l'église. Le carnage coûte la vie à quatorze personnes, et une trentaine s'en tirent avec des blessures plus ou moins graves. Pour M. Cárdenas, venu spécialement sur les lieux, les coupables sont naturellement des fanatiques catholiques. Or, la *Prensa* de San Antonio l'a prouvé, les coupables ce sont les sicaires du gouvernement, des agrariens et instituteurs socialistes. Le 14 avril, des vandales réduisent en cendres ce bijou de l'architecture mexicaine qu'était l'église Saint-François à Guadalajara. Trois jours après, une centaine de personnes sont emprisonnées à Vera-Cruz. Leur crime? Elles priaient sur la tombe de l'abbé Acosta, assassiné quelques temps après le *modus vivendi* de 1929 (*E. D.*, 18-4-36). L'évêque de Chihuahua proteste contre les autori-

(1) Sur la possibilité d'une victoire des rebelles, cf. l'interview du Délégué Apostolique au Mexique, dans *La Vie Intellectuelle* du 10-1-36.

tés de cet État qui n'autorisent qu'un prêtre pour 500.000 habitants. Cependant qu'à Ciudad Juárez, dans le même État, les catholiques tentent en vain d'obtenir l'autorisation d'entendre la messe.

Il se trouve toujours, pour blanchir les persécuteurs mexicains, des agences et des journalistes qui se chargent de proclamer l'esprit de compréhension et de large tolérance du gouvernement de M. Cárdenas envers les catholiques. Or, nous le répétons, la révocation de mesures persécutrices sur laquelle s'appuyent les communiqués de la presse n'existe jamais que sur le papier. Les modifications apportées par M. de Cárdenas à la loi sur la nationalisation des biens d'Église ne méritent pas davantage notre attention, n'étant pas plus réelles que les révocations des décrets anticatholiques. D'ailleurs, les assassinats de prêtres sont autrement plus éloquents que les bavardages intéressés de la grande presse, dont le rôle de complice dans la triste entreprise des sans-Dieu mexicains devient de plus en plus manifeste. En juillet, pour citer un cas récent, l'archevêque de Durango ne demandait-il pas au président Cárdenas des garanties pour le clergé de Durango, dont deux membres venaient d'être arrêtés et fusillés sauvagement par les troupes fédérales, et dont plusieurs autres membres, également arrêtés, avaient disparu? Il y a enfin les rapports de M. Charles Betico qui, envoyé au Mexique par le *N. C. W. C. News Service,* dément régulièrement par des renseignements rigoureusement exacts les assertions mensongères des agences mercenaires. En nous basant sur ses rapports et sur divers renseignements reçus de personnes dignes de foi, nous avons pu dresser une liste aussi fidèle que possible des prêtres autorisés à exercer le ministère en mars 1936. Le lecteur pourra comparer avec deux autres listes dressées, la première en février 1935, par Mgr Ruiz y

Flores, Délégué Apostolique, la deuxième par la *Commission du Comité Américain des Droits religieux et des Minorités*. Cette commission était composée d'un protestant, d'un juif et d'un catholique-romain. Le résultat de son enquête au Mexique en fin de 1935 a paru dans *El Debate* de Madrid du 29 mars 1936 :

**Prêtres reconnus par l'autorité civile dans les États mexicains :**

| *États* | *Habitants* | *Prêtres : fév. 35* | *déc. 35* | *mars 36* |
|---|---|---|---|---|
| Aguascalientes . | 132.900 | 2 | 2 | 2 |
| Basse-Californie. | 95.516 | 0 | 0 | 0 |
| Campeche . . . . | 89.860 | 0 | 0 | 0 |
| Chiapas. . . . . . | 528.654 | 0 | 0 | 0 |
| Chihuahua. . . . | 440.000 | 0 | 0 | 1 |
| Coahuila . . . . . | 436.425 | 5 | 5 | 5 |
| Colima . . . . . . | 62.301 | 0 | 0 | 0 |
| District Fédéral. | 1.229.576 | 25 | 25 | 25 |
| Durango . . . . . | 493.530 | 2 | 2 | 2 |
| Guanajuato . . . | 987.970 | 39 | ? | 39 |
| Guerrero . . . . . | 641.690 | 0 | 0 | 0 |
| Hidalgo. . . . . . | 667.000 | 5 | 5 | 0 |
| Jalisco. . . . . . . | 1.255.213 | 50 | 29 | 29 |
| Mexico . . . . . . | 990.112 | 34 | 34 | 34 |
| Michoacán . . . . | 1.048 381 | 33 | ? | 33 |
| Morelos. . . . . . | 132.723 | 40 | 8 | 8 |
| Nayarit . . . . . . | 167.724 | 5 | 5 | 5 |
| Nuevo León . . . | 417.479 | 28 | ? | 28 |
| Oaxaca . . . . . . | 1.082.191 | ? | 1 | 0 |
| Puebla . . . . . . | 1.150.425 | 23 | 23 | 23 |
| Querétaro . . . . | 233.655 | 2 | 2 | 3 |
| San Luis Potosí. | 579.831 | 40 | 56 | 56 |
| Sinaloa . . . . . . | 395.027 | 0 | 0 | 0 |
| Sonora . . . . . . | 316.271 | 0 | 0 | 0 |
| Tabasco . . . . . | 224.168 | 0 | 0 | 0 |
| Tamaulipas . . . | 344.589 | 0 | 0 | 0 |
| Tlaxcala . . . . . | 205.578 | 0 | (compris avec Puebla) | 0 |
| Vera-Cruz . . . . | 1.376.476 | 0 | 0 | 0 |
| Yucatán . . . . . | 838.964 | 0 | 0 | 0 |
| Zacatecas. . . . . | 448.344 | 0 | 0 | 0 |
| Totaux. . . . | 17.012.573 | **333** | **197** | **293** |

*N. B.* — Dans plusieurs États, la loi autorise un certain nombre de prêtres, mais ce sont les autorités qui refusent d'enregistrer les noms de ces prêtres, et ainsi ils ne peuvent célébrer que clandestinement. Tels sont les États de Zacatecas, où la loi reconnaît cinq prêtres pour les besoins spirituels du peuple, de Vera-Cruz, où la loi en reconnaît treize, de Guerrero, où une loi de 1932 en reconnaissait huit, et où une loi de ce printemps en reconnaît quarante-quatre. A Querétaro, une nouvelle loi ecclésiastique de cet été reconnaît trois prêtres pour la capitale de l'État et un prêtre pour chaque ciudad, pueblo et villa. Nous n'avons malheureusement pas encore reçu de renseignements sur l'application de cette nouvelle loi. Si le fait est exact, nous devons reconnaître que le successeur du sanguinaire gouverneur Saturnino Osornio vient de donner un bel exemple de tolérance.

Dans son numéro du 20 septembre 1936, la *Revista Católica* annonçait que le nombre des prêtres reconnus par les lois de plusieurs États mexicains se montait à 576. Les remarques que nous venons de faire sur la valeur de cette autorisation conservent toute leur actualité, car les autorités locales persistent dans leurs sentiments hostiles à l'encontre des prêtres. D'après les dernières nouvelles reçues, il y aurait 500 prêtres « vraiment » reconnus par les autorités, mais répartis dans quelques États seulement.

Le 20 septembre 1936.

(*A suivre.*)

A.-P. PRINCE.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## L'Action Catholique

La maison Desclée De Brouwer a publié au début de cette année un livre (1) dont nous aurions dû parler depuis longtemps, car il doit prendre place non seulement dans les bibliothèques de tous les groupements d'Action catholique, mais aussi, autant que possible, dans celle du véritable militant. Il ne fera double emploi ni avec le livre de M. Pierre Bayart (*L'Action spécialisée*) ni avec la documentation réunie par *la Bonne Presse*, et nous pouvons dire que ce nouvel ouvrage répond à un véritable besoin.

C'est une présentation et un commentaire des textes pontificaux, mais au classement chronologique et à la publication intégrale, M. l'abbé Guérry a préféré l'ordre logique. « Nous ne possédons pas encore une encyclique de S. S. Pie XI sur *l'Action catholique* », nous dit-il dans sa préface; mais, de l'ensemble des textes publiés, on peut tirer « une synthèse doctrinale du problème », et c'est ce que le Vicaire général de Grenoble s'est efforcé de faire. Personne ne contestera qu'il ait parfaitement réussi.

En appendice, quelques lettres de Pie XI (aux évêques de Lithuanie (1928), à S. Ém. le cardinal Van Roey (1928), à S. Ém. le cardinal Bertram, au Cardinal de Lisbonne, etc.) et, ce dont on ne saurait trop féliciter

(1) *L'Action catholique*, par M. l'abbé E. Guérry, vicaire général de Grenoble.

l'auteur, la traduction de la lettre de Pie X aux évêques d'Italie (*Il fermo proposito,* 20 juin 1905). C'est une joie pour les catholiques de voir ainsi la continuité de pensée entre les grands pontifes qui ont régné sur le premier tiers de ce siècle. Ne résistons pas au plaisir de citer quelques lignes de ce précieux document :

Immense est le champ de l'Action catholique ; par elle-même, elle n'exclut absolument rien de ce qui, d'une manière quelconque, directement ou indirectement, appartient à la mission de l'Église.

On reconnaît sans peine la nécessité de concourir individuellement à une œuvre si importante non seulement pour la sanctification de nos âmes, *mais encore pour répandre et toujours développer le règne de Dieu dans les individus, les familles et la société* (1). Chacun procurant selon ses propres forces le bien du prochain, par la diffusion de la vérité révélée, l'exercice des vertus chrétiennes et les œuvres de charité ou de miséricorde spirituelle et corporelle.

Mais venons-en à ce qui fait l'originalité et le mérite de cet ouvrage, nous voulons dire le plan qui commande le regroupement des textes pontificaux, et qui n'est que la mise en lumière de la célèbre définition : « L'Action catholique est la participation du laïcat à l'apostolat hiérarchique de l'Église. » C'est toujours là qu'il faudra en revenir, et lorsque M. Guérry nous avertit que trois notions essentielles se dégagent de la lecture des documents, les notions d'*apostolat,* d'*organisation* et de *milieu,* on ne songera pas à le contester et on lui sera reconnaissant de l'avoir si nettement montré. Car le commentaire, — et c'est un compliment pour un ouvrage de théologie, — ne fait que souligner l'enseignement pontifical.

Nous nous féliciterons, en outre, que cet ouvrage résolve avec tant d'aisance ce que l'on pouvait appeler les « antinomies » de l'Action catholique. L'Action catholique, a-t-on répété, est ancienne comme l'Église, mais on ajoute aussitôt, et justement, qu'elle répond aussi à

(1) C'est nous qui soulignons.

la situation présente, et qu'elle s'affirme donc comme une nouveauté. Or, les nouveautés ont toujours du mal à se faire admettre. D'instinct nous voulons les faire rentrer dans les cadres auxquels nous sommes habitués, et comme il importe, justement, de se refuser à ce nivellement, il nous semble voir inclues dans cette notion nouvelle de multiples contrariétés. Ainsi beaucoup ont difficulté à comprendre comment l'Action catholique concourt au bien de la cité, tout en refusant de se placer sur le terrain proprement politique — comment elle est, en premier lieu, un apostolat de masse, une sanctification des groupes sociaux, et cependant aussi un secours nécessaire et souverainement efficace pour le progrès spirituel de l'individu — comment elle ne saurait s'organiser si elle ne s'appuie pas sur la vie paroissiale et ne pourrait, cependant, se limiter à un cadre aussi restreint — comment elle souligne le rôle nécessaire et prépondérant de la hiérarchie et du sacerdoce, et pourtant se définit essentiellement par l'apostolat du laïc. Nous nous en tenons aux principales « antinomies » que les militants de l'Action catholique ont chaque jour à résoudre.

Disons d'un mot que M. Guérry apporte chaque fois la lumière. Soulignant les erreurs qu'il y aurait à ne voir qu'un côté de la question, il montre qu'une conception de l'Action catholique, fidèle aux enseignements romains, domine tous les aspects du problème et répond seule à ce besoin nouveau d'un organisme vivant pour défendre les intérêts spirituels engagés dans un monde redevenu païen. Nous soulignons à ce point de vue comme une particulière réussite le chapitre VI sur les méthodes, et plus précisément encore sur la spécialisation comme méthode d'apostolat.

L'initiative qui doit revenir au laïc est également marquée avec force. On ne saurait d'ailleurs y trop insister. Le domaine propre de la direction des laïques, nous dit M. Guérry, est l'exécution pratique, tandis que la hiérarchie possède la direction dans l'ordre théorique. C'est

reprendre la distinction faite en octobre 1923 par le Cardinal secrétaire d'État au président de l'Action catholique italienne. Il suffit de préciser tout ce qui est requis dans l'application des principes, dans l'ordre des fins partielles et dans l'ordre des moyens pour voir combien cette « exécution pratique » exige d'initiatives de la part des laïcs. Et, cependant, le théologien qui appliquera sa conception de l'activité humaine à cette activité (d'ordre surnaturel, il est vrai) qu'est l'Action catholique ne pourra pas s'empêcher de demander si ces initiatives dans l'exécution n'ont pas un rejaillissement sur la doctrine même.

Ici, il importe d'éviter toute erreur. Répétons-le : nous sommes dans l'ordre surnaturel, et donc le laïc ne connaît la fin de son action que par l'enseignement de la foi. C'est dire que ce but dernier ne peut être défini objectivement que par la hiérarchie. Nous nous trouvons donc dans une situation toute différente de celle où l'homme serait livré à sa seule raison. En ce dernier cas, c'est au jour le jour que les hommes préciseraient la finalité de l'existence humaine : « vivre raisonnablement ». Pour nous, c'est la « révélation », un enseignement d'autorité qui nous apprend ce que nous ne saurions découvrir tout seuls.

Il n'en reste pas moins, semble-t-il, que le but d'une vie même surnaturelle se précise par le jeu de notre vie même. Au fur et à mesure que j'entrevois ce qu'est l'homme, je devine un peu mieux la grandeur et la miséricorde de l'appel divin. Le jeune ouvrier qui vit sa vie d'ouvrier découvre chaque jour davantage combien il a été aimé par celui qui s'est fait ouvrier pour son salut, et ce que c'est qu'être ouvrier chrétien. Par les questions qu'il sera amené à poser à la hiérarchie pour réaliser l'idéal du jociste, ne contribuera-t-il pas à faire définir par l'Église des vérités qu'on n'aurait pas si bien précisé sans lui ? M. l'abbé Guérry n'a pas abordé ce problème du rejaillissement de l'exécution pratique sur la doctrine théorique elle-même. Nous ne saurions d'ailleurs lui en

faire grief, car il a voulu se borner au commentaire des textes pontificaux, qui ne semblent pas encore avoir envisagé le problème. Au surplus, n'est-ce là, de notre part, qu'une simple question, mais qu'un théologien a le droit de poser, car elle marque encore plus fortement aux yeux du laïc l'importance de son action et la responsabilité qui lui échoit. Il ne peut rien décider, de lui-même, c'est certain, mais il peut interroger le prêtre et contribuer de la sorte à une compréhension plus parfaite de l'enseignement du Christ transmis par les apôtres.

A ce sujet, signalons une récente leçon que M. le chanoine Cardijn faisait aux aumôniers jocistes. Le rôle du laïcat y est fortement marqué. Le fondateur de la J.O.C. commence par insister sur la notion de participation. Reproduisons ici le résumé qui nous fut transmis de cet exposé :

L'Action catholique est *la participation* du laïcat à l'apostolat hiérarchique. Il convient d'insister sur le mot *participation*.

Il y a deux aspects à considérer dans l'Action catholique :

1° Dans l'Action catholique, la chose la plus importante, c'est, pourrait-on dire, l'apostolat hiérarchique, auquel l'Action catholique ne fait que participer. Dans ce cas, l'Action catholique ne dépendrait que de la bonne volonté de la hiérarchie, elle serait en dépendance complète et absolue vis-à-vis d'elle. Et, en effet, il n'y a pas moyen d'imaginer une Action catholique indépendante de la hiérarchie. La J.O.C., dans *tout* ce qu'elle fait, doit dépendre de la hiérarchie.

2° Mais plus on accentue ce caractère de participation, plus aussi il faut mettre en avant le laïcat, car l'Action catholique est la participation du laïcat à l'apostolat hiérarchique.

Pour préciser ce qu'est cette participation, le chanoine Cardijn distingue entre apostolat privé et apostolat public :

1° *Apostolat privé* : Tout homme, et encore plus tout baptisé, a

reçu la mission d'être le collaborateur de Dieu. Chacun a donc reçu un mandat privé, une responsabilité privée dans l'apostolat. C'est en vertu de cette mission que tout homme doit être apôtre. On peut même dire que cela constitue l'apostolat premier, immédiat et essentiel, les uns sur les autres, dans le domaine familial, dans le domaine social; c'est par là qu'on transforme sa propre vie en apostolat; c'est par cet apostolat qu'on peut établir une base solide à l'ordre moral. Aussi, l'Église elle-même ne peut aller à l'encontre de cet apostolat; l'Église ne peut interdire, par exemple, à la mère de famille d'exercer son apostolat dans son foyer. Le rôle de l'autorité, quel qu'il soit, n'est que d'une certaine façon l'exercice de cet apostolat privé.

2° *Apostolat public* : Dans l'Église, il y a un apostolat public et officiel, c'est l'autorité hiérarchique qui a la responsabilité :

*a*) par son pouvoir d'ordre, par lequel elle donne le Christ, la grâce du Christ, la doctrine du Christ.

*b*) par son pouvoir de juridiction par lequel elle impose une discipline, des lois; par lequel elle exerce un pouvoir exécutif et judiciaire; par lequel, enfin, elle organise la société extérieure, afin de permettre au plus grand nombre possible à exercer au maximum leur apostolat privé.

Or, l'action catholique est la participation des laïcs à l'apostolat hiérarchique, de sorte que les membres de l'Action catholique ont désormais leur apostolat privé transformé en apostolat public. Ils sont appelés officiellement à participer à l'autorité officielle de l'Église pour protéger et assister l'Église.

L'origine donc de l'Action catholique doit être trouvée dans un acte de l'autorité hiérarchique, mais les moyens mis en œuvre par l'Action catholique doivent rester proprement laïcs.

Tout le problème de l'Action catholique est là. Que les laïcs comprennent que rien ne peut suppléer, encore moins s'opposer à une décision de la hiérarchie. Que les prêtres admettent que leur activité doit favoriser, et nullement empêcher, les initiatives des laïcs, agissant à la lumière de leur foi, en conformité avec l'enseignement de l'Église.

Les conséquences pratiques sont considérables. Les prêtres doivent se rappeler sans cesse que minimiser la participation des laïcs, c'est empêcher l'efficacité de

l'Action catholique. Et les militants doivent apprendre, de leur côté, « la mentalité du membre de l'Action catholique ».

Ils ne doivent pas oublier qu'ils engagent, dans l'Action catholique, la responsabilité de l'autorité religieuse. Ils parlent au nom même de l'Eglise, ils ne peuvent donc pas parler par intérêt personnel ou par esprit de classe. Ils doivent avoir cet esprit de dépendance et de collaboration. La J.O.C., étant une école, doit avant tout apprendre à avoir cet esprit, à avoir un langage et une conduite d'Action catholique... Il est important que nos dirigeants traduisent le plus adéquatement possible, dans leur langage à eux, la réponse de l'Église aux problèmes posés par la vie moderne.

Ainsi prêtres et laïcs seront-ils de vrais *témoins*, c'est-à-dire des hommes qui ne *possèdent* pas la vérité, mais qui en sont les serviteurs, et cherchent ensemble, dans une soumission totale à l'enseignement de l'Église, à comprendre mieux ce que, par sa voix, le Christ dit à notre siècle.

A. M.

## Souvenir de Marcelle Sauvageot [(1)]

Je m'en souviens — est-ce même un souvenir ou la réalité de ce matin? tant ce passé m'est présent et le présent fantomal. C'était peu avant cet armistice dont les volées de cloches allaient nous surprendre au milieu d'un cours de français et nous disperser, stupéfaites et chantantes, à travers Paris. Qui eût prévu, traquées et sans cesse prêtes à déboucher à nouveau dans le cataclysme, les années qui devaient suivre ce jour, lequel n'avait, pour nous, qu'*une* signification : les hommes avaient cessé de s'entretuer.

Donc, c'était peu avant. Dans le long couloir de pierre qui part du milieu de la cour de la Sorbonne, face à l'horloge, dans ce couloir aux murs tapissés d'affiches, à côté de moi, regardant comme moi l'horaire des cours de licence, il y avait une grande fille maigre, aux yeux aigus, avec un béret basque posé sur des cheveux courts. Nous échangeâmes quelques mots d'inconnues. Il me semble me rappeler que mon interlocutrice me demanda si elle devait préparer la licence « classique » ou une autre. Je n'en savais rien, naturellement. Et sur ce commença notre vie d'étudiante.

Si je note ces réminiscences, c'est pour m'accuser. Après cette rencontre, Marcelle Sauvageot et moi nous aurions pu devenir des amies. Nous restâmes de vagues camarades, vouées à ne plus jamais nous revoir une fois mon temps de Sorbonne écoulé. Nous faisions partie de deux groupes très distincts, le sien certainement plus ardent au plaisir, plus avide de tous les divertissements. Et ainsi je l'ai peu connue, je dirai plus honnêtement : méconnue.

(1) Marcelle Sauvageot, *Commentaire.* Nouvelle édition augmentée de *Pages Retrouvées et Fragments Posthumes* recueillis par Jean Mouton. Paris, Stock, 1936.

Il aura fallu des années, l'éloignement, la mort, — et une résurrection dans une brève œuvre posthume, pour me faire entrevoir enfin quel esprit d'observation sans cesse aux aguets veillait derrière l'apparente frivolité, quel pouvoir de souffrir derrière la frénésie de vivre, quelle sorte d'héroïsme investigateur sous une surface dont tout m'avait trompée.

La maladie a-t-elle pu être à ce point transformatrice, et les épreuves? Nul doute que la souffrance, contraignant l'être à se serrer davantage « soi-même sur soi », ne l'ait rendu plus maître de ses puissances intérieures. Et il me semble aussi que Marcelle Sauvageot, à son insu parfois, a dû accomplir en elle une constante évolution vers le mieux, depuis les déchaînements jusqu'à la patiente introspection, et, ensuite, depuis l'attention aux rouages du moi, ou aux détails minutieux de quelque tableau de maître, jusqu'au culte du souvenir, jusqu'à l'imagination visionnaire de la morte qu'elle sera, jusqu'à sa finale acceptation chrétienne de cette mort. Mais encore serait-il artificiel de se peindre ainsi sa nature. Cette évolution n'a rien eu, je pense, de linéaire ni de continu. De même que le vouloir-vivre-intensément a remporté chez elle, presque jusqu'aux derniers jours, des victoires sur la vie profonde, de même cette vie profonde existait sans nul doute en elle dès le premier jour, — où je n'ai pas su la respecter. La mémoire d'une enfance où elle était déjà sauvage tendresse et pointe de regard tendue vers le cœur de ses parents, vers son propre cœur, est la preuve qu'en montant jusqu'au plus haut d'elle-même, elle n'a jamais fait que se retrouver.

Je rends grâce à la piété de l'ami incomparable de la disparue qui, en publiant religieusement les fragments d'une œuvre interrompue par le destin et en les accompagnant de sobres indications où la douleur ne veut être que lucidité, a fait cesser pour moi la longue méconnaissance.

MARIE-JEANNE DURRY.

# DOCUMENTS

## Bigarrure de la Palestine

Les récents troubles de Palestine ont envahi les journaux européens, attirant l'attention sur la surprenante complexité de cette Terre promise, si exiguë, si convoitée, si divisée. Laissant à de plus compétents le soin de supputer les responsabilités et les fautes, les mérites et les espoirs des Arabes, des Juifs, du Gouvernement mandataire, des Européens (1), nous voudrions faire entrevoir par quelques chiffres, sur un plan strictement documentaire, cette complexité religieuse, ethnique, culturelle, politique.

Le Tableau A (p. 209)montre, par districts et sous-districts, la place que tiennent les chrétiens de tout rite, catholiques ou non, parmi la population totale de la Palestine. Les chiffres en sont extraits du Recencement de 1931 (publié par E. Milles, *Census of Palestine 1931*, Jérusalem, 1932). Ils sont donc déjà assez anciens, c'est-à-dire pour la plupart trop faibles, mais un recencement est en Palestine une opération compliquée qu'on ne peut renouveler bien souvent : il n'a pas été possible d'obtenir des précisions plus fraîches.

Le Tableau B (p. 213), qui n'a guère besoin de commentaires, ajoutera un certain nombre de détails intéressant les catholiques latins. Les chiffres en sont dus à l'obligeance du P. Steiner, du Patriarcat latin de Jérusalem. Ils sont arrêtés à l'été de 1935. Il est regrettable que ceux du tableau A ne puissent coïncider avec ceux-ci, qui sont beaucoup mieux à jour. On prendra garde, d'autre part, que ce sont les chiffres du diocèse de Jérusalem, lequel comprend à la fois la Palestine en ses limites actuelles, la Transjordanie et Chypre. Chaque fois que cela a été possible, on a indiqué les données par-

(1) Tout au plus noterons-nous au passage qu'il est assez impropre de parler, comme certains journaux l'ont fait par distraction, de troubles « antisémites ». La race sémite est aussi pure, tout compte fait, de part et d'autre. Et derrière l'invasion sioniste, c'est un peu à toute influence étrangère que s'opposent les Arabes, refusant que des intrus, quels qu'ils soient, viennent les dépouiller en ce pays de la souveraineté politique.

# POPULATION DE LA PALESTINE

## Tableau A.

| | Chrétiens | Musulmans Total | Musulmans Nomades (1) | Juifs | Druzes | Babiens | Samaritains | Sans religion | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| **Recensement de 1922 :** | | | | | | | | | |
| Total | 73.024 | 590.890 | | 83.794 | | | | | 767.182 |
| **Recensement de 1931 :** | | | | | | | | | |
| Total | 91.398 | 759.712 | 66.553 | 174.610 | 9.148 | 350 | 182 | 421 | 1.035.821 |
| District sud | 15.155 | 267.587 | 57.265 | 78.723 | 4 | 17 | 6 | 305 | 361.797 |
| S.-D. de Gaza | 897 | 93.315 | 530 | 421 | — | 1 | — | — | 94.634 |
| — Basabée | 153 | 50.907 | 47.981 | 17 | — | 6 | — | — | 51.082 |
| — Jaffa | 9.921 | 65.478 | 4.968 | 69.789 | 2 | 1 | 5 | 305 | 145.502 |
| — Ramlet | 4.184 | 57.887 | 3.786 | 8.496 | 2 | 10 | — | — | 70.579 |
| District de Jérusalem | 38.488 | 173.019 | 9.072 | 54.959 | 28 | 15 | 1 | 52 | 266.562 |
| S.-D. de Hébron | 124 | 66.364 | 2.001 | 135 | — | — | — | — | 67.631 |
| — Bethléem | 10.628 | 13.147 | 6.944 | 42 | — | — | — | 8 | 23.725 |
| — Jérusalem | 20.309 | 57.762 | — | 54.538 | 3 | 7 | 1 | 41 | 132.661 |
| — Jéricho | 263 | 2.949 | 127 | 243 | 25 | — | — | 3 | 3.483 |
| — Ramallah | 7.164 | 31.897 | — | 1 | — | — | — | — | 39.062 |
| District nord | 37.755 | 319.106 | 216 | 49 918 | 9.116 | 318 | 175 | 64 | 407.462 |
| S.-D. de Toulkarem | 356 | 45.290 | — | 666 | 4 | — | 12 | — | 46.328 |
| — Naplouse | 1.214 | 67.314 | 216 | 10 | 7 | — | 161 | — | 68.706 |
| — Djencis | 951 | 40.555 | — | 4 | 1 | — | — | — | 41.411 |
| — Nazareth | 7.384 | 18.019 | — | 3.172 | 1 | 5 | — | 11 | 28.592 |
| — Beisan | 477 | 12.672 | — | 1.950 | 20 | — | 1 | 3 | 15.123 |
| — Tibériade | 1.734 | 16.546 | — | 7.785 | 891 | 18 | — | 1 | 26.975 |
| — Haïfa | 16.492 | 52.830 | — | 23.367 | 2.538 | 196 | 1 | 48 | 95.472 |
| — Acre | 7.672 | 31.905 | — | 296 | 5.071 | 98 | — | — | 46.142 |
| — Safed | 1.575 | 33.975 | — | 3.678 | 483 | 1 | — | 1 | 39.713 |

tielles pour ces trois factions en les faisant précéder des initiales appropriées.

1. On notera d'abord que les catégories officielles du recensement sont des catégories religieuses. Il n'est question ni d'indigènes, ni d'immigrants, ni de résidents, ni d'aucune nationalité : on distingue seulement les Musulmans, les Juifs, les Chrétiens, les Druzes, quelques groupes irréductibles aux autres, et les fortes têtes qui déclarent n'avoir aucune religion. C'est qu'en fait ces catégories coïncident à peu près avec les catégories ethniques et politiques. Il faut pourtant éviter les simplifications excessives.

Les Musulmans forment la masse des indigènes, que l'on peut appeler les « Arabes », selon la dénomination la plus commode, en se souvenant qu'il y a parmi ces « Arabes » bon nombre de chrétiens, et que l'invasion arabe du VIIe siècle n'a nullement submergé les anciennes populations autochtones. Les Cananéens de jadis ont absorbé bien des vagues d'assaut.

Les Juifs comprennent au moins deux grandes catégories : les vieux israélites de toute provenance, talmudistes et observants, qu'on rencontre surtout à Jérusalem et en quelques centres de Galilée, et les nouveaux arrivants du sionisme que la Déclaration Balfour (du 2 novembre 1917, incorporé ensuite au Traité de Sèvres et au mandat britannique) a ramenés en « Terre d'Israël », et dont l'élan ne semble pas près de faiblir.

Quant aux chrétiens, le recensement les compte tous ensemble. Nous avons donc à distinguer, dans chaque Église orientale, les catholiques et les schismatiques. A l'intérieur même des catholiques, nous distinguerons les Latins (parmi lesquels sont comptés les religieux, religieuses et résidents européens, aussi bien que les latins indigènes), et les différentes Églises unies (1).

(1) Voici comment se répartissaient, en 1931, les chrétiens de Palestine :

Catholiques latins : 18.895; autres : 16.683. — Orthodoxes grecs : 39.729; arméniens : 3167; coptes : 219; syriens : 1042; abyssins : 262. — Luthériens : 344; anglicans : 4799; presbytériens : 179. — Divers autres : 6070.

Actuellement on compte, parmi les catholiques, environ 22.000 grecs melkites, quelques centaines de syriens et de maronites, 30.500 latins (voir le tableau B).

On ne peut poser ici tous les problèmes d'ordre ecclésiologique que soulève la simple lecture réfléchie d'un tel tableau. Contentons-nous de signaler cette solidarité étroite entre la race et le rite, si frappante ici, en raison même du bariolage des races, qu'elle semble presque impossible à rompre. Les groupes juxtaposés sont quasi impénétrables : isolement qui risque d'entraîner la stagnation complète bien plus que l'émulation et le prosélytisme. Les conversions et les défections individuelles seront choses très rares : il s'agira plutôt de groupes qui passeront d'un camp à un autre (famille, groupe de familles, village...). Mais cette difficulté même n'entr'ouvre-t-elle pas la porte aux immenses espoirs?

2. On remarquera également la répartition des différentes religions suivant les régions.

Les musulmans sont présents partout. Dans le Sud ils sont en majorité presque exclusive, et les sous-districts de Gaza, d'Hébron et de Bersabée ne comptent que quelques centaines de chrétiens ou de Juifs. Mais précisément, par exemple, c'est à Bersabée même que se trouvent les 152 chrétiens du sous-district, occupé par 50.000 musulmans presque tous nomades. Une autre de leurs forteresses est la montagne de Samarie : qu'on voie les chiffres de Toul Karem, Naplouse et Djenin. Ici cependant certains villages de la montagne possèdent des paroisses chrétiennes, mais pas de colonies juives, sauf quelques-unes isolées dans la plaine de Toul Karem.

Les musulmans formant ainsi le fond de la population, où sont les Juifs? Lors de la conquête de Canaan ils avaient occupé seulement la montagne, sans descendre avant longtemps dans les plaines de la côte et d'Esdrelon. La situation s'est renversée : ils se sont installés d'abord en ces régions plus aptes à la culture que les rochers des plateaux, les hauteurs de Jérusalem ayant seules attiré un groupe de colonies très peuplées. Leur nombre va sans cesse croissant, il atteint actuellement 350 à 400.000 (1). On ne peut dire encore qu'ils aient nulle part évincé complètement les Arabes : ceux-ci

(1) Augmentation qui s'est diffusée un peu partout, mais a été marquée très fortement dans les villes de Jérusalem, Tel-Avir et Haïfa.

demeurent partout mêlés à eux, et de ce voisinage perpétuel sont nés récemment bien des incidents et accidents.

Quant aux chrétiens, on voit que leurs paroisses sont dispersées un peu partout. Très peu nombreux dans le désert du Sud, on les trouve en toutes les régions sédentaires. Les plus nombreux sont les Grecs orthodoxes, puis, parmi les catholiques, les Latins et les Grecs melkites. Les autres rites ne possèdent guère que quelques communautés, plutôt dans les villes. Il y a d'ailleurs beaucoup plus de chrétiens dans les villes que dans les villages : en général, ils sont plus industrieux, ils apprennent un métier, se débrouillent, s'installent. Leur proportion est la plus forte dans les professions proprement commerçantes, les administrations, etc. Dans les villages, les chrétiens ne se distinguent pas extérieurement des autres « Arabes » : ils ont les mêmes manières de vivre, de se loger, de se nourrir et vêtir, de se réjouir, etc. Tout autant qu'eux ils sont des gens du pays, des paysans palestiniens, et avec eux ils font bloc contre le sionisme. C'est en Galilée qu'ils sont le plus disséminés : on les rencontre en beaucoup de villages des sous-districts de Haija et Nazareth, dans presque tous ceux du sous-district d'Acre.

Voici, *à titre d'exemple*, quelques chiffres indiquant la répartition en certaines localités (d'après le recensement de 1931), et donnant une idée des proportions variables de chaque élément.

| | *Musulmans* | *Juifs* | *Chrétiens* | *Druzes* |
|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — |
| Gaza et faubourgs | 20.917 | 1 | 735 | — |
| Lydda | 10.002 | 28 | 1.210 | 10 |
| Bethléem | 1.470 | 41 | 3.804 | — |
| 'Ain Karim | 2.171 | 34 | 432 | — |
| Jérusalem | 19.894 | 51.222* | 19.335 | — |
| Jéricho | 1.512 | 4 | 170 | — |
| Djenin | 2.600 | 2 | 103 | — |
| Nazareth | 3.345 | 79 | 5.465 | — |
| Tibériade | 2.951 | 5.391 | 606 | 9 |
| Haïfa | 20.324 | 15.923* | 13.824 | — |
| Espiga (Carmel) | 176 | — | 187 | 742 |
| Shefa 'Amr (S.-D. d'Acre) | 1.006 | 1 | 1.321 | 496 |
| Kisra (id.) | 67 | — | 4 | 313 |
| Yirka (id.) | 47 | — | 11 | 1.138 |

** chiffres beaucoup trop faibles actuellement, voir note 1, p. 211).

# LES CATHOLIQUES LATINS DU PATRIARCAT DE JÉRUSALEM

**Tableau B.** (P : *Palestine*; T : *Transjordanie*; C : *Chypre*)

| | Détail | P. | T. | C. | TOTAUX |
|---|---|---|---|---|---|
| I. *Paroisses latines* | | 32 | 16 | 3 | 51 |
| — annexes | | 6 | 16 | 8 | 30 |
| Fidèles latins | | 21.249 | 6.669 | 741 | 28.659 |
| Paroisses du clergé patriarcal (36) | 10.866 | | | | |
| — des PP. Fransciscains (14) | 15.764 | | | | |
| — des PP. Carmes (1) | 2.029 | | | | |
| Clergé patriacal indigènes | 28 | | | | |
| européens 18. Total : | 46 | | | | |
| Clergé européen résidentiel | 6 | | | | 52 |
| Prêtres orientaux auxiliaires paroisses | 7 | | | | |
| institutions | 16 | | | | 23 |
| Séminaire patriarcal : 13 grands sém., 28 petits | | | | | 41 |
| Religieux prêtres | 258 | | | | |
| — laïcs, profès, novices | 489 | | | | |
| Religieuses professes et novices | 1.041 | | | | 1.788 |
| Total des prêtres du territoire du Patriarcat | | | | | 333 |
| Total des latins — | | | | | 30.540 |
| II. *Maisons religieuses non paroissiales* : Total | | 124 | 3 | | 127 |
| — de religieux | | 56 | 1 | | |
| — de religieuses | | 68 | 3 | | |
| Hôtelleries pour pèlerins et touristes | | 22 | | | |
| Hôpitaux | | 7 | 2 | | 9 |
| (nombre de lits) | | 550 | 40 | | 590 |
| Asiles de vieillards | | 2 | | | |
| III. *Écoles latines paroissiales* | | 45 | 24 | 4 | 73 |
| — confiées au clergé patriarcal : 52 | | | | | |
| — — aux PP. Franciscains : 21 | | | | | |
| Nombre d'élèves : garçons | | 1.787 | 939 | 16 | 2.742 |
| filles | | 2.198 | 803 | 331 | 3.332 |
| des écoles du Patriarcat : | 3067 | | | | |
| — des PP. Franc. : | 3007 | | | | 6.074 |
| Écoles latines non paroissiales | | 55 | | | 55 |
| Nombre d'élèves total | | | | | 8.986 |
| Orphelinats de garçons | | 6 | | | |
| — de filles | | 18 | | | 24 |
| Écoles professionnelles de garçons | | 4 | | | |
| — de filles | | 4 | | | 8 |
| Nombre total d'élèves dans les 128 écoles | | | | | 15.060 |

Nous donnons ces derniers exemples pour attirer l'attention sur les Druzes. On sait qu'ils habitaient jadis la Galilée et le Sud du Liban. C'est seulement en 1860, après qu'ils eurent massacré les chrétiens au Liban et que la France eut ramené l'ordre, qu'ils sont partis en masse pour le Hauran appelé depuis lors le Djebel Druze. Mais il reste en Galilée des communautés importantes.

Signalons enfin que les protestants (anglicans pour une bonne moitié) font beaucoup de prosélytisme dans les villes et même à l'intérieur du pays. C'est un des effets du mandat britannique.

D. Noël.

# A TRAVERS LES REVUES

## L'objection de conscience est-elle parfois légitime?

Le P. DE LA BRIÈRE publie dans les **Études** du 5 octobre un intéressant article dont le titre seul, repris ci-dessus, indique la hardiesse. C'est, en effet, pour certains esprits, un geste déjà compromettant que d'aborder une telle question, et l'on se rappelle les attaques absolument gratuites qui furent, voici quelques années, menées contre le P. Ducattillon, parce qu'il avait, en des conférences publiques, examiné le problème du vrai et du faux patriotisme.

Que les temps sont changés ! Ceux-là même qui ne souffraient point l'intrusion de la théologie en ces matières en sont aujourd'hui à revendiquer une conception de l'objection de conscience qu'il nous faut maintenant réfuter contre eux !

De même, écrit le P. de la Brière, que le nationalisme, après avoir été longtemps à *gauche*, est devenu l'un des caractères distinctifs des partis de *droite*, puis tend à subir aujourd'hui une nouvelle interversion, celle-ci de *droite* à *gauche*, il se produit un phénomène similaire à propos de l'*objection de conscience* à l'encontre d'un appel militaire.

L'inclination à cette attitude réfractaire se trouvait être, à une date encore récente, le monopole des extrémistes de *gauche*, antimilitaristes par profession, et propagateurs, comme tels, de l'*objection de conscience*. Mais, à l'heure actuelle, une grâce efficace, venue de Moscou, a converti la plupart d'entre eux à l'intransigeance militariste et belliciste contre les États fascistes et autocratiques. En revanche, dans le camp opposé, c'est-à-dire dans les milieux de *droite*, surgissent des questions anxieuses, des incertitudes douloureuses, parfois même des affirmations péremptoires : le refus d'obtempérer à l'appel militaire deviendrait lui-même un devoir de conscience, malgré tous les risques, s'il fallait être mobilisé en telle ou

telle circonstance, contre tel ou tel adversaire éventuel, en faveur de tel ou tel allié révolutionnaire, dont le rôle paraît exécrable. L'*objection de conscience* changerait donc à son tour de camp, de la même manière que l'avaient déjà fait le nationalisme, le militarisme, le bellicisme, et en sens exactement inverse.

Peu d'années, en effet, ont suffi pour intervertir les rôles et « pour mettre en branle des arguments inédits ou inattendus ».

Que faut-il en penser ? Le P. de la Brière, après avoir rappelé que la formule anglo-saxonne *objection de conscience* ne s'applique pas exclusivement au devoir militaire, ne retient pourtant que ce dernier sens, le plus usuel. Il distingue alors trois hypothèses répondant à la diversité des cas de conscience.

Une première catégorie d'objectants refuse d'obtempérer à tout appel militaire, *parce que toute guerre, pour n'importe quelle cause* (et, par conséquent, tout service militaire en vue de la guerre possible), *est chose intrinsèquement immorale et injuste.* La résistance de la conscience doit donc être universelle et absolue, comme à l'encontre d'un acte toujours illicite, toujours coupable.

Une deuxième catégorie d'objectants ne refuse pas d'obtempérer par principe à *tout* appel militaire, mais refuse d'obtempérer à *tel ou tel* appel militaire, parce que, dans *tel ou tel* cas déterminé, la guerre en perspective apparaît comme immorale et injuste, en raison du but qui lui serait assigné ou des circonstances dans lesquelles on l'entreprendrait.

Enfin, une troisième catégorie d'objectants refuse d'obtempérer, au cours des hostilités, à *tel précepte militaire en particulier*, parce qu'il est contraire au droit naturel ou même au droit contractuel de la guerre, comme il arriverait si un gradé donnait l'ordre de tuer ou de mutiler des prisonniers de guerre.

Autant de situations moralement très différenciées que le langage usuel groupe indistinctement sous l'appellation générique d'*objection de conscience.*

Pour la première hypothèse,

du point de vue doctrinal, aucun doute n'est possible sur la réprobation impitoyable que mérite cette formule rigoureuse et absolue de l'*objection de conscience.*

Elle a pour fondement essentiel que tout recours des États temporels à la force des armes est toujours et nécessairement immoral, injuste et criminel... Or, cette base de raisonnement est complètement fallacieuse.

Dans la deuxième hypothèse, où il s'agit, comme par exemple la Vendée en 1793, d'une objection de conscience « non pas fondée sur la réprobation indistincte de *toute* guerre, mais fondée sur la réprobation particulière de *telle* guerre, à cause de ceux qui l'ordonnent ou des circonstances définies dans lesquelles ils l'ordonnent », alors « l'appréciation morale dépend des données de fait qui entrent en ligne de compte ».

Le P. de la Brière serait incliné à donner ici trois réponses :

1° La question n'est pas toujours absurde.

2° La règle générale à suivre est indubitable (*et c'est la* PRÉSOMPTION DE DROIT *dont profite légitimement l'autorité publique, et, d'autre part, l'exigence impérieuse du* BIEN COMMUN *de la cité*).

3° la dérogation ne serait concevable qu'en des circonstances monstrueuses qui déborderaient toutes les règles ordinaires du droit.

En ce cas, « la conscience humaine et chrétienne distingue alors, avec une certitude aveuglante, des raisons de juger et des raisons d'agir contre lesquelles ne saurait militer aucun argument recevable de discipline hiérarchique ni aucune présomption de droit... »

Reste la troisième hypothèse, visant le refus d'obéissance à *tel précepte militaire en particulier*. En ce cas, si la matière est objectivement illicite et si la conscience est informée avec une certitude irrécusable, l'objection de conscience est recevable.

Concluons, avec le P. de la Brière, sur cette formule qui laisse encore place à quelque discussion !

« Bref, il y a objection de conscience et objection de conscience. »

## Une lettre de M. Desclausais

A MONSIEUR LE DIRECTEUR
DE *La Vie Intellectuelle.*

Paris, le 12 octobre 1936.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir insérer dans le prochain numéro de *La Vie Intellectuelle* la note suivante en réponse à l'article de M. Étienne Borne paru sur mon livre dans le numéro du 25 septembre dernier de *La Vie Intellectuelle.*

J'estime la pensée « politique » de M. Maritain dépourvue de toute transcendance qui la mette à l'abri de la contradiction. Dès lors toute critique, quelle qu'elle soit, est libre et autorisée.

A la critique qui m'est faite en des termes inacceptables d'avoir déformé la pensée de M. Maritain sous le motif que je n'ai point donné de textes confirmant matériellement mon interprétation, voici ma réponse : J'ai fait un exposé essentiellement *critique* de la pensée « politique » de M. Maritain, « montrée dans l'excès de sa nature et la gravité de ses conséquences ». C'est *l'esprit* même de sa doctrine « politique » que j'ai visé. Dès lors, tout texte, nécessairement partiel, outre qu'il expose à tronquer faussement un ensemble littéraire, est insuffisant par soi seul à légitimer, soit pour, soit contre, une assertion critique.

Au demeurant, en procédant ainsi j'étais, me semble-

t-il, fidèle à la méthode employée naguère par M. Maritain lui-même lorsqu'il écrivit un *Descartes et l'esprit cartésien*, et jadis lorsqu'il publia un *Bergsonisme d'intention*. Cependant, s'il faut un texte confirmant ma méthode, je puis plutôt dire « notre » méthode (à défaut des autres que j'ai confirmant mon interprétation), en voici un. M. Maritain écrit, en effet, dans ses *Gloses sur Aristote* : « Qu'il me suffise de noter que la plus consciencieuse lecture ne suffit pas, qu'il s'agit de dégager des textes un quelque chose de spirituel qui y est contenu sans doute, mais d'une manière aussi peu matérielle que l'art du peintre dans le pinceau qu'il dirige ou la pensée dans les ondes sonores de la voix... » Et M. Maritain de faire appel à la nécessité de la tradition pour que nous soient perceptibles « les fruits vivants des principes d'une doctrine ». Auquel cas, si certains écrivains, dans quelque organe que ce soit, constituent déjà la « tradition » de M. Maritain, ma critique s'avère d'une vérité singulièrement nécessaire !

Voilà pour la méthode. Voici pour la doctrine.

Je ne sers ni une personne ni un parti, mais un Principe qui comprend en soi le service de toutes les causes socialement subalternes. Je regrette que M. Maritain, qui le sait mieux que personne, ait oublié d'en informer ses défenseurs.

Dès lors, assimiler les *recherches* doctrinales d'un auteur à une doctrine « condamnée », quelle que soit la doctrine « condamnée » en question, est un procédé qui me paraît être tout le contraire de la controverse philosophique. Par ailleurs, je ne puis vraiment pas croire que l'esprit humain soit à ce point corrompu — et maudit —, qu'il soit absolument incapable de découvrir au moins une vérité, si humble soit-elle. Certes, il peut livrer celle-ci parmi des erreurs, cette humble vérité n'en brille pas moins dans un ensemble doctrinal qui, de la sorte, ne peut plus être *refusé en bloc*. Je croyais que l'esprit chrétien était un esprit sauveur !

Le refus total et définitif chez certains « philosophes

catholiques » de certaines doctrines politiques me rappelle ce que l'ermite Poliandre, un « spirituel » aussi, disait au philosophe Théophile, pour qui c'était déjà vertu que d'être docile aux règles de l'intelligence et aux conditions du réel : « Pour ce qui est du *Pater noster*, je n'y vois rien qu'un païen ne puisse dire aussi. C'est pourquoi nous faisons bien plus de cas de l'*Ave Maria.* »

Je m'excuse de la longueur de ma réponse, mais elle m'était dictée par l'estime en laquelle je tiens *La Vie Intellectuelle*, dont je suis un lecteur attentif. Je ne crois pas devoir faire davantage appel à votre courtoisie, Monsieur le Directeur, pour vous prier d'insérer en même place et caractères, conformément aux usages, la note que vous venez de lire.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments très distingués.

JOSEPH DESCLAUSAIS.

*M. Étienne Borne, à qui nous avons communiqué la lettre précédente, ne juge pas opportun d'engager une discussion : « ... Des auteurs, d'une théologie indiscutable : le P. Fessard aux* Études, *M. l'abbé Macquart à* La Croix, *ont aussi apprécié avec une juste sévérité la méthode comme la doctrine de M. Joseph Desclausais. La cause est entendue. »*

*Rectifions une coquille qui s'est glissée dans l'article de M. Étienne Borne. P. 507, ligne 18, c'est primauté de l'*être *et non primauté de l'*idée *qu'il faut lire.*

# QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *Une surprise.*

V. DILLARD. *Dévaluation et autorité.*

Un précédent article avait montré le processus inéluctable qui devait nous conduire à l'alignement monétaire. Revenant sur l'opération du 26 septembre, l'auteur en rappelle les causes, les caractéristiques et les conséquences, et se trouve ainsi amené à poser la question qui est sur toutes les lèvres : le gouvernement a-t-il l'autorité nécessaire pour mener à bien la dévaluation ?

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

De Londres à l'Alsace.

M. DE GANDILLAC. *Le péril stalinien.*

Ce péril, c'est la guerre. Nous y laisserons-nous mener?

## *DOCUMENTS*

P. BARRAUD.
Ingénieur E.C.P.

*Les problèmes que pose le machinisme.*

Une des tentatives de solutions les plus intéressantes : la position des technocrates et du groupe Duboin.

# Une surprise

*M. Blum paraissait enfermé dans une contradiction. Or voici que, brusquement, au petit jour du 26 septembre, il s'en est évadé. Ce fut, pour ceux qui avaient cru en ses promesses solennelles du mois de juin, une surprise. La contradiction que nous signalions se trouve donc elle-même contredite. Mais comment faire des pronostics lorsque les engagements d'un chef raisonnable n'ont pas plus de solidité ? Le changement de M. Blum a-t-il été le résultat d'un accroc imprévu ? A-t-il été, au contraire, l'aboutissement normal d'une tactique tenue jusqu'à la fin habilement secrète ? Il apparaît bien aujourd'hui avoir été les deux choses à la fois. Mais la contradiction a beau être levée, la surprise a beau avoir immédiatement réussi, le succès d'une expérience si ondoyante devient de plus en plus problématique.*



*La dévaluation du franc a été à la fois un accident et la conclusion logique de l'évolution économique contemporaine. Un accident quant à sa date; les assauts lancés par la spéculation contre l'encaisse-or de la Banque de France étaient subitement devenus menaçants. Comme on ne voulait pas laisser tomber l'encaisse au-dessous de cinquante milliards, l'embargo sur l'or devenait une nécessité.*

*Mais si la date était imprévisible, l'événement lui-même ne l'était pas. Et, ici, M. Blum n'est pas le seul responsable. Il faut d'abord se souvenir que, depuis 1928, la monnaie qui avait servi à Poincaré de point de repère pour stabiliser le franc, la livre anglaise, avait été dévaluée de 40 %. En*

*1933, pareil changement avait affecté le dollar. Sur le marché mondial, les prix français devenaient prohibitifs Mais sur le marché national il y avait un autre chef de déséquilibre : la disparité entre les prix de vente et les coûts de revient. Des prix de vente en baisse, des coûts de revient restant fixes, donc une mévente généralisée, du chômage, de l'inquiétude. Pour faire baisser les coûts, il eût fallu pratiquer une politique d'économies, de compression des salaires, de l'intérêt, des charges fiscales. Mais, dans un régime démocratique, une politique de déflation peut difficilement réussir. Elle suppose des privations, donc une règle morale supérieure et une autorité capable de la faire respecter. Sans cela, pourquoi se priverait-on ? Le sentiment de l'honneur national peut, il est vrai, remplacer temporairement une règle morale, témoins les régimes dictatoriaux qui nous entourent. En France, nous n'étions pas assez malades pour qu'il jouât.*

*L'échec de la déflation nous mettait donc sur la voie de la dévaluation. Du moment que la fraction des Français la plus influente au point de vue politique ne voulait pas renoncer à un niveau de vie donné, il fallait que, dans l'économie, un élément compensât par son élasticité le déséquilibre entraîné par la rigidité des habitudes sociales du grand public. Vous l'avez deviné, la rupture d'une monnaie suppléе au refus des privations.*

*Et cette manière de retrouver un équilibre devait devenir de plus en plus fatale depuis l'arrivée au pouvoir du Front populaire. A la déflation succédait la reflation, à l'effort vers la compression des dépenses, la volonté systématique de les accroître. N'était-ce pas là pure folie ? Non, si le fait d'augmenter les revenus des masses consommatrices assurait le démarrage des affaires. Mais tout le monde sait que les affaires n'ont précisément pas démarré. Ce qui aurait pu être le signe de la reprise est donc devenu le motif de la première défaite. La dévaluation qui nous semblait fatale après le départ de M. Blum l'a été sous son règne.*

*Faut-il le regretter ?*

❦

*Si M. Blum n'avait pas été obligé de dévaluer, il aurait été forcé, pour solder sa politique de dépenses sociales, de faire*

*de l'inflation. Et l'inflation d'aujourd'hui aurait entraîné pour demain la dévaluation. Si donc la dévaluation d'aujourd'hui doit éviter pour demain une continuation d'inflation, ne faut-il pas s'en réjouir ? Entre deux maux, celui d'aujourd'hui n'est-il pas le moindre ?*

*D'abord, si vraiment cette dévaluation était bien le premier acte d'une paix monétaire, elle rendrait un service éminent à la communauté internationale. Mais, pour cela, il faudrait qu'elle soit la dernière en date, et qu'elle s'accompagnât sans tarder de la stabilisation définitive, légale, de toutes les autres monnaies du globe. En ce sens, elle marquerait le retour au libre-échange, l'abaissement des barrières douanières, la fin des nationalismes outranciers. Elle serait un facteur de paix tout court.*

*Enfin, il reste un dernier point de vue, et il est capital. La dévaluation n'est certes pas un idéal. Elle est un manquement aux promesses de l'État. Mais du moment qu'on refuse de faire ce qu'on sait nécessaire pour l'éviter, elle est en quelque sorte un retour à la sincérité. Seulement, elle n'est pas une panacée. Elle n'est qu'un adjuvant pour retrouver un équilibre.*

*Et, pour réussir, elle implique une discipline, une atmosphère de confiance, l'équilibre des budgets. Elle ne va pas non plus sans certaines économies. Or, là est le point faible d'une expérience qui se poursuit dans une psychose de dépenses.*

*Nous la comparerons volontiers à ce qu'est le péché dans la vie spirituelle. Le péché est un mal, mais qui peut être le point de départ d'une vie nouvelle meilleure. Malheureusement, on se demande où est, dans le monde monétaire, ce sans quoi le péché n'est qu'une catastrophe, le repentir ?*

CIVIS.

# Dévaluation et autorité

Dans un récent article (1) nous avons montré le processus inéluctable qui devait nous conduire à l'alignement monétaire, et nous avons indiqué les caractéristiques de l'opération du 26 septembre. Maintenant que les décisions sont prises, nous voudrions essayer de traiter le problème « au-dessus de la politique ».

Nous disons bien : essayer, car la chose est difficile. Peut-être même serons-nous tentés de conclure à son impossibilité. N'importe. C'est, à notre avis, la seule manière d'éclaircir la question et de dissiper bon nombre de malentendus.

Car les débats de la Chambre et du Sénat ont porté, au fond, surtout sur des questions politiques. Les mêmes textes repoussés avec indignation par les conservateurs de la Haute Assemblée auraient été votés d'enthousiasme si d'autres que les ministres actuels avaient été chargés de les appliquer. De là un certain nombre de paradoxes : les communistes votant la dévaluation contre leur programme, les partis de droite l'attaquant alors qu'ils en seront vraisemblablement les premiers bénéficiaires, les radicaux partisans d'une réforme monétaire dont M. Georges Bonnet fit impitoyablement le procès, et M. Paul Reynaud attaquant le projet, dépité vraisem-

(1) *La Vie Intellectuelle*, 10 octobre 1936.

blablement qu'une fois de plus on s'emparât des « enfants des autres ».

De là aussi une abondance d'arguments dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont de valeur inégale. On a lu dans les journaux et entendu à la tribune les « slogans » les plus propres à créer la confusion. N'a-t-on pas vu en caractère gras sur la manchette de tel quotidien : « Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France déclarent au monde la paix monétaire », — ce qui nous paraît tout de même singulièrement exagéré ? N'a-t-on pas déclaré couramment : « Ce n'est pas d'un alignement monétaire qu'il s'agit, mais bel et bien d'une dévaluation », — comme si l'un pouvait se concevoir sans l'autre ? N'a-t-on pas reproché au gouvernement son manque de parole, — comme si toutes les dévaluations du monde n'avaient pas été précédées de solennelles déclarations en sens contraire, rendues inévitables par la spéculation à l'affût ? Tel parti ne réclamait-il pas une solution « nationale » du problème — comme au bon vieux temps des murailles de Chine et des pont-levis ? Tel député n'a-t-il pas proposé d'élever de 30 % le prix du blé, sans doute pour compenser la perte ? Tels parlementaires, qui n'ont eu aucun scrupule à voter les 10 % des décrets-lois Laval, n'ont-ils pas élevé des objections d'ordre moral à cette « faillite de l'État », à cette « prise d'argent dans la poche du contribuable » ? Ne lit-on pas enfin, dans l'exposé des motifs du projet de loi, cette perle : « C'est un fait que les grandes démocraties ont seules assuré la libre circulation des marchandises et des capitaux » ? On peut se demander de quelles « grandes démocraties » il s'agit : États-Unis, Grande-Bretagne, France, ou bien... U.R.S.S. ?

Pour nous éclairer dans le dédale de ces arguments et de ces attitudes, rappelons en deux mots les causes, les

caractéristiques et les conséquences de la dévaluation. Nous serons plus à notre aise ensuite pour en esquisser une critique et tirer une conclusion.

* * *

Les chefs d'accusation sérieux envers le gouvernement actuel sont assez nombreux pour que l'on se dispense des chicanes accessoires. Par suite, nous lui accordons volontiers que le problème monétaire ne date pas d'aujourd'hui, et que la dévaluation, loin d'avoir été imposée par la situation peu brillante du Trésor, ou même par les sorties d'or de septembre, a été léguée par les gouvernements successifs à leurs successeurs avec la consigne de « tâcher de s'en tirer ». Du point de vue technique, tout le monde (souvent même ceux qui criaient le plus fort leur fidélité à l'or) était acquis à la nécessité de l'alignement monétaire. Mais les conséquences politiques envisagées ont fait reculer les plus convaincus.

Du jour où l'on a clairement vu que l'expérience déflationniste avait échoué, l'aventure dévaluationniste s'imposait. Le *slogan* « ni déflation ni dévaluation » a toujours signifié, pour ceux qui savaient comprendre : nos successeurs se débrouilleront. L'augmentation du chômage, la diminution de la production française, le resserrement constant du commerce extérieur, exigeaient un ajustement aux prix internationaux sous peine de nous voir exclure du marché mondial. Cet ajustement n'ayant pu être atteint par une compression directe de nos prix de revient, il fallait l'obtenir par des moyens monétaires.

Les prix intérieurs français avaient eux-mêmes besoin d'un ajustement. L'écart trop large entre prix de gros et prix de détail dénotait une charge trop lourde des im-

pôts, frais généraux et salaires dans le commerce de détail. Il indiquait encore que ce commerce était obligé de rechercher dans une augmentation des prix les bénéfices perdus du fait du ralentissement des affaires. Cet ajustement ne pouvant être obtenu ni par une compression des salaires, ni par une détente fiscale, ni par une reprise artificielle du mouvement des affaires, restait à provoquer, par des moyens monétaires, une hausse générale des prix qui rendrait à ceux-ci la souplesse nécessaire et permettrait à l'État de les contrôler et même de les diriger.

L'instabilité des monnaies étrangères et la protection de nos stocks d'or nous amenaient constamment à de brusques et importantes modifications de taux d'escompte, qui rendaient incertaines toutes les opérations intérieures de crédit. Il fallait choisir entre stabilité des changes et stabilité du taux de l'argent. Depuis longtemps déjà les nations étrangères avaient choisi, et les résultats montraient à l'évidence le bien-fondé de leur option. Pour ranimer le marché intérieur, il nous fallait choisir à notre tour, et ce choix s'imposait d'autant plus qu'un accord international pouvait nous assurer contre les risques d'instabilité des changes en même temps que l'alignement monétaire garantissait la stabilité du taux de notre argent.

Nous pourrions accumuler encore les raisons qui commandaient la dévaluation, et que seules les circonstances politiques conseillaient de taire. La nécessité d'assouplir la monnaie pour diriger l'économie, l'adoption générale et certainement plus morale de prix réels par opposition aux anciens prix or, l'urgence de supprimer enfin l'incertitude monétaire qui faisait fuir de France les capitaux disponibles, l'aspect international du problème, où nous restions de plus en plus isolés, à l'écart de la re-

prise générale des affaires, tout cela nous poussait à dévaluer en alignant le franc. Mais, surtout, la situation archaïque de la Banque de France, condamnée, comme on l'a si bien dit, à servir de « garde-manger » à la spéculation internationale, ne pouvait se prolonger sans entraîner la disparition certaine de nos stocks métalliques.

En somme, il ne s'agissait pas de créer un nouveau franc Auriol. Il s'agissait seulement de revenir au franc Poincaré, faussé depuis 1926 par les dévaluations étrangères, et de reprendre vis-à-vis de la livre et du dollar la situation monétaire que Poincaré avait voulu donner à notre franc.

Telles sont, dégagées de toutes considérations politiques, les raisons de fond de la dévaluation française. Rappelons-en maintenant les principes caractéristiques.



Pas d'alignement monétaire sans dévaluation, disions-nous au début de cet article. Après avoir énuméré les principales causes de la dévaluation, nous pouvons ajouter : pas de dévaluation sans alignement monétaire, puisque le but primordial de l'opération consiste à nous faire participer à la reprise générale. Il était donc essentiel que la décision française soit accompagnée d'un accord avec la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Il ne faut ni sous-estimer ni surestimer la portée de la déclaration simultanée des trois gouvernements. La possibilité du fait pouvait être sérieusement mise en doute, et ses conséquences politiques sont de grosse importance (1). L'acceptation par les marchés dollar et livre

(1) On peut en juger par le « ralliement » immédiat des autres pays du bloc-or, ainsi que par l'attitude de l'Italie et de l'Allemagne. Mais restons « au-dessus de la politique ».

du taux de dévaluation choisi pour le franc implique la renonciation à toutes représailles, et donc la cessation des hostilités monétaires. La déclaration Morgenthau du 13 octobre, organisant le mécanisme du marché de l'or entre les fonds d'égalisation, constitue une avance considérable vers la collaboration monétaire internationale. Mais ce n'est là qu'un armistice qu'il faudra s'efforcer de convertir en traité de paix, et nous sommes aussi loin qu'auparavant de la stabilisation générale des monnaies, telle du moins que certains économistes français ont coutume de l'envisager. Notons également que cet accord a été payé par la France à son juste prix. Elle aussi a signé la déclaration, elle aussi s'est explicitement engagée à « user des moyens appropriés dont elle dispose pour éviter dans toute la mesure du possible que des troubles puissent affecter les bases nouvelles des changes résutant de l'ajustement envisagé ». Et donc, en bon français, nous ne profiterons pas de l'occasion pour diminuer nos prix à l'exportation et concurrencer par un *dumping* le commerce de nos cosignataires. Bien plus, nous avons déclaré notre intention d'entreprendre « sans délai » une action « pour atténuer progressivement, en vue de leur abolition, les régimes actuels de contingents ». En bon français encore, nous devons suivre désormais une politique commerciale bien déterminée, qui supprime le protectionnisme actuel.

Le taux fixé comme nouvelle valeur de notre monnaie correspond à l'ajustement de nos prix intérieurs avec les prix britanniques, qui sont les prix mondiaux (1). La

(1) Dans *L'Europe Nouvelle* du 3 octobre, M. Roger Auboin et M. Philippe Schwob ont démontré que l'alignement exact demande une dévaluation de 33 o/o, donc à peu près le maximum prévu. Mais leurs calculs ne portent que sur les prix de détail, dont l'alignement international est secondaire par rapport à celui des prix de gros.

marge d'écart conservée entre un taux minimum et un taux maximum de dévaluation permettra à notre monnaie de suivre les oscillations éventuelles de la livre sterling. La constitution d'un fonds d'égalisation de changes, d'une dotation, d'ailleurs modeste, de 10 milliards, permettra de nous défendre contre toute manœuvre étrangère ou spéculative, et donne au gouvernement un levier de commandes extrêmement délicat, mais puissant, pour diriger les prix, ajuster le change, régler la circulation monétaire intérieure et stabiliser les taux d'escompte (1).

Le stock d'or de la Banque de France, réévalué à la nouvelle parité, a donné un bénéfice d'environ 17 milliards. Sur cette somme, 10 milliards ont été affectés au fonds de stabilisation des changes, environ 4 milliards — seulement ! — ont été consacrés à l'amortissement d'une faible partie des avances provisoires de la Banque de France à l'État. Les 3 autres milliards iront « améliorer la situation financière des communes, départements et collectivités publiques ».

La dévaluation française est encore caractérisée par une réquisition de l'or destinée à supprimer les bénéfices éventuels de la thésaurisation métal ou devises. Un impôt exceptionnel de 50 % frappe même la spéculation qui s'est déchaînée sur les valeurs boursières pendant la semaine qui précéda la dévaluation.

Le nouveau régime comporte enfin un certain nombre de mesures sociales très importantes qui furent l'objet de discussions animées entre Sénat et Chambre. Pour ne rien dire du caractère nettement politique de ces mesures, nous nous contenterons de signaler qu'elles organi-

(1) Nous ne pouvons entrer dans le détail technique du fonctionnement de ce fonds. Qu'il nous suffise de dire qu'il est un des principaux instruments de l'actuelle prospérité financière anglaise.

sent, en fait, une répartition donnée des bénéfices éventuels de la dévaluation. A ce titre, nous allons avoir à les discuter, en abordant maintenant le chapitre des conséquences de la réforme monétaire.

*
* *

La première conséquence, et si élémentaire qu'on ne devrait pas même avoir besoin de la souligner, n'était l'abus fait par une certaine presse de la crédulité publique, c'est que le franc n'est pas, comme l'on dit, « amputé ». Les vocables courants de franc à quatre sous, puis à un sou, sont dangereusement trompeurs, et l'on ne doit pas s'y méprendre. N'a-t-on pas été jusqu'à publier la photographie schématique d'un franc dont un secteur circulaire endeuillé indiquait la diminution? C'est sur cette prétendue amputation que sont basés trop de raisonnements sur l'immoralité de l'opération ou sur les compensations nécessaires.

En réalité, le franc n'est diminué de valeur que si l'on veut l'échanger contre de l'or ou contre des monnaies ou marchandises étrangères. L'or n'ayant plus cours, c'est seulement vis-à-vis de l'extérieur que le pouvoir d'achat du franc français se trouve modifié. A l'intérieur, rien n'est changé. Les mêmes billets ont cours, et la même monnaie. Leur valeur ne se trouvera changée que si le prix de la vie augmente, et ce prix n'a de motifs d'augmenter qu'en raison de la part de marchandises étrangères incorporée, non en raison du taux de dévaluation. Pour un pays comme la France, dont le commerce extérieur est faible, cette part est infime. En 1935, pour un volume d'affaires intérieures de 330 milliards, nous avons importé de l'étranger 15,5 milliards de marchandises, soit environ 4,7 %. En admettant une hausse

de 50 % à l'importation, la hausse générale du coût de la vie ne devrait donc pas dépasser 3 %, dans l'hypothèse où les prix seraient laissés à eux-mêmes, c'est-à-dire sans intervention de l'État d'une part pour refréner, sans spéculation ou panique des particuliers d'autre part pour réaliser des bénéfices. Or l'État a commencé d'agir sur les importations par une réduction des contingentements, et la diminution de 5 à 25 % des droits de douane, de manière à abaisser les prix à l'importation, diminuant par là d'autant et, au besoin, supprimant la hausse due à la dévaluation.

Cette légère élévation de 2 à 3 %, nécessaire et souhaitable pour l'ajustement intérieur et extérieur des prix, représente donc l'amputation réelle sur laquelle nous pouvons porter des jugements de moralité. Mais elle appelle une contre-partie.

Les bénéfices industriels doivent normalement augmenter, non pas, comme nous l'avons vu, grâce à des procédés de *dumping* à l'exportation, ni — nous venons de le dire — grâce à l'élévation des prix de vente à l'intérieur, mais par suite du jeu des prix à l'exportation. Ces prix, en effet, vont s'élever en monnaie française. L'article de Paris vendu précédemment 75 francs à l'étranger, donc 1 livre, vaudra désormais 1 livre toujours, et donc rapportera 105 francs à l'exportateur français. Certes, il se produira une certaine baisse des prix à l'étranger, mais limitée par l'interdiction de *dumping*, et inférieure à la variation de valeur de la monnaie. L'industrie exportatrice française sera donc favorisée, tandis que l'industrie à base d'importation sera défendue par le jeu des droits de douane qui ne sont abaissés que pour maintenir le *statu quo*.

Il faut compter de plus (nous restons toujours « au-dessus de la politique ») avec une rentrée de capitaux

rassurés par le fait accompli, une réduction et une stabilisation du taux d'escompte qui favorisera les mouvements de crédit, une reprise importante des rentes et des valeurs par suite de la sortie, après l'orage, des fonds thésaurisés. Cette reprise, prélude de conversions souhaitables, devrait compenser la perte que font les rentiers en termes de coût de la vie.

Reste la grave question de la répartition des bénéfices — et des charges — éventuels. C'est là que se sont affrontées, à coup d'articles 13, 13 *bis*, 13 *ter*, 13 *quater*, deux thèses parlementaires.

L'une — celle du gouvernement — voulait adopter le principe de l'échelle mobile des salaires, et consacrer ainsi la fixité en valeur réelle des salaires actuellement accordés. Ceux-ci auraient été protégés contre la hausse du coût de la vie par l'élévation proportionnelle des barèmes de contrats collectifs, et le poids de la dévaluation n'aurait été aucunement ressenti par les classes de travailleurs. L'industrie, seule, aurait dû faire face aux augmentations prévues.

L'autre thèse, brillamment défendue au Sénat par M. Joseph Caillaux, s'est opposée énergiquement non seulement à l'échelle mobile, mais encore à l'octroi de pleins pouvoirs au gouvernement en matière de rajustements de salaires. Ceux-ci restaient nominaux, et l'élévation du coût de la vie aurait eu pour résultat de diminuer leur valeur réelle, et donc de réduire en fait la charge supportée par l'industrie du fait des lois sociales de juin.

On voit tout de suite que sur ces deux thèses pesaient des considérations politiques et sociales étrangères à la dévaluation en elle-même, et se référant surtout aux événements intérieurs de ces derniers mois.

Du point de vue strictement monétaire, il nous semble

équitable de répartir sur tout le pays les charges comme les bénéfices de l'opération. Pour avoir trop strictement dirigé la dévaluation vers la reprise industrielle, la Belgique s'est vue acculée aux grèves de juin dernier et aux remaniements de salaires qui en ont été la conséquence (1). En laissant, par contre, l'industrie française supporter toutes les charges, on risque de tuer dans l'œuf les germes de reprise qui doivent précisément fournir les bénéfices à répartir.

En fait, le problème n'a pas été résolu. Parce qu'on n'était pas prêt, ou parce qu'on ne voulait pas renverser le gouvernement, une trêve — non une paix — a été signée, et de larges pouvoirs d'interprétation et d'intervention ont été laissés au ministère Blum. L'avenir dira quel usage il en aura fait.

*
* *

Nous ne nous étendons pas sur les conséquences internationales qu'entraînera vraisemblablement la dévaluation française. Il nous faudrait encore bien des pages pour discuter des chances de stabilisation, des risques de l'accrochage à la livre ou des répercussions mondiales de notre politique de contingentements. Au reste, cet article n'a pas la prétention d'être exhaustif.

Nous voudrions surtout signaler quelques ombres menaçantes, et rassurer — en les inquiétant — ceux qui s'étonneraient de l'optimisme dont nous avons fait preuve jusqu'ici. C'est que nous avons surtout parlé de la dévaluation telle qu'elle devrait être. Il nous faut regarder maintenant la réalité de plus près et considérer

(1) Cf. notre article « Inquiétudes belges », dans *Les Études* du 20 août 1936.

la dévaluation telle qu'elle est. Nous y retrouverons, hélas ! inévitablement : la politique.

Première difficulté, technique celle-là, et indépendante de notre volonté : Comme M. Léon Blum l'a expliqué dans son discours du 1er octobre au Sénat, nous nous trouvons actuellement dans une période de hausse des prix mondiaux. Notre ajustement à ces prix comportera donc une tendance à la hausse qui accompagnera la reprise mondiale. Cette accélération, bonne en elle-même, viendra donc accentuer la hausse de nos prix intérieurs et majorer d'autant l'augmentation du coût de la vie due à l'opération proprement dite de dévaluation.

De ceci nous donnerions volontiers l'absolution à M. Blum. Mais voici plus grave. C'est que nous nous trouvons actuellement aussi en période de hausse des prix intérieurs. Par suite des lois sociales de juin, qui n'ont tenu aucun compte des possibilités économiques, par suite de la fixation du prix du blé par le nouvel Office, le coût de la vie, qui s'est élevé déjà de 11 % entre août et septembre, est appelé à monter encore à mesure que l'effet des ajustements de salaires, des congés payés et de la semaine de 40 heures se fera sentir. Nous allons donc nous trouver — nous nous trouvons — dans un complexe de hausse dont les facteurs vont se conjuguer, rendant impossible leur identification et donc la régularisation de leurs incidences respectives. La réforme monétaire trouve l'industrie française dans un état de déséquilibre accentué, et il est sérieusement à craindre que ses bénéfices soient notablement insuffisants à compenser les pertes dues à l'application du programme (?) social du gouvernement.

La difficulté s'accroît des menaces spectaculaires adressées à la spéculation, et qui risquent de paralyser tout à la fois et la mauvaise spéculation et la bonne. La

dévaluation, pour réussir, exige le retour des capitaux expatriés, le dégel de la thésaurisation et une circulation facile du crédit. Or la politique fiscale du gouvernement ne peut manquer d'effaroucher les moins timides. Certes, il est en soi équitable de frapper les bénéfices de ceux qui auraient thésaurisé de l'or ou « travaillé » sur des devises étrangères en expatriant leurs fonds. Mais la suppression de ces bénéfices supprime la raison la plus obvie et la plus pressante qu'avaient ces capitaux de réintégrer la circulation nationale. Les exigences fiscales et les enquêtes de moins en moins discrètes dans les établissements de crédit ne sont pas faites non plus pour rassurer les délinquants — ni les timorés. Dès lors, il est à craindre que le gouvernement n'ait rendu inopérant un élément essentiel de réussite pour son expérience monétaire.

Les mesures accessoires qui ont accompagné la loi de dévaluation ajoutent encore aux craintes des plus optimistes. Car le gouvernement semble y provoquer à plaisir des doutes sur son autorité. Après avoir déclaré qu'il saurait maîtriser et réduire toute augmentation du coût de la vie, il s'est mis à distribuer de soi-disant indemnités dont on ne voit d'autre raison d'être que la nécessité d'une publicité démagogique à coups de prébendes. Abolition de décrets-lois pour favoriser les pensionnés, les retraités, les fonctionnaires, avantages aux porteurs de bons et obligations du Trésor récemment souscrits, octroi d'une avance de 3 milliards au Crédit Foncier pour le règlement des dettes hypothécaires, tout cela évoque, malgré tout, l'incapacité des responsables à diriger le processus dévaluationniste par des procédés purement techniques, et la prévision de mouvements de prix dont on cherche de façon incohérente à pallier d'avance les effets. Les mesures prévues grèveront le bud-

get français d'une charge supplémentaire de 5 à 6 milliards. On voit l'invraisemblable paradoxe d'une opération monétaire destinée à soulager la France, et qui risque de lui coûter plus qu'elle ne lui rapporte.

Il nous reste à citer, *last but not least,* la dernière et terrible difficulté : celle du déséquilibre budgétaire. Certes, M. Abel Gardey a eu raison de remarquer que l'équilibre du budget n'est pas une fin en soi ; certes, le président Roosevelt a de bonnes raisons pour déclarer que « l'équilibre budgétaire serait un crime contre le peuple américain », mais, tout de même, nous sommes en France, et l'adaptation aux théories modernes du développement du pouvoir d'achat et du dynamisme du crédit n'a pas encore brisé l'idole du budget bouclé. Or la dévaluation exige pour sa réussite un climat psychologique et moral de confiance. Et cette question de confiance nous ramène inévitablement sur le plan politique, où il s'agit moins des principes que des hommes qui les appliqueront. Peut-être la classe ouvrière française accepterait-elle facilement une politique de crédits et de développement du pouvoir d'achat. Mais la classe paysanne, les classes moyennes et les classes aisées subordonneront leur confiance à l'assainissement de la situation financière, tant privée que publique. Or ce sont ces dernières classes qui commandent le problème, la classe ouvrière — on l'a bien vu pour l'emprunt — ne pouvant apporter au gouvernement qu'un appui moral et bruyant, plus compromettant qu'efficace en matière économique. Tant que le déficit budgétaire atteindra les chiffres impressionnants de 20 à 25 milliards, nous croyons l'expérience monétaire très compromise, à moins qu'une éducation psychologique du pays, jointe à des engagements sincères et rassurants, ne permette la lente formation du climat de sécurité indispensable.

Telles sont les quelques considérations qu'il nous semble opportun de faire sur la dévaluation du franc. Optimistes sur le plan de la pure technique, elles deviennent beaucoup moins rassurantes si l'on considère les circonstances politiques et les hommes qui président à l'opération. La manchette d'un grand quotidien exprimait exactement notre pensée quand elle déclarait : « Dévaluation + autorité = prospérité. Dévaluation + anarchie = misère (1). »

En somme, la France vient d'acheter une auto. Jusqu'ici elle se contentait de la vieille patache économique, dont elle connaissait à fond le fonctionnement sûr et la route tranquille. Mais les temps ont changé, le progrès est venu. Autour de nous, on a inventé des machines nouvelles, rapides, souples, mais dangereuses à coup sûr : opérations sur marché ouvert, fonds d'égalisation de change, dirigisme monétaire, etc... Voici maintenant qu'un des fils de la famille, un garçon certainement intelligent, mais aux dangereuses tendances modernes en matière politique et sociale, vient d'acquérir une nouvelle voiture et entreprend d'y promener ses parents.

On comprend qu'il soit agacé des exigences paternelles : Pas plus de 25 à l'heure! On imagine l'énervement causé par les exclamations maternelles : « Attention, voilà une voiture! Tu vas trop vite! Prends ton tournant plus à droite ! »

Mais l'on comprend aussi qu'au fond de la voiture, derrière le chauffeur novice, les Français peu rassurés se demandent anxieusement : Saura-t-il conduire ?

VICTOR DILLARD.

(1) *La République*, 29 septembre 1936.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## De Londres à l'Alsace

La dernière quinzaine fut féconde en incidents qui auraient pu avoir de très sérieuses conséquences. Nous ne savons pas, du reste, ce que demain nous réserve, mais il semble bien que l'Europe prenne de plus en plus l'habitude de vivre dangereusement, et que, par une espèce d'accord tacite, elle s'obstine malgré tout, Dieu soit loué ! à ne point réagir de façon violente.

Le plus sérieux de ces incidents fut sans conteste celui que provoqua à Londres, au comité pour l'application de l'accord de non-intervention en Espagne, la délégation soviétique, en se plaignant de cas de violation de cet accord qui auraient été le fait de l'Italie, du Portugal et de l'Allemagne, et en menaçant de quitter le comité si une enquête n'était pas faite au sujet des faits allégués par l'U.R.S.S. et par le gouvernement de Madrid.

Cette démarche est la meilleure preuve, s'il en fallait, de la situation très précaire dans laquelle se trouvent les défenseurs rouges de Madrid. L'Espagne constitue la pierre de touche du communisme en Europe; la prise de Madrid par les nationaux serait un coup terrible porté à la troisième Internationale et à son chef Staline. Déjà, en France, se fait sentir une certaine lassitude des menées soviétiques. Il fallait donc essayer de réagir, et tenter de frapper un grand coup.

Mais si la dictature règne à Moscou, ses procédés ne valent pas à Londres. Le *Times* lui-même, dont le langage est cependant fort diplomatique à l'accoutumé, n'a pas hésité à parler de la « raclée sévère » administrée en

comité au représentant soviétique (n° du 12 octobre), et le même journal a loué « l'ardeur du premier ministre français à maintenir l'accord de non-intervention ».

Dans l'autre camp, la tactique adoptée fut fort habile. On sait que l'Italie fasciste, se jugeant immunisée contre le virus communiste, fut le premier État à reconnaître *de jure* le gouvernement de Moscou, et que les rapports entre le Palais Chigi et le Kremlin sont restés parfaitement corrects, et même cordiaux. On se rappelle qu'à Genève, en septembre 1935, M. Litvinov prononça, à propos du conflit italo-éthiopien, le discours le plus favorable à l'Italie qui fut alors entendu; avait-il l'idée de derrière la tête de lancer Rome en Afrique orientale, où il comptait bien que l'attendrait la défaite, donc la fin du fascisme et la porte ouverte à une révolution communiste ? En tout cas, il fut un des rares orateurs à ménager Rome.

La tactique adoptée à Londres fut fort habile, dis-je, puisque M. Grandi fut chargé de répliquer aux accusations du délégué soviétique, M. Kagan. L'ambassadeur d'Italie à Londres se départit lui aussi de la réserve dont les diplomates sont coutumiers, et il n'hésita pas à employer un langage énergique, violent même. D'accusé, il devint accusateur. Il menaça de verser aux débats des faits et des documents qui prouveraient la collusion entre Moscou et Madrid.

Quant au représentant du Reich, il se contenta de souscrire aux déclarations de son collègue italien. Le Führer venait de faire savoir à Nuremberg ce qu'il pensait du communisme; il convenait donc, dans une réunion internationale, de n'avoir point l'apparence de renouveler à l'usage extérieur ce qui avait déjà été dit à l'usage intérieur. Une telle répétition aurait certainement déplu à l'Angleterre, qui avait froncé le sourcil en entendant les paroles de Nuremberg. Car l'Angleterre répugne aux violences et aux éclats de langage, et préfère les compromis discrets.

Quant au comité lui-même, ce n'est point pour rien

qu'il siège à Londres, dans cette atmosphère brumeuse, ouatée, où tous les contours s'estompent. Le comité est destiné avant tout à « noyer le poisson » — et le poisson est de taille : c'est le fantôme de la guerre lui-même. Pour cela, il faut gagner du temps. Le comité a donc poliment répondu à M. Kagan que son « interpellation » ne pouvait venir qu' « à la suite », après l'examen des faits allégués par le gouvernement de Madrid, que, au surplus, il convenait que les accusations soviétiques fussent accompagnées de propositions concrètes. Aux dernières nouvelles, la Russie présenterait des propositions de ce genre. On verra voire, comme dit l'autre.

Le comité cherche à gagner du temps, avons-nous dit; et l'Angleterre aussi. Londres estime que la recrudescence du communisme en Europe est due essentiellement à la crise et au chômage — en quoi elle n'a pas tout à fait tort, pas tout à fait raison non plus, car le facteur purement idéologique entre aussi en ligne de compte. Or les récents accords financiers franco-anglo-américains et l'amorce de désarmement douanier doivent amener, dans l'esprit des dirigeants britanniques, une véritable détente économique propice à la cause des démocraties et à celle de la paix.

Par ailleurs, on peut se demander si la démarche de Moscou n'est pas destinée à sauver la face aux yeux de l'opinion communiste russe et internationale. Provoquer de propos délibéré un conflit qui peut dégénérer en une guerre européenne, l'Italie ni l'Allemagne n'étant disposées à se laisser faire, cela donne à réfléchir.

Ajoutons que l'attitude actuelle des Soviets et les sympathies actives qu'ils affichent de plus en plus à l'égard de la cause de Madrid ne peuvent que compromettre cette cause vis-à-vis de cette partie de l'opinion britannique qui n'est ni conservatrice extrême, ni « labourite ». Il est donc possible que Moscou n'insiste point et se contente d'une simple manifestation verbale, car Moscou, pas plus que Berlin, ne tient à se mettre mal avec l'Angleterre.

* * *

Un autre incident s'est produit à la suite des discours prononcés en Alsace par les chefs communistes français, et qui furent jugés offensants par le Reich, à telle enseigne qu'une démarche a été faite à ce sujet au Quai d'Orsay par l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Il semble bien, à l'heure où nous écrivons ces lignes, que cette démarche n'aura pas de suite. En tout cas, si le Führer est quelque peu raisonnable, il n'insistera pas.

J'aimerais lire Machiavel *redivivus* décrivant, par l'imagination, l'entrevue entre M. Foerster, le nouvel ambassadeur du Reich à Paris, avec notre ministre des Affaires étrangères. Du côté allemand, on s'étonne que les chefs d'un des partis qui soutiennent le gouvernement de Front populaire se soient livrés à de pareils écarts de langage, contraires aux bienséances internationales. A quoi il est courtoisement répondu que la France n'étant pas un pays totalitaire, les différents partis politiques ont le droit de faire connaître leurs sentiments sur toutes questions, mais qu'ils n'engagent point pour cela la responsabilité du gouvernement, tandis qu'il en est différemment en Allemagne; qu'au surplus, M. Hitler ne s'est pas gêné pour dire à Nuremberg ce qu'il pensait des Soviets.

On ajoute que toutes les paroles prodiguées en Alsace et en Lorraine par ces messieurs du parti communiste se sont comme enlisées dans le sable de l'indifférence et du mépris, et qu'il ne serait guère de bonne politique de la part du Reich, alors que le patriotisme de fraîche date des mêmes messieurs fait sourire les patriotes de toujours en France — car il ne s'inspire que des nécessités de la nouvelle tactique moscoutaire —, d'identifier ce patriotisme à celui de la France, et de créer, par une protestation et une campagne de presse, un courant de sympathie envers des gens impatients d'une guerre générale, malgré leur pacifisme affiché, de fraîche date lui aussi, guerre propice à une révolution non moins générale.

On fait encore valoir l'importance des bons rapports franco-allemands et du succès de la future conférence locarnienne. Pourquoi retomber dans les errements de 1914 et faire le jeu, une fois de plus, de la Russie, tsariste ou communiste, qui est d'Orient et non d'Occident ? pourquoi faudrait-il qu'une fois de plus le peuple français et le peuple allemand, ces peuples travailleurs et d'une civilisation comparable, se massacrent impitoyablement, au risque de ruiner à toujours la civilisation occidentale dont ils ont le commun patrimoine, et de laisser s'établir sur ces ruines l'internationale communiste ?

On rappelle enfin qu'aucun accord militaire précis n'a accompagné encore le pacte franco-soviétique, et que, si le Reich faisait les gros yeux, les partisans jusqu'auboutistes de ce pacte enlèveraient peut-être le morceau au parlement ; que ce n'est point le moment où le communisme semble bien perdre du terrain chez nous et où, tout en protestant de son attachement au Front populaire, nos dirigeants finissent par trouver leur aile gauche bien lourde à traîner, que ce n'est pas le moment, dis-je, pour tout gâter par une attitude qui pourrait faire l'union des Français autour des communistes devenus des parangons de patriotisme ; et qu'il serait par trop paradoxal qu'une France qui a laissé faire le réarmement allemand sans broncher se voie obligée de partir en guerre, au figuré et peut-être au propre, à cause de paroles, d'une imprudence calculée, de quelques pêcheurs en eau trouble et fauteurs de guerre civile.

Ces propos, accompagnés d'autres plus énergiques, tels que, par exemple : « Charbonnier est maître chez soi », il ne semble pas invraisemblable qu'ils aient été tenus. Mais je n'ai aucune accointance avec le Quai, non plus qu'avec la Rue de Lille, et je n'ai pu que les conjecturer, avec l'espoir que le lecteur pensera, dans la langue de Machiavel : « Se non è vero, è ben trovato. »

15 octobre 1936.

ANDRÉ-D. TOLÉDANO.

# Le péril stalinien

A l'heure où les dirigeants du III[e] Reich lancent contre l'U.R.S.S. des injures de charretiers qui, en d'autres temps, eussent déchaîné immédiatement la plus atroce guerre, on éprouve quelques scrupules à présenter comme mot d'ordre la lutte contre le communisme. Quelle que soit l'évidente différence des motifs, on risque d'être accusé immédiatement d'adhésion à ce Front fasciste international dont nous n'ignorons ni les sentiments qu'il peut nourrir à l'égard de notre pays, ni les dangers qu'il représente, déguisés sous d'apparentes flatteries, pour les valeurs spirituelles auxquelles nous tenons essentiellement. Il reste pourtant que c'est l'existence même de la civilisation qui est menacée aujourd'hui, non point tant par la dialectique marxiste (la seule réponse valable à une dialectique de cet ordre, c'est l'histoire même, non des discours et moins encore des mesures militaires ou policières) que par la bêtise, l'aveuglement ou le criminel « catastrophisme » de tous ceux qui suivent le mot d'ordre stalinien et qui ne craignent pas, sous prétexte de défendre la liberté ou la démocratie, d'entraîner notre pays dans une pseudo-croisade qui ressemblerait singulièrement à un suicide.

Lorsqu'on cause sérieusement avec des leaders communistes intelligents et sincères, on mesure mieux l'effrayante hypocrisie des mots d'ordre du P. C. aux dernières élections. Sur les affiches communistes, il n'était question que de paix et de prospérité. Or, il n'est point de chef autorisé du parti qui ne soutienne dans le privé deux thèses qui feraient horreur à tout près de quarante millions de Français. La première, c'est que la guerre est inévitable, parce qu'elle ne naît pas de la

liberté des hommes, de leur volonté mauvaise ou de leur lâcheté, mais du choc inévitable entre le Fascisme (superstructure idéologique d'un capitalisme camouflé) et la Classe ouvrière dans son ultime lutte pour la conquête du pouvoir. La deuxième thèse, c'est que la démocratie, dans cette lutte, n'a aucun rôle direct à jouer, qu'elle est condamnée à mourir, que le réformisme des S.F.I.O. ou des radicaux avancés ne représente qu'une utopie naïve, que les transformations sociales anarchiquement ébauchées dans le désordre par le gouvernement de Léon Blum ne peuvent qu'accentuer la crise et la misère. Naturellement, votre interlocuteur ajoutera qu'à son avis cette guerre inévitable, cette misère, ce chaos, ne représentent que des phases transitoires et d'ailleurs nécessaires vers la Révolution définitive et vers la construction du véritable socialisme. Qu'entre temps la France, déjà minée du dedans par la dénatalité et par les luttes civiles, ait disparu comme telle de la carte politique d'Europe, que par dizaines de millions les hommes et les femmes soient morts comme des troupeaux de bêtes dans les abattoirs chimiques, peu leur importe si, un jour, les survivants peuvent se dire réellement des hommes « libres », selon l'évangile de Marx !

Il va de soi que la grande majorité de ceux qui suivent les mots d'ordre communistes pour défendre leur patrie, pour la rendre plus forte, plus heureuse, ignorent tout de ces véritables dispositions. Dans la mesure où les collaborateurs de *Vendredi*, par exemple, sont des hommes de bonne foi (et l'on n'aime guère ici suspecter d'emblée la loyauté intellectuelle des adversaires), on peut croire qu'ils identifient réellement la politique communiste avec la défense de la dignité humaine, de la nation, de la culture. A leurs yeux, l'abominable procès de Moscou, la dictature stalinienne, la persécution raffinée de tous les dissidents, tout cela n'est qu'accident, peut-être même pure invention fasciste. Mais sans doute aussi leur arrive-t-il parfois de se sentir la conscience inquiète. Ce

qui leur manque, à ce moment-là, c'est le courage d'échapper au nouveau conformisme, d'affronter leurs chefs de file, de se laisser traiter de fascistes ou de réactionnaires par les adjudants du Rassemblement Populaire.

On nous dira sans doute que la duperie est en vérité à deux étages, qu'il ne s'agit pas seulement, pour Staline, de faire passer aux yeux de nos braves démocrates la dictature du prolétariat pour la forme la plus raffinée du suffrage universel, mais en même temps de déguiser, aux yeux de nos marxistes convaincus, une réédition du vieux panslavisme sous la nouvelle couverture de la troisième Internationale. Il est en vérité fort difficile de démêler les intentions véritables du dictateur géorgien. Peut-être deux traditions et deux ambitions se mêlent-elles plus ou moins confusément dans sa conscience, polarisées l'une et l'autre par un goût du pouvoir personnel et d'un certain despotisme à l'orientale où la flatterie hyperbolique semble jouer un rôle essentiel.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, le péril est exactement le même pour nous. En 1914, le panslavisme nous a déjà entraînés dans une catastrophe où beaucoup de Français n'ont pas su mesurer l'exacte responsabilité de nos « Alliés » russes et serbes. Et pourtant le simple fait que l'assassin de Serajevo soit considéré en Yougoslavie comme un héros national, qu'on lui ait élevé un monument public, devrait nous éclairer sur la valeur des versions officielles qui font de la vieille et paternelle Autriche-Hongrie un monstre d'impérialisme. Assurément, la situation est différente aujourd'hui. Il est pourtant remarquable que, comme en 1914, la diplomatie russe joue pour ses fins propres des ambitions balkaniques : autrefois il s'agissait de saper l'empire des Habsbourgs, aujourd'hui, de s'opposer à tout prix à une revision des dangereux traités qui ont artificiellement et démesurément gonflé les États repus de la Petite-Entente. Mais il s'agit en même temps et par là même de dresser irréduc-

tiblement les démocraties occidentales, sous un prétexte idéologique, contre les peuples germaniques, d'empêcher à tout prix le rapprochement franco-allemand, condition première et peut-être suffisante de toute paix européenne... Ce sont des choses qui crèvent les yeux et qu'on doit dire et redire, dût-on être traités d'hitlérien français, ce qui est fort piquant pour qui connaît notre position critique en face de la philosophie nationale-socialiste.

Pour terminer, on fera seulement deux réflexions que l'on s'étonne vraiment de lire sous trop peu de plumes. Et d'abord quel curieux paradoxe que de voir se dresser contre le fascisme, au nom du progrès et de la civilisation, des démocraties libérales qui donnent l'exemple de l'anarchie économique et sociale, qui sont livrées sans défense à la lutte aveugle des grands trusts financiers et des sociétés de pensée! On doit critiquer la solution fasciste de l'union *biologique,* de l'orgueil *racique* ; on a toute raison de se méfier des embrigadements totalitaires, et la Démocratie pluraliste dont parle Jacques Maritain est certes mieux à notre goût. Mais la France actuelle, avouons-le franchement, est *en deçà* du fascisme, non point *au-delà.* Les problèmes que Mussolini, Hitler ou leurs émules essayent de résoudre par des formules dont on sait tout le danger, c'est à peine si les meilleurs esprits de chez nous commencent à comprendre qu'ils se posent et que ce n'est point dans les programmes du parti radical ou de l'Alliance Démocratique qu'on en trouvera la solution. Rien de plus naïf, par conséquent, que de courir à la défense inconditionnelle du désordre établi en face d'un ordre insuffisant mais positif qu'on ne vaincra qu'en le dépassant. Contre un « fascisme » intérieur, s'il existait, nous hésiterions, sans doute, à verser une goutte de sang. Déchaîner une guerre mondiale contre les fascismes étrangers, ce ne peut être à nos yeux qu'un rêve d'aliéné ou une suggestion satanique.

La seconde remarque vise le problème franco-allemand. On n'ignore pas que plusieurs de nos dirigeants actuels ont critiqué avec quelque violence la politique suivie chez nous, depuis 1919, à l'égard de nos voisins de l'Est. Il est visible aussi qu'il leur arrive au pouvoir de se souvenir parfois de ce qu'ils disaient dans l'opposition. Mais il leur faudrait de l'héroïsme, aujourd'hui, pour faire passer dans les actes ce qu'ils conçoivent comme juste et utile, guettés comme ils le sont par les deux fractions adverses de l'opinion, — l'une convaincue que l'Allemagne éternelle est l'ennemie héréditaire et que les rédacteurs de Versailles n'ont péché que par faiblesse, l'autre persuadée que la petite poignée de « criminels » qui asservit déjà le peuple allemand ne rêve que d'asservir le monde et d'imposer au pauvre ouvrier français la pratique du sport, l'usage de la salle de bains et les croisières méditerranéennes du Dr Ley.

Pourtant, que nous aimions Hitler ou non, qu'il se fasse ou non de la France une idée fausse, il n'a pas moins droit que Streseman ou que Brüning à ce qu'on examine avec lui en toute loyauté les revisions possibles de traités, sans lesquelles nous ne saurions plus échapper à l'emprise de la haine et de la guerre. Il est déjà bien tard pour engager une négociation qui ressemblera de plus en plus à une capitulation et qui risque de nous entraîner dans un « anti-communisme » aussi nocif et aussi puéril que l' « anti-fascisme » dont on nous rebat les oreilles. Il n'en reste pas moins que ces conversations sont aujourd'hui le seul moyen d'éviter la catastrophe, mais qu'elles ne seront possibles et fécondes que si le Stalinisme est tout d'abord radicalement exclu des horizons français.

MAURICE DE GANDILLAC.

# DOCUMENTS

## Les problèmes que pose le machinisme

### (Positions des technocrates et du groupe Duboin)

Nous allons essayer de communiquer le fruit de nos réflexions sur les études d'un certain groupe d'hommes qui se dressent dans tous les pays pour nous ouvrir les yeux : aux États-Unis, les technocrates, en Grande-Bretagne, l'École d'Oxford, en France, groupes Jacques Duboin et Dynamo. Il faut méditer ensuite en essayant de s'élever un instant au-dessus de nos intérêts immédiats, et en pensant l'avenir, au lieu de nous souvenir de ce que nous avons appris jusqu'ici.

Il est possible cependant de certifier, et avec la plus grande conviction, que cet avenir est plein de promesses fécondes. Nous n'apportons ni programme, ni plan, encore moins des solutions définitives, et nul n'en est capable. Nous allons seulement prévoir une grande expérience, elle connaîtra des succès, des échecs encore, mais elle avancera plus sûrement si l'état d'esprit général aide suffisamment ceux qui auront à nous conduire au milieu de cette ère *d'abondance* dans laquelle nous sommes entrés.

### I

### L'ÈRE D'ABONDANCE

Retenons ce mot, c'est le *signe* des temps nouveaux, il est gros de tout ce qui va suivre.

On a dit que nous cherchons une mystique, nous ne pré-

tendons pas l'avoir inventée, nous disons : *elle est*; il suffit de voir, de *comprendre*.

## Son origine : le machinisme

Comment cette abondance est-elle née? Elle est née du machinisme. — Le machinisme est, en effet, un système économique où, grâce au développement de la technique, l'énergie de la nature : vapeur, électricité, pétrole, est substituée à l'énergie humaine, et hors de toute proportion avec cette énergie humaine. Il existait, en effet, des machines avant le XIX^e^ siècle : moulins, voitures, bateaux, mais jusqu'alors l'énergie commune était celle de l'homme, des animaux domestiques, de quelques moulins à eau et à vent. Aujourd'hui, des montagnes de charbon, des cataractes, des fleuves entiers sont à notre service et mis à notre portée par des services de distributions publiques. — Est-ce exact?

Quelles sont les conséquences de ce progrès, peut-on en mesurer *l'amplitude* d'abord?

## 1° Dévalorisation de l'énergie humaine

D'après M. Jacques Duboin, l'énergie humaine est équivalente à 1/10 de C. V.; au début du XIX^e^ siècle, l'homme ne dispose encore que de 2/10 de C. V., au début du XX^e^ siècle, de 8/10, soit huit fois plus, actuellement, de 8 C. V., soit dix fois plus encore ou l'équivalent de 80 esclaves travaillant pour chaque citoyen. Or, la valeur d'une marchandise et celle du travail, par conséquent, *considéré comme tel, dans notre système économique*, repose sur la rareté relative,

par exemple : l'air n'a pas de valeur,
l'eau potable a une valeur relative,
le vin a une valeur d'échange.

Nous venons de voir que l'énergie mécanique dont dispose l'homme est équivalente à celle de 80 esclaves. Conclusion : l'énergie humaine n'a plus de valeur, du moins elle tend vers zéro.

Celui qui n'a que la force de ses bras ne peut plus l'échanger, et déjà celui qui a, de plus, un cerveau l'échange

mal. Le chômage intellectuel s'établit après le chômage manuel, malgré la rareté plus grande de la capacité de conduire les entreprises. Il n'y a plus place pour les manœuvres, celles d'ouvriers se raréfient, celles de chefs diminuent. — Donc la distribution du pouvoir d'achat, basée sur la valeur du travail dans l'ère de rareté, ne peut plus jouer dans l'ère d'abondance.

On a parlé du chômage technique qui, jadis, résultait de chaque perfectionnement et était résorbé par le développement de l'industrie résultant du pouvoir d'achat créé simultanément entre deux masses : l'une agricole, l'autre industrielle.

On peut affirmer que, désormais, dans l'organisation technique actuelle, le chômage ne sera plus résorbé. Il résulte de la substitution massive de la machine à l'homme ; la courbe du chômage a commencé à s'accentuer en pleine prospérité, en *1920*; sept ans avant la crise. — Les mesures draconiennes prises en Amérique et en Angleterre pour arrêter le développement de la crise n'ont pas résorbé le chômage ; en Allemagne non plus, malgré tous les expédients employés. — On réalise un palier sur une pente irrémédiable.

Il y a actuellement 30 millions d'hommes dans le monde qui n'ont que leurs bras à offrir — ils faisaient vivre 100 millions d'êtres humains. Ces hommes sont remplacés par des machines, et le mouvement va continuer, car la machine travaille moins cher que l'homme. Malgré tout ce que l'on peut raconter à ce sujet, l'amortissement des machines permet de travailler à meilleur compte et mieux que l'homme. Nous voyons tous les jours une branche d'industrie qui, pour sauver son équilibre, fait des chômeurs en installant des machines plus perfectionnées, — exemple : bateaux-citernes pour le vin. Il y a donc un problème du chômage posé par le machinisme qui a fait dire que 200.000 hommes, parfaitement outillés, feraient actuellement en France tout le travail nécessaire. Nous disons donc qu'il y a abondance d'énergie, et qu'ainsi elle n'a plus de *valeur*, elle n'obéit plus à *la loi de l'offre et de la demande*, elle n'a plus de *débouchés*, le travail humain est trop long.

*Nous dirons donc : chômage = loisir mal réparti.*

## Tableau montrant le progrès de la productivité due au machinisme pour quelques exemples

| | | *Coefficient* |
|---|---|---|
| Abattage du minerai : en 1850, au pic, un homme | 800 t. par an | |
| en 1935, perforatrice, un homme | 24.000 t. par an | × 30 |
| Décortiqueuse de riz mécanique | | × 200 |
| Centrale à vapeur, 1850, un homme | 100 CV. | |
| Barrage du Dnieper, 4 hommes | 800.000 CV. | × 2000 |
| Manufacture cigarettes d'Ivry, 1932 : 250 femmes | | |
| (2500 cigarettes par minute) 1935 : 2 femmes | | × 125 |
| Faire plein combustible d'un transatlantique | 1934, charbon, 250 hommes : 2000 h. | |
| | 1935, mazout, 2 hommes : 16 h. | × 125 |
| Fabrication des briques | 1932 : 450 par homme et par jour; | |
| | 1933 : 15.000 — — | × 30 |
| Bateaux citernes pour le vin | 1933 : 135 hommes | |
| | 1934 : 5 hommes | × 27 |
| Machines à faire confiserie | | × 4 |
| Impression étiquettes pour 40 millions | 4 hommes en 30 jours | |
| | rotative, 1 homme, 20 jours | × 6 |
| Fabrication des châssis General Motor | 10.000 châssis par jour avec 208 hommes | × 1000 |
| Machines Owen pour le verre | 45 unités à l'heure | |
| | 3600 — — | × 60 |
| Ampoules électriques | 1930 : 100 | |
| | 1935 : 3600 | × 36 |
| Travaux de fouilles avec pelle Ingersol | 400 hommes | |
| | 1 homme | × 400 |
| Fabrication autos | 1914 : 1197 heures | |
| | 1934 : 93 — | × 13 |

La productivité de la métallurgie, de 1885 à 1935, a été multipliée par 50.

La productivité de l'agriculture, de la charrue arabe au tracteur, est multipliée par 1100.

Le rendement du blé, de 1815 à 1935, est passé pour une même terre de 4 à 28 hectos à l'hectare.

Aux États-Unis, de 1927 à 1935, la production a augmenté :

| | |
|---|---|
| pour la houille de | 30 % |
| — l'acier de | 50 % |
| — les hauts fournaux de | 139 % |
| — le pétrole de | 88 % |
| — les automobiles de | 97 %. |

### 2° La surproduction

Cet état de la technique a une deuxième conséquence, l'abondance des produits consommables, la surproduction.

En même temps que la puissance disponible par individu passait de 1/10 de C. V. à 8 C. V., les produits consommables passaient de 2000 à 160.000 calories par tête. Il y a surproduction. — Le tableau ci-contre vous montre l'ampleur du bouleversement résultant du machinisme.

Les marchandises sont surabondantes, et au chômage, désormais normal, la crise ajoute ces deux compléments résultant de la chute verticale des prix :

1° le commerce de gros ne reconstitue plus ses stocks ;

2° la consommation est ralentie par suite de la réduction du pouvoir d'achat résultant du chômage, de la propagande en vue d'économies, de la déflation, etc...

Alors les prix de marchandises s'avilissent aussi... mais cette baisse est refrénée par la stabilité des notions mal définies de : prix de revient, des frais généraux et du profit. Notre système économique n'est pas reversible. Une comptabilité peut s'accommoder de vendre plus cher dans une monnaie dépréciée, mais ne permet pas de vendre moins cher dans une monnaie appréciée. Un bilan doit être positif ou le commerçant fait faillite.

*Remèdes.* — Qu'a-t-on fait ? — On a songé à faire disparaître les excédents pour rétablir la rareté nécessaire.

On a détruit en 1934 : 886.000 wagons de blé, 144.000 wagons de riz, 32.000 sacs de café, 13.000.000 de tonnes de sucre, 6 millions de porcs et 800.000 vaches ; on arrache la vigne, et, en face de ce bilan, *100 millions* de chômeurs et leurs familles qui sont sous-alimentés.

Donc, inutile de courir après les débouchés, inutile de gémir sur les impôts, le machinisme, le prix de revient, — le problème est autre.

*Nous dirons donc que surproduction = abondance mal distribuée.*

## 3° Le profit

Voici un troisième problème, celui du profit ou rente du capital.

Un pays, pour passer de la situation primitive à la situation de nation équipée à 8 C. V. par tête, est obligé de prélever sur son travail un certain pourcentage de pouvoir d'achat qui, au lieu d'être consommé immédiatement, est épargné, puis capitalisé pour permettre de créer et de développer son équipement en machines génératrices et en machines outils. Dans le système capitaliste, cette fonction incombait à des individus : *les capitalistes*, à l'origine ex-gros propriétaires terriens ou financiers. Ici le capitalisme est privé. Dans le système communiste, cette fonction incombe *à l'État*, c'est le capitalisme d'État.

Il n'y a pas d'autre solutions actuellement; la Russie, depuis quinze ans, souffre de se rationner, comme l'ont fait en Occident les générations comprises entre 1835 et 1935, en un siècle. Seulement, en Occident, on capitalisait 50 % des bénéfices, — en Russie, pour aller vite, 30 % des revenus. C'est ce fait qu'il ne faut pas perdre de vue, sous peine de faire de grosses erreurs de jugement quand on parle de la Russie. Il faut penser que l'Occident est entré enfin dans l'ère d'abondance, alors que l'U.R.S.S. est encore dans l'ère de disette. Ceci explique certains flottements des méthodes dites communistes. Ceci n'a rien à voir avec le système politique considéré.

Nous disions donc que le capital mis ainsi à la disposition des industries exigeait un nouveau prélèvement correspon-

dant à la rémunération du service rendu, à la couverture du risque couru et à son amortissement.

Que va-t-il arriver de ces coutumes lorsque le pays considéré sera équipé en machines pour tous ses besoins, y compris le renouvellement de ces machines ?

Il va y avoir surabondance de capitaux, car, outre l'habitude acquise, les gens, ou leurs descendants, dont la fonction sociale était d'être fournisseurs de capitaux, vont continuer à prélever ce profit par le jeu des contrats, puis de la tradition. Ils continueront même à capitaliser. Bien plus, chaque individu, dans l'ère de prospérité, va chercher à les imiter, le capital anonyme se développe alors qu'il est inutile.

En effet, l'invention du crédit et du paiement par chèque vient mettre à la disposition de l'industrie des moyens de règlement en quantité quasi illimitée. Il y aura lutte entre tous les capitaux pour les débouchés possibles.

Nous voyons éclore les grandes convulsions financières, issues de ces luttes à mort entre groupes rivaux. — Dubois, Lévy et Stavisky sont les fruits naturels de cette situation.

Il y a donc abondance, surabondance dans ce domaine du capital, les capitaux n'arrivent plus à travailler, l'offre est supérieure à la demande, leur rémunération diminuera naturellement, elle devrait tendre vers zéro si le marché financier n'était mieux défendu que celui du travail. Les titres mobiliers n'apportant plus de rente perdent toute valeur. C'est la faillite du capital.

N'est-ce pas ce que nous avons vu en 1929 aux États-Unis ? — Les capitaux libérés par le crédit, sans emploi, ont cherché leur profit dans la spéculation en Bourse. Des affaires en pleine prospérité distribuaient 1 % de dividende. — *Prospérité = suppression de profit.*

## II
## FAILLITE DES VIEILLES RÈGLES

Ce qui précède montre donc que les vieilles règles de l'économie libérale ne jouent pas. Elles sont vérifiables autour d'une économie stable ou en lente évolution. Elles ne sont plus applicables après la rupture d'équilibre actuelle. — La chute des prix est plus rapide même que l'accroissement de la production, tel qu'il se produit depuis 1920.

L'état de fait résultant de l'équipement des pays jusqu'alors arriérés fait qu'en appliquant les mêmes règles on fait sauter la structure sociale existante. Dans les pays civilisés, il faut donc chercher les règles nouvelles à appliquer pour réaliser une nouvelle structure adéquate sans rétablir la rareté. Examinons où sont faussées les vieilles règles.

### 1° Lois des débouchés

On disait : la production crée les débouchés — c'est : *la loi des débouchés* de J.-B. Say. — Jusqu'en 1914, lorsqu'un pays produisait plus de matériel industriel qu'il n'en pouvait absorber, il trouvait, de par le monde, des pays, en général producteurs de matières premières minérales ou agricoles, or, épices, coton, etc., qui pouvaient échanger cet excédent. Cet échange était générateur de gros profits, car le pays avancé vend cher et achète à des prix dérisoires, car il y a rareté sur ces marchés neufs. Il en résultait un enrichissement rapide du commerce extérieur en général.

Voyons pour l'or des anciennes colonies :

1° États-Unis, colonies espagnoles. — Lorsqu'elles devinrent États indépendants, elles gardèrent leur or. Nous les voyons ensuite qui achètent des machines, s'équipent, et nous dépassent.

2° Ces pays ne sont plus acheteurs, ils deviennent même concurrents : Japon, Inde, Maroc, Algérie, Russie demain.

3° D'autre part, en Europe, la chimie permet de fabriquer des produits synthétiques : essence, nitrates, camphre, caoutchouc, laine, extraits autrefois naturellement par ces pays neufs.

Les pays civilisés n'achètent plus, donc ne peuvent plus vendre.

Est-ce la fin des débouchés ? Cependant, les usines sont là avec toute leur capacité de production — il leur reste le marché intérieur seulement.

### 2° Loi de l'offre et de la demande

Jusqu'en 1914, tout le courant des échanges est basé sur cette loi indubitablement vraie en régime de rareté. Quand les prix haussent, on achète, et là où ils sont le plus bas; — quand ils baissent, on vend, et là où ils sont le plus haut. — La différence, c'est le profit de l'intermédiaire.

Comme la production varie encore lentement, il n'y a que de faibles écarts dans le temps, compensés par les réserves de faibles stocks et des frais de transports peu élevés; mais pour que cette loi joue, il faut supposer des monnaies stables et des stocks faibles. Or, depuis 1914, nous assistons à la danse des monnaies. L'exportateur qui conclut un contrat dans une monnaie n'est pas sûr de recevoir le poids d'or correspondant en paiement, même pas sûr de réaliser un profit, avec les frais de douane et de protection. L'industriel qui monte une usine, comptant sur un prix qui doit satisfaire certains débouchés, peut se trouver en présence imprévue d'un concurrent qui cote dans une monnaie dépréciée.

De plus, le développement de la technique a accumulé des stocks qui font disparaître l'atmosphère de rareté nécessaire au système.

Enfin, des pays civilisés se trouvent en concurrence avec des pays arriérés comme le Japon, ou souffrant d'une surproduction intense comme l'Allemagne, et qui pratiquent le dumping.

Le commerce extérieur devient impossible sans passer par un monopole d'État, il se limite aux matières premières indispensables, aux spécialités nationales, aux articles de luxe ou objets d'art, au mouvement d'or pour l'appoint.

### 3° Thésaurisation

Aujourd'hui, on thésaurise, mais cela veut dire simplement que, le profit étant nul, sinon négatif, le capital mobilier ne rapporte plus, le capital immobilier à peine; là encore la valeur des titres disparaissant, il n'y a plus qu'à

les convertir sous forme de monnaie en pouvoir d'achat. Ce qui est plus grave, le prélèvement du revenu, cette prime à l'économie, n'est plus justifié : il empêche la baisse des prix, et c'est un *pouvoir d'achat qui, autrement réparti, ranimerait la consommation.*

Nous dirons que thésaurisation = avilissement de capital, baisse intérêt = profit mal réparti.

Ainsi nous voyons les deux piliers de l'économie actuelle chanceler, *la sécurité* pour le travailleur, — *le profit* pour le capitaliste et le commerçant.

Le moteur rareté n'agit plus, on a voulu y substituer la spéculation et le jeu. — Jeu en bourse, loterie, etc., etc., quelle déchéance !

On aboutit à cette situation paradoxale et inextricable : ceux qui avaient, grâce à la fortune, des loisirs, cherchent du travail, car la fortune représente moins de sécurité que le travail assuré. Ils concurrencent les chômeurs. Ceux qui n'avaient que le travail comme moyen d'existence vont avoir des loisirs, car l'excès de leur travail n'est plus une sécurité.

*Nécessité d'une discipline économique.* — Nous assistons donc, si nous voulons voir, à une tendance naturelle qu'il ne tient qu'à nous de transformer en une évolution intelligente, définitive et durable.

« Le machinisme impose la domination organisée de l'homme à son activité économique. » Il réduit le rôle du capital, le crédit suffit.

## 4° Situation faite au commerce

Entre les producteurs et les consommateurs, dans le système économique actuel, se placent les intermédiaires ou commerçants chargés précisément de distribuer, de faire circuler les denrées, d'une part, et de recueillir, d'autre part, le pouvoir d'achat des consommateurs.

Passons la revue des principales branches commerciales.

1° *Commerce d'exportation.* — Nous avons déjà vu qu'il est le plus durement atteint par la crise des débouchés; il n'a plus qu'une direction possible, notre Empire colonial, et, vers l'étranger, un monopole d'État qui s'amorce avec les assurances crédit. Il faut reprendre les traditions des

vieilles maisons bordelaises, à la fois colonisatrices et exportatrices vers les Antilles et le Sénégal, créer le pouvoir d'achat avant de penser à exporter.

2° *Commerce de gros.* — Cette catégorie, qui a à jouer le rôle important de régulariser l'écoulement entre le producteur et les commerçants de détail en finançant les stocks, ne peut plus remplir sa fonction normalement.

Avec l'incertitude des cours dus à l'abondance, la spéculation à la baisse et le jeu ne suffisent pas à compenser les pertes; seule la spéculation à la hausse dans une ère de rareté permet l'enrichissement continu.

Cette catégorie se défend parfois, lorsqu'elle est assez sage pour organiser des trusts ou des consortiums assez puissants, pour maintenir la rareté sur le marché; mais elle prélève alors la part du lion, dans des conditions telles qu'elle constitue un obstacle à l'évolution et au développement normal du marché.

Les profits deviennent tels qu'ils engendrent des dissidents ou des succédanés, et il en résulte des catastrophes.

Le commerce de gros sera remplacé par des coopératives agricoles et des comptoirs commerciaux, seuls capables de répartir les ventes quand la rareté ne joue plus. L'individualisme de cette branche semble incompatible avec les nécessités qu'impose l'ère d'abondance. L'insécurité qui la bride résulte de risques mal répartis et qui ne peuvent plus être couverts qu'en commun.

3° *Le petit commerce de détail.* — Viennent enfin les petits détaillants. A l'encontre de certains, nous pensons qu'ils peuvent subsister, et qu'ils sont utiles à cause de leur proximité avec le consommateur. La forme de leur activité doit être changée. Car plus ils se multiplieront, plus leurs frais généraux seront écrasants. Ils deviendront employés des coopératives et des comptoirs vendant à « prix fixe », comme les pharmaciens actuellement pour les spécialités, et sans charge de capital.

## Conclusion

Par ce tour d'horizon, nous venons de voir que, parallèlement à l'ère d'abondance, s'affirment partout des modalités de répartition insuffisantes ou incompatibles avec cette

abondance. Tout le système de la répartition est à reprendre. Son rendement est insuffisant, il est trop compliqué. Son moteur ancien, la valeur d'échange basée sur la rareté relative, ne tourne plus, le potentiel est insuffisant.

Il faut là encore substituer un organisme créé par le cerveau de l'homme à l'insuffisance des moyens naturels. Il faut changer nos habitudes, découvrir la panne — nous sommes riches et nous vivons pauvrement.

En résumé, nous venons d'établir quatre points qui découlent du machinisme :

1° L'énergie humaine n'a plus de valeur dès lors que chaque individu dispose de l'équivalent de 80 esclaves. — Seule l'énergie cérébrale, la capacité de conduire les machines et les hommes a encore quelque valeur qualitative.

Le pouvoir d'achat ne peut plus être basé sur l'énergie, mais sur les besoins individuels.

2° De même les produits fournis par ces machines sont 80 fois plus abondants que dans l'antiquité.

Il faut les répartir et non les vendre.

3° La valeur du profit personnel, possible à l'occasion de l'échange du travail contre les produits, disparaît elle aussi.

Il est nécessaire qu'il disparaisse pour rendre le pouvoir d'achat aux chômeurs.

4° Le système de répartition est donc à réorganiser, les risques résultant d'un marché anarchique surpassant le profit minime qui reste possible désormais.

En un mot, d'un côté nous voyons monter les stocks de produits, et en face grossir l'armée des chômeurs dont le pouvoir d'achat tend régulièrement vers zéro, les besoins en main-d'œuvre de la production s'arrêtant avec la montée des stocks. — On meurt de faim devant un tas de blé, de froid devant un tas de charbon, c'est cette situation paradoxale qu'il ne faut plus supporter.

Nous sommes maintenant au fond du problème, et tout problème a une solution, mais cette solution ne peut plus être cherchée en arrière dans l'histoire, comme l'a dit si justement Paul Valéry.

Pendant des siècles de misère, de fréquentes disettes, les conducteurs d'hommes ont poussé l'humanité nordique à fournir le maximum d'énergie dans l'intérêt de la collectivité, justement confondu avec l'intérêt individuel. Pendant

l'antiquité, une partie réduite en esclavage a travaillé pour une minorité; puis le travail libre, exalté par le christianisme, a donné plus de justice et peu à peu plus de rendement. Mais même alors tous les moyens d'entraînement étaient utilisés, le fort encadrement des corporations, des confréries, les mystiques, l'intérêt personnel.

Enfin la machine est apparue, elle a rendu possible la création d'un outillage formidable producteur d'énergie; le chômage est devenu croissant, les crises de sous-production sont devenues des crises de surproduction, et les hommes, bourrés de traditions, de vieux réflexes, de vieilles peurs, ne comprennent pas encore qu'un ordre social nouveau était né.

## III

## LES CONTRAINTES NÉCESSAIRES

Et nous voyons les folies les plus paradoxales être affirmées communément par les hommes réputés les plus sérieux.

*Un triple paradoxe :*

1° Les représentants de l'économie classique, les libéraux, prêchent le retour à la liberté intégrale, au libéralisme absolu. Nous venons de voir où il nous conduit malgré tous les freins actuels :

la valeur du travail à zéro et pouvoir d'achat à zéro, par la multiplication des machines ;

la valeur des produits à zéro, par la surabondance ;

le capital à zéro, par la disparition du profit et de l'intérêt. Le libéralisme conduit tout droit au collectivisme économique, la prise au tas, le chaos. Osent-ils le nier, est-ce cela qu'ils veulent ?

2° D'autres préconisent les grands trusts, les ententes professionnelles *spontanées* (c'est-à-dire non contrôlées par l'intérêt général), l'organisation de l'égoïsme et du malthusianisme économique par la stabilisation et l'arrêt du progrès, par la destruction des machines.

On fermera le robinet de l'abondance pour permettre aux

hommes de s'enrichir en richesses scripturales et revenir à l'ordre ancien. On créera la rareté artificielle des richesses réelles plutôt que de chercher à les distribuer autrement.

— C'est immoral, inhumain. Bien plus, c'est impossible, parce que des voisins proches et jeunes agiront autrement, et tout sautera quand même.

3° D'autres enfin, souvent considérés comme révolutionnaires, parlent de plans économiques, d'économie ordonnée ou dirigée (les mots!), contrôlée, de coopératives, comptoirs, et essaient d'amener sans heurts l'humanité vers un nouvel état social correspondant au développement de la technique.

Il faut choisir où sont les sages et où sont les fous. Mais surtout ne plus attendre indécis !

*Contrôle du travail.* — Voici donc détruit, nous espérons, les vieux mythes du libéralisme, cette liberté du travail et du commerce qui, en réalité, paraît les travaux forcés de l'humanité.

Le machinisme est sans doute la cause du chômage, mais il n'en est pas responsable : pendant près d'un siècle, il a donné du travail, la population des villes est passée de 20 % en 1898 à 45 % en 1929 en France. On gagnait vingt sous pour 12 heures. — On gagne aujourd'hui 30 francs ou 120 sous de germinal en 8 heures. On travaille 40 heures par semaine, et cependant les prix baissent : une auto vaut cinq fois moins qu'en 1914. Il y en avait en France 400.000 en 1922 — 2.200.000 en 1930. Donc le machinisme a créé des débouchés intérieurs, il a créé de la richesse et du bien-être. — Aux États-Unis, 2 fois 1/2 plus qu'en France. Demain il peut en créer encore, mais pour cela il ne faut plus de chômeurs à l'âge où l'on doit travailler. Il faut réserver le travail aux jeunes, le repos aux vieux. La jeune génération est assez riche pour entretenir les vieux, qui bientôt d'ailleurs ne seront vieux que très relativement.

*Contrôle de l'équipement :* 1° Il faut limiter l'équipement aux besoins, en les faisant croître rationnellement.

2° Il faut admettre le « droit au travail » rémunéré et le répartir entre tous les hommes.

3° Il faut admettre de hauts salaires avec une monnaie intérieure indépendante de l'or — pour répartir des richesses abondantes. Il faut une monnaie en rapport avec ces richesses et non avec l'or dont la cadence d'extraction n'a plus à modeler le progrès.

4° Il faut réduire l'intérêt de l'épargne, en réduisant l'intérêt de l'argent à un taux minime; contrôler le crédit susceptible de remplacer l'épargne sans en avoir les inconvénients.

5° Abattre partout le jeu et la spéculation, en répartissant les risques.

Il sort du cadre de cette étude d'aborder des solutions précises.

Il n'existe probablement que des solutions empiriques qui puissent progressivement réaliser l'adaptation nécessaire. Une construction à priori risquerait d'être une folle prétention, c'est un monde nouveau à bâtir.

On peut cependant prévoir que l'organisation future devra cependant faire :

*Contrôler les équipements*, grâce à une organisation corporative des professions, qui ne permettra la création des nouveaux centres qu'en les solidarisant avec les anciens et en suivant le rythme de la consommation. L'État arbitrera. Le progrès se mesurera aux statistiques quantitatives et non aux bénéfices réalisés.

*La répartition du travail* nécessaire par les corporations pour résorber absolument le chômage.

*Supprimer les risques* par la solidarité professionnelle dans une même corporation.

*Maintenir salaires et traitements*, c'est-à-dire le pouvoir d'achat, puis le développer par le crédit, dont les dangers seront bien réduits dans un système ainsi articulé.

*Nationaliser le crédit*, qui constitue un service public analogue aux transports. Interdire la spéculation et le jeu. Réduire l'intérêt du capital. Taxer les réserves.

Évidemment, tout cela est en contradiction avec ce que publie la presse tous les jours; tout cela est impossible à réaliser individuellement. Il faut des solutions collectives et voulues, et c'est pour cela que nous piétinons. Parmi les hommes au pouvoir, trop peu les comprennent et les acceptent.

L'intérêt, le profit, étaient un moteur suffisant lorsque la rareté des objets faisait qu'en général la demande du monde l'emportait sur l'offre; or, dans l'état actuel, nous constatons maintenant que :

1° l'excès du profit ne trouve plus à s'employer et se mange lui-même par la concurrence ;

2° la répartition du prix de vente entre le profit et le pouvoir d'achat est défectueuse ;

3° il faut abaisser les prix de vente, sans baisser les salaires, ou maintenir les prix de vente et hausser les salaires, afin de créer une nouvelle couche d'acheteurs, et, en tout cas, résorber le chômage et fixer les prix en sacrifiant le mythe de l'or.

Certes, cette évolution sera lente : habitude nouvelle à créer, mais ce qui importe c'est de commencer et de voir.

Ce qu'il faut retenir, quelles que soient nos vues d'avenir, c'est que l'ère de disette est close, qu'il y a de tout pour tous au soleil — du travail d'abord, des loisirs ensuite, et que rien, logiquement, ne peut empêcher cette répartition, ni habitude monétaire ni privilèges quelconques.

La plupart d'entre nous, souvent les plus vaillants, ont centré toute leur vie sur le *travail rémunéré*; quand l'âge de la retraite toujours reculée a sonné, ils n'y peuvent survivre. Ils sont fourbus ou tellement déformés mentalement que ce ne sont plus des hommes, à peine des automates.

## IV

## LES LIBERTÉS NOUVELLES

Nous abordons ainsi la dernière partie de notre exposé, après les disciplines nouvelles et les contraintes imposées par la nécessité commune, la *compensation = vivre et survivre*. La vie a un autre but que le travail forcené. Nous avons des esclaves machines, à nous la direction et la pensée.

Certes, le travail restera obligatoire, il deviendra même désintéressé, un vrai service social; mais, en échange, *songeons aux loisirs* qui vont s'épanouir dans la majeure partie de notre vie.

Il faut nous préparer à organiser ces loisirs d'une façon digne des hommes que nous sommes, digne de notre intelligence et de notre civilisation.

Peut-être allons-nous revivre dans un autre plan la République de Platon, l'âge d'Or de la Grèce ou de Rome, où, grâce au travail des esclaves, les hommes libres se consa-

craient aux arts et à la philosophie, à la culture physique et intellectuelle.

Nous avons déjà dit tout notre étonnement en lisant certains auteurs; car on pourrait supposer qu'un artiste est un idéaliste, et que l'art jaillit des loisirs et de la contemplation du monde.

Comment peuvent-ils regarder ainsi en arrière ? Ne sentent-ils pas que ce passé est lourd du matérialisme de l'argent, et que la vie spirituelle repose sur le machinisme qui donnera à l'homme le temps de se connaître et de vivre en pensant ?

Pensent-ils donc pouvoir supprimer les machines, croient-ils que les masses qui, autrefois aveugles, les brisaient, les laisseront détruire aujourd'hui par leurs chefs, à l'heure où elles ont compris que la sécurité et la certitude du pain quotidien, autrefois réservées à une minorité retranchée derrière ses capitaux, lui sont accessibles ?

La machine même est inscrite dans notre destin, l'homme est peut-être l'ultime chaînon de la matière vivante, et le cerveau humain, désormais substitué à l'instinct, crée des machines et non plus des organes. Ces machines sont dérivées de nos organes, mais avec quelle amplification, quelle puissance, quelle précision !

Quelles seront les possibilités de cette augmentation des loisirs que nous pouvons connaître demain ?

1° augmentation de la durée de l'instruction ;

2° instruction professionnelle poussée : il faut des inventeurs et des conducteurs de machines et non plus des hommes-esclaves ;

3° développement de l'instruction générale, culture qui n'a rien d'incompatible avec une profession même modeste et permet un usage intelligent des loisirs; vie spirituelle;

4° développement du goût des arts appliqués et des arts, du travail spéculatif, du véritable travail individuel, artisanal — ainsi peut-on parler de nouveau moyen âge ;

5° vie sportive, des voyages pour tous ;

6° grâce aux Assurances sociales, fixer une limite d'âge aux travailleurs, l'abaisser. Il y a 270.000 travailleurs qui ont eu 60 ans en 1935, il y a 500.000 chômeurs !

Réaliser enfin le vieil adage : « Mens sana in corpore sano », l'équilibre entre l'intelligence et l'instinct, l'esprit et le corps !

## CONCLUSION

Toutes ces vues font appel au bon sens et ne heurtent que des façons d'agir et de penser qui, en réalité, ne sont pas immuables, et sont naturellement dirigées dans le sens indiqué et retardées seulement par la fixité des lois sociales écrites qui sont dépassées par les faits.

Dire que l'application de ces mesures ne changera pas la structure sociale, nous ne pouvons l'affirmer, — et après ! En fait, que cherchons-nous tous à acquérir avant tout, pour nous et les nôtres ?

La liberté de pensée et la liberté de vivre par :

la sécurité du lendemain,
niveau de vie matérielle accru,
niveau de vie spirituelle jamais atteint.

Or, rien dans ce que nous venons de dire ne menace ces trois pôles de notre activité. Il suffit d'accepter de discipliner cette activité sociale et collective réduite à son minimum. Quel est celui qui, aujourd'hui, si riche soit-il, peut affirmer qu'il est sûr de demain ? Est-il sûr de maintenir son niveau matériel, ne court-il pas le risque désormais de voir s'abîmer sa fortune dans cette lutte sans merci contre la chute des prix, contre la spéculation, contre la concurrence d'un plus gros, dans la jungle où nous vivons ?

Alors, pourquoi se cramponner à des situations acquises qui ne sont plus que des titres, à des gestes qui ne sont plus que des habitudes, à des préjugés sans portée, à des craintes hypothétiques, alors que la ruine est certaine pour tous si nous attendons trop ?

Il n'y a pas de doute, le machinisme est dans la ligne de l'évolution de l'humanité. Il n'y a pas de doute, il pose un problème social et même moral.

Il exige une philosophie adéquate, une révision des valeurs sociales et morales anciennes. Cherchons une politique de transition qui remette l'ordre et l'harmonie là où il n'y a plus qu'anarchie et abus.

La supériorité de l'homme vient de ce qu'il peut prévoir et organiser, alors que la nature est aveugle. Alors faisons face à l'avenir, le Chef d'aujourd'hui doit être un organisateur ou « harmonisateur » et non plus un pionnier ou conquistador. Il faut être juste plus que fort, être généreux plus qu'économe.

Le problème n'est plus d'économiser, mais, après avoir produit des choses utiles, de les répartir entre tous ceux, innombrables encore, qui n'en jouissent pas.

Il n'y aura pas assez de machines sur cette terre tant que tout citoyen n'aura pas sa maison saine, son auto, son poste de T.S.F., sa salle de bains, ses vacances quelque part, sa vieillesse assurée.

En résumé, si l'équipement de production est suffisant, les méthodes commerciales de vente et de répartition sont à organiser complètement.

Il y a donc un seul problème : répartir les richesses réelles, répartir le pouvoir d'achat, répartir le travail et le loisir, et, par là, rayer de ce monde la misère et l'insécurité. Pensons à cette scène enfantine de répartition :

10 enfants, 2 pommes, bataille pour le plus fort ;

10 enfants qui ont des sous, 2 pommes, le plus offrant, et encore s'il est protégé par un gendarme ;

10 enfants, 15 pommes, chacun la sienne, et pour tous les appétits.

— C'est toute l'image de la crise actuelle. Nous agissons comme des enfants.

Il faut rétablir l'équivalence du pouvoir d'achat et de la valeur des richesses consommables, probablement par une répartition du pouvoir d'achat basé sur les besoins, et non sur un bilan comptable trop fragmentaire, sur un travail d'énergie qui n'existe plus.

Notre première étape sera d'accepter la condamnation des idées :

1° de rareté;

2° de valeur dépendant de l'offre et de la demande;

3° de la liberté des prix, du travail et du commerce et du profit;

4° de capital primant le pouvoir d'achat;

5° de monnaie intérieure basée sur l'or.

Ce que nous proposons n'est pas une utopie, une construction de l'esprit dans l'abstrait, ce sont les conséquences de faits évidents, pensons-nous maintenant.

Il est permis d'imaginer la joie et la sécurité de la vie future, mais il faut longuement méditer sur toutes ces choses en nous plaçant au-dessus des contingences du présent.

P. Barraud,
*Ingénieur E.C.P.*

# L'HISTOIRE

JEAN GUITTON. *Napoléon et le Saint-Siège.*

« Je cherche en vain où placer les limites entre les autorités civiles et religieuses », disait Napoléon. Que d'hommes d'État se sont heurtés à ce problème, et combien de fois n'avons-nous pas eu à évoquer le concordat de 1801 et les luttes entre le Pape et l'Empereur depuis quinze ans! C'est dire l'intérêt éminemment actuel que l'on trouve à la thèse de M. Latreille.

G. GADOFFRE. *Chronique des livres d'histoire.*

*Alexandre — César — Napoléon.*

H. GUILLEMIN. *Une fille de Madame Tallien.*

La Baronne de Vaux, fondatrice des Dames de Saint-Louis.

É. DERMENGHEM. *Joseph de Maistre et les « Considérations sur la France ».*

# Napoléon et le Saint-Siège

La soutenance d'une thèse de doctorat est un bien mince événement dans l'histoire des lettres. A peine si le grave *Temps* en signale à l'avance la date dans un entrefilet aussi sec qu'un avis de décès ou de mariage. Un écrivain de talent qui consacre les loisirs de six mois à écrire un roman de mœurs, surtout s'il y honore l'autel d'Aphrodite de quelques grains d'encens discrets, celui-là est sûr de tirer à la grande presse des gémissements d'approbation. Mais le jeune érudit qui, après sept ans de travail souterrain, ajoute une once de vérité à la somme du savoir n'obtiendra jamais le même genre de succès. Ce sont là des accidents inévitables et qui honorent les vrais sages. Il faudrait pourtant qu'on fasse un jour savoir au grand public ce que représente d'efforts une thèse de doctorat passée en Sorbonne, et combien elle réclame de fatigues, de veilles, de soucis, de retranchements, de dettes mêmes (1), surtout quand il s'agit d'une thèse d'his-

(1) Signalons, à titre de renseignement, que l'impression d'une thèse de doctorat représente une somme d'au moins 30.000 francs, et nous en connaissons qui ont coûté bien davantage : cet argent ne saurait, en aucun cas, être récupéré par la vente. Certains journaux, comme *Candide*, ont pris l'initiative de fonder « le prix de la meilleure thèse ». Rien n'empêcherait un généreux abonné de *La Vie Intellectuelle* ou de *Sept* d'imiter sur ce point *Candide*, pour récompenser la thèse qui paraîtrait la plus solide. Ainsi les catholiques coopéraient, d'une manière désintéressée, à l'amélioration des conditions de la vie intellectuelle.

toire, laquelle exige souvent des voyages et des séjours à l'étranger, dans des bibliothèques et des archives. A quoi il faut ajouter que, la plupart du temps, ce travail s'ajoute aux charges, lourdes à cette heure-ci, de la profession ou de la famille.

La thèse et la petite thèse de M. A. Latreille, que nous voudrions maintenant analyser, apporte une contribution importante aux études napoléoniennes (1). Ces études, depuis la guerre, ont connu un renouveau dont on s'explique les causes, et elles ont inspiré des travaux particulièrement soignés, au premier desquels nous signalerons le parfait ouvrage de M. André Fugier, actuellement professeur à la Faculté des Lettres de Poitiers, sur *Napoléon et l'Espagne*. A vrai dire, on n'avait pas encore porté beaucoup d'attention à la politique religieuse de Napoléon. L'histoire du Concordat avait été faite de main de maître dans l'ouvrage classique du Comte d'Haussonville, intitulé *L'Église romaine et le premier Empire* (5 volumes, 1870), mais il nous manquait un travail puisé aux sources mêmes sur l'application du Concordat, c'est-à-dire sur la période qui s'étend de 1801, époque de la signature, jusqu'en 1806, époque du conflit. Comme si cette période n'avait pas eu d'histoire !

A mon sens, c'est sur ces parenthèses de calme apparent que devrait s'exercer de préférence la sagacité de l'historien, quand il est par surcroît psychologue : les époques de conflit, plus dramatiques et plus voyantes par

(1) *Napoléon et le Saint-Siège* (1801-1808), *L'Ambassade du Cardinal Fesch à Rome*, par A. Latreille, agrégé d'histoire, Professeur au Lycée Ampère de Lyon. Paris, Alcan 1935. Un volume grand in-octavo, de 626 pp., avec deux illustrations hors-texte. Prix : 75 fr.; — *Le Catéchisme impérial*, par A. Latreille. Paris, Les Belles-Lettres, 1935, 1 vol. grand in-octavo, de 219 pp. Prix : 25 fr.

les traces qu'elles laissent, attireront toujours un premier intérêt; mais on peut presque dire qu'au moment où éclate la bataille, aux premiers bruits de la trompette, les jeux sont déjà faits, les attitudes déjà prises. L'époque concordataire du premier Empire, bien qu'elle n'ait duré que cinq années, soit à peu près dix-huit fois les Cent Jours, a été riche d'événements : c'était le moment où le culte renaissait en France en même temps que l'influence de la France s'étendait en Europe, particulièrement en Italie. Que de conflits naissants qu'il fallait résoudre ou arbitrer avant qu'ils n'aient eu le temps de se produire au dehors et d'engager les partis ! Que de petites fissures imperceptibles, qu'on recouvrait bien vite avec le ciment des mots ou des concessions, mais qui, à force de se multiplier, risquaient de faire chanceler l'édifice! Que de petits dissentiments, d'autant plus insidieux qu'on faisait effort des deux côtés pour les taire, pour se boucher les oreilles et pour se bander les yeux!

Le personnage qui ne cesse d'attirer l'attention, dans les ouvrages de M. Latreille, c'est sans aucun doute le Cardinal Fesch. Voilà qui n'eût pas manqué d'arrêter Sainte-Beuve, lui qui a consacré tant d'études aux figures de cette époque. Entre 1789 et 1815, les circonstances étaient si violentes qu'elles faisaient saillir jusqu'à l'excès tous les traits d'un visage. Quelle bonne fortune pour le portraitiste : il n'a plus à se tourmenter pour deviner le tréfonds, mais seulement à s'effacer devant un modèle et à se laisser faire.

Les petits hasards ont de grands effets en histoire; on le dit pour ceux qui font l'histoire avec leurs actes ; mais c'est également vrai pour ceux qui écrivent l'histoire. Personne n'avait compulsé, avant M. Latreille, les écrits du Cardinal Fesch. Ces papiers étaient répartis à Lyon entre les Archives de l'Archevêché et les Archives dépar-

tementales : là, elles dormaient dans le plus parfait désordre. M. A. Latreille, dont le père, trop tôt disparu, avait consacré une part de son activité à l'histoire religieuse du premier Empire (1), avait saisi la valeur de cette source inexplorée : nul ne pouvait mieux suivre ses indications qu'un fils formé à l'école de sa patience, de sa critique et de sa probité.

C'est une bonne fortune pour M. Latreille d'avoir vécu ainsi pendant sept ans dans la familiarité du Cardinal : par cette entremise, il a pu connaître sous un jour nouveau les deux personnages entre lesquels le Cardinal Fesch servait de médiateur, Napoléon et Pie VII. Rien ne fut négligé pour recueillir toutes les informations possibles sur le « héros » principal. C'est ainsi que M. Latreille a dépouillé, par autorisation spéciale, les Archives vaticanes (*Archivio Segreto della Sante Sede*). Ce souci du petit détail vrai est maintenant un devoir nécessaire pour qui veut mériter de la Sorbonne le titre de docteur. Mais il a pour le lecteur un avantage, dont je voudrais en passant dire un mot. Ce qui manque à l'histoire, pour qu'elle soit totalement vraie, c'est de nous faire entendre ce qui se serait passé, ce qui du moins *aurait pu se passer*, si les événements avaient été autres. Décrire ce que P. Valéry appelait quelque part les avenirs du passé est une tâche humainement impossible, et il faut bien avouer que, faute de cet impossible commentaire, l'ordre historique nous incline au fatalisme et nous trompe légèrement : on pourrait même soutenir que, plus l'historien nous fait comprendre la nécessité des événements, plus il risque de nous égarer en nous faisant croire que la solution enregis-

(1) On connaît l'ouvrage de M. C. Latreille, Professeur de la Faculté des Lettres de Lyon, sur *Joseph de Maistre et la Papauté* (1906), *L'opposition religieuse au Concordat*, 2 vol. (1910), et son *Histoire de la Petite Église de Lyon* (Lyon, 1910).

trée par l'histoire était au fond la seule possible. M. A. Latreille aurait quelque tendance à faire de l'histoire une sorte de tragédie ébranlée par une logique souveraine ; regardez ses tables des matières : Comme Taine aurait joui d'un si parfait agencement ! On dirait que les faits viennent d'eux-mêmes sous la houlette de l'ordre :

*Miratur, videt Iliacas ex ordine pugnas*
*Bellaque jam fama totum vulgata per orbem.*

Il est heureux que ce jeune écrivain classique ait abordé l'étude d'une *situation* qui n'est qu'une suite de cas de consciences, et qu'il se soit attaché à une histoire où de hautes personnalités ont, par des décisions cornéliennes, imprimé leur sceau sur la vie d'une nation. M. A. Latreille est bien obligé de nous avouer, de nous donner le sentiment que l'*événement* n'a tenu qu'à la disposition momentanée d'une âme ou à une décision prise après de longs balancements. Ainsi, nous gardons presque toujours l'impression de revivre le passé avec toutes ses angoisses et ses incertitudes et comme s'il était un présent pur.

I

Parmi les ironies de ce monde, je ne sais si on a noté celle-ci, qui me paraît singulière. On dirait souvent, à lire l'histoire des princes et celle des papes, que les êtres appelés à gouverner se divisent en deux groupes : il y a ceux qui se préparent aux grandes fonctions et qui finissent par s'en rendre dignes : or, en général, ceux-là, s'ils sont dauphins, ne règnent pas, et, s'ils sont « papables », échouent au Conclave. Et puis, il y a des êtres que rien ne semblait disposer au pouvoir, et qui sont contraints de l'exercer. Souvent, d'ailleurs, il est bon qu'il en soit ainsi,

car, les problèmes se modifiant sans cesse en ce monde, il vaut mieux inventer que se souvenir.

C'est incontestablement à ce dernier genre d'hommes que se rattachait Joseph Fesch, dont la sœur utérine Maria Letizia Ramolino, avait épousée, en 1764, Charles Bonaparte. Il était né en 1763, il avait donc seulement six ans de plus que Napoléon. Il avait été élevé dans la religion catholique romaine, ce qui ne veut pas dire qu'il ait été catholique par devoir de naissance et de tradition. Sa vocation avait été sincère, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'ait pas correspondu, sinon à son intérêt propre, du moins à celui de sa famille. De 1781 à 1786, Joseph Fesch fut élève au séminaire d'Aix : on y mangeait d'un morceau de pain et d'un peu de vin, et Fesch remarquait que les plaignants étaient ceux qui étaient plus mal encore chez eux. Bonaparte le séduisit, quand il retourna au pays, par ce que Malebranche avait appelé la contagion des imaginations fortes : il lui fit lire Rousseau. Fesch sut le *Contrat social* par cœur, et le jeune prêtre fut grisé par les idées des philosophes, ce qui devait amollir sa foi, et du même coup énerver sa morale. Nous savons que les Bonaparte forment un clan : ce qui est gagné pour l'un l'est pour tous, qu'il s'agisse d'argent, d'influence, de titre ou de royaume. Naturellement, Fesch participa au succès de son neveu. Pendant cette période un peu trouble où une philosophie, plus « pure » que son ancienne foi, lui permettait le profit en sûreté de conscience, le futur archevêque exerça les professions douteuses de garde-magasin et de fournisseur aux armées. L'Italie du Nord était riche en œuvres d'art qu'on pouvait « transférer » en France : Fesch y prit la manie de la collection, ce qui ne veut pas dire qu'il devint homme de goût.

Certains pourront s'étonner que son « retour » ait presque coïncidé avec son élévation à l'épiscopat (25 avril-

25 juillet 1802) ; apparemment, comme le dit M. Latreille en des formules lapidaires, « la rapidité de sa conversion permet de discuter sa sincérité personnelle. La rareté des documents fait douter de la régularité de sa réconciliation ». Laissons de côté ce dernier point, qui est tranché par une lettre explicite de M. Émery ; la sincérité de Fesch ne paraît pas douteuse, pourvu qu'on veuille l'éclairer de ce que nous savons de l'humaine nature. Il est des âmes que les honneurs perdent : ce sont celles qui ne savent pas discerner la part d'artifice qu'exigent les hautes places, qui se grisent de l'étiquette, de l'encens et des platitudes, celles qui avaient besoin de la retraite, de l'ombre et d'une sorte de contradiction pour fleurir. Mais il y a en revanche des natures plus orgueilleuses que vaniteuses, et qui ont besoin d'une certaine pompe et d'un certain sillage de gloire humaine pour avancer avec une belle assurance. Il semble que, sans ce contrôle de tous ces regards tournés vers elles, sans cette obligation perpétuelle de justifier ce qu'on attend, elles s'enliseraient dans le médiocre ; une marque publique d'honneur les équilibre et les consacre. Avec les nuances nécessaires, cette remarque s'applique aux gens d'Église. La papauté n'aurait sans doute pas multiplié ces titres, ces honneurs et ces privilèges, qui paraissent des hochets aux yeux du sage, si elle n'y avait vu un moyen de tirer de la pauvre nature plus de fidélité. Tel qui fut un bon chanoine n'aurait fait qu'un prêtre médiocre. Surtout, il y a des responsabilités qui sanctifient. Tel qui est un prêtre moyen fera un évêque héroïque. Le Cardinal Fesch n'eut pas à s'exposer au martyre, mais il semble avoir grandi en indépendance et en courage à mesure qu'il s'élevait dans l'échelle des honneurs.

Singulier cardinal que ce prêtre corse qui, sans le dix-huit brumaire, n'aurait pu prétendre qu'à un maigre

canonicat de son île. M. Latreille nous le décrit avec tant de couleurs que je crois presque l'avoir rencontré prenant le frais entre Rhône et Saône, au cours de ses promenades, on va le voir, nécessaires. Au physique, un petit homme, vif et replet : quand le sang lui montait à la tête son visage prenait les couleurs de la rave, entendons d'une « rave de belle et bonne qualité ». Il était capable, comme son neveu, de s'emporter, mais avec moins d'art et de maîtrise. Excellente fourchette, copieux dormeur, toujours en mouvement : s'il est fatigué, c'est par les humeurs. Alors, une bonne saignée le remet en train. Au demeurant, heureux de vivre, content de lui-même et voulant que les autres fussent contents d'eux-mêmes ; manquant au plus haut point de ce qu'on appelle l'onction ; ayant bien vu ce qu'il y avait souvent de fausse modestie et de paresse dans les protestations d'humilité, mais ayant bien moins vu peut-être, faute d'avoir lu Descartes et saint Thomas, que les plus généreux ont coutume d'être les plus humbles (1). Une petite voix montée en fausset, un style en saccades, mais peignant et naturel ; écrivant mal le français et le parlant plus mal encore ; simplifiant les affaires, aimant le concret, et peu porté, dans ces conditions, à entendre la théologie, le droit canon et la cour romaine. Une haute idée de ses fonctions, de son autorité, de ses devoirs : de la noblesse par là. Somme toute, ce n'était point un mauvais archevêque. Le seul point faible de cette nature, celui par lequel pouvait s'insinuer le malin, c'était un goût immodéré pour la dépense. Il aime à manier le vil métal, « victime à la fois, dit fort bien son biographe, d'un esprit d'accroissement... qui le fait ressem-

(1) Fesch à l'abbé Choleton : « Soyez humble, tant que vous voudrez, dans (*sic*) vous-mêmes, mais ne me faites pas ces protestations d'infériorité et d'insuffisance. Vous faites l'œuvre de Dieu et vous êtes bien fort en lui. »

bler à sa sœur et de goûts de dépense qui le rapprochent de ses neveux » : il aime le luxe, et le gros luxe, ce qui peut-être l'excuse. Mais avec cela il se plaît à donner, fût-ce dans le secret, ce qui le rachète. Vraiment M. Emery avait raison de dire à Bausset en 1806 : « Le Cardinal gagne beaucoup à être connu. »

*
* *

Un des mérites de M. Latreille est de savoir prendre son lecteur, comme par la main, pour lui faire faire un tour d'horizon. On trouvera bien des exemples de ce talent panoramique. Nous n'en voulons retenir qu'un seul, parce qu'il nous placera au centre et comme au foyer de toute cette histoire.

Il s'agit du tableau que M. Latreille a composé de la cour romaine, réseau enchevêtré de renseignements et d'influences, et cela au moment où l'excellent Cardinal Fesch arrive dans la ville éternelle, pourvu, sans l'avoir désiré, du secrétaire de légation le plus génial et le plus encombrant qu'on ait jamais vu en ces lieux, le « citoyen » Chateaubriand.

« Le souverain de ce pays, notait Stendhal, jouit du pouvoir politique le plus absolu et en même temps dirige ses sujets dans l'affaire la plus importante de leur vie, celle de leur salut. » Ceci tempère cela. M. Latreille nous explique comment. Cette monarchie de droit divin n'a pas en principe d'autres limites que la volonté de son chef, le vicaire de Jésus-Christ, mais cette volonté toute-puissante, et qui ne doit des comptes que dans l'éternel, est modérée par sa puissance même, ainsi que par les conditions très précises dans lesquelles elle s'exerce.

Certes, le pape est le seul juge du bien de l'Église : il

peut lancer l'esquif vers la haute mer, ou bien il peut le maintenir près des côtes familières. Tout dépend des circonstances, et de cette circonstance initiale qu'est le tempérament du chef. Mais, même s'il a des désirs d'innovation et s'il veut faire sentir son pouvoir, le pontife doit compter avec des traditions peu flexibles, et qui se sont plus ou moins amalgamées de doctrine. Il doit également compter avec l'avis des cardinaux ; et on peut noter que, du moins au début d'un pontificat, les cardinaux, ayant tous été créés par les pontifes précédents, ont vraisemblablement un esprit étranger, sinon opposé, à celui du nouveau règne. M. Latreille fait remarquer également, avec grande raison, que les cardinaux ne sont pas toujours les conseillers les plus écoutés, bien qu'ils soient nécessairement les plus en vue. En réalité, ceux qui fournissent aux cardinaux préfets des congrégations et aux papes eux-mêmes les éléments ou les schémas de leurs décisions, ce sont souvent des serviteurs obscurs, canonistes ou théologiens. N'ayant rien à attendre du siècle, soit parce qu'ils sont voués à l'état religieux, soit parce qu'ils n'ont rien qui les rendent dignes des honneurs, ces légistes romains recherchent les précédents, compulsent les *tractatus*, pèsent diligemment le pour et le contre, et rédigent enfin de longues réponses où le chef suprême pourra puiser, non pas tant l'inspiration de ses actes, que leur justification logique et théologique.

Les Français, habitués aux méthodes autoritaires, communes à leurs monarchies et à leurs républiques (car, sur ce point, notre démocratie est impériale), ne pouvaient souffrir les lenteurs romaines. Celles-ci ne venaient pas, comme ils le croyaient, de la timidité, de la maladresse, de la paresse, du goût pour l'équivoque, du désir de lasser l'adversaire ou d'attendre qu'il ait un successeur plus accommodant. La cause première de ces délais était le

temps nécessaire à tout ce travail de recherches et d'études. Que l'on songe aussi à ces obligations qui pèsent sur la conscience des chefs responsables de l'Église. « La hâte ne peut jamais justifier quelque méprise ou quelque manque de réflexion dans tout ce qui émane de la chaire apostolique qui est la chaire de vérité. » Cette réflexion de di Petrio à Consalvi explique assez la patience romaine.

M. Latreille a des expressions très heureuses pour expliquer le malentendu qui subsistait entre les ministres de l'Empereur et les légats ou secrétaires d'État, alors que la volonté de concorde était égale. Nous ne saurions mieux faire que de le citer encore : « Les négociations du Concordat avaient montré qu'au moment même où l'on travaillait de part et d'autre à un accord loyal, un abîme séparait encore deux langages, l'un cristallisant le droit nouveau issu de la Révolution, l'autre reproduisant les invariables formules, copiées de pontificat en pontificat, d'une ancienne chancellerie, deux conceptions de la société politique et religieuse, deux ensembles de doctrines et de tendances antagonistes, deux mondes enfin. »

On comprend que Napoléon ait eu mille fois raison de dire à son excellent oncle, en l'envoyant dans la ville éternelle : « Ayez du tact, mon oncle, cela suffit. » Le bon cardinal, dès qu'il apprit sa nomination, se mit « à prendre copie exacte de ce qu'il avait à faire et à éviter » afin de ne pas se fourvoyer. La copie dut être longue. Elle ne suffisait pas.

*
* *

Si importants, si nombreux que soient les acteurs du drame, ils s'effacent tous devant un seul être : le pape. Dans cette lutte de l'Empire et du Saint-Siège, c'est bien lui qui demeure le personnage principal.

L'homme n'avait rien d'éclatant : c'était même une nature effacée et timide. Mais, comme Benoît XV, il grandit à mesure qu'on s'en éloigne. Pasteur consciencieux, observateur rigide de la résidence, il ne semblait pas destiné aux charges suprêmes. Mais le mécanisme du Conclave a souvent pour effet (on devait le voir pour Pie X) de désigner le moins en vue : lorsque deux candidats de marque s'opposent et se balancent sans issue, l'accord se fait sur un troisième, qui était obscur. Il est possible qu'alors les Pères se consolent en pensant qu'un pape « créé » de la sorte s'entourera plus docilement de leurs conseils. Si les Cardinaux avaient fait ce calcul en élisant Gregorio Chiaramonti, ils furent vite détrompés. Pie VII, par ce « bon sens supérieur qui, chez les spirituels, tient parfois lieu de génie », se montre capable de « devancer les habiles et les prudents ». Ame délicate, défiante de soi, portée à suivre l'opinion d'autrui plutôt que la sienne, même quand elle n'était pas meilleure, impressionné par Napoléon à tel point que celui-ci exerçait sur lui, notait Consalvi, « une sorte de fascination » ; respectueux des conseils et des maximes, — ce même homme, lorsque les intérêts de la religion étaient en jeu, devenait capable de prendre des décisions d'une hardiesse suprême. Le parfait observateur que fut en ce temps l'abbé Émery l'avait remarqué : « Les Papes qui ont porté le plus loin leur autorité, disait-il, n'ont point fait, dans la suite des siècles, de coup d'autorité aussi grand. » M. Émery songeait au Concordat.

Mais il y eut peut-être davantage : nous voulons parler du sacre, sur lequel l'ouvrage de M. Latreille nous donne de si précieux détails.

M. Latreille, qui est historien, n'a pas à porter de jugement sur la conduite des personnages qu'il fait revivre à nos yeux ; et l'on ne peut guère savoir s'il approuve ou

condamne. A nous qui avons plus de liberté, ayant moins de méthodes et de rigueur, il est bien permis de poser la question : Pie VII a-t-il bien fait en acceptant d'aller sacrer et couronner l'Empereur ?

Un déplacement du Pape à Paris était, au XIXe siècle, un fait véritablement inouï. Il n'avait d'autre « précédent » que celui de Pépin le Bref ; encore ne fallait-il pas presser l'analogie ! Du reste, Napoléon avait si bien senti le caractère extraordinaire de sa demande, il avait si bien envisagé la possibilité d'un échec que, sans doute sur le conseil de Talleyrand, il n'avait laissé aucune trace écrite de ses premières ouvertures. C'est donc qu'on aurait pu refuser dès le principe. Le caractère récent et instable d'un régime tout entier fondé sur le génie d'un seul homme, équilibre qu'un grain de sable pouvait déranger, — le mauvais vouloir du gouvernement français dans l'application intégrale du Concordat, notamment en ce qui concernait la soumission des ex-constitutionnels, — la crainte de dresser l'Europe entière contre le Siège romain, qui pouvait paraître consacrer l'usurpation, — les incertitudes d'un long voyage en un pays qui sortait à peine des troubles révolutionnaires, — les risques d'incidents, presque fatals dans ces circonstances, et qui seraient comme des insultes à la dignité suprême du vicaire de Jésus-Christ, — les inconvénients d'un séjour prolongé à Paris, capitale du gallicanisme, de la « philosophie » et de la propagande antireligieuse, — le risque d'une maladie et même d'une mort loin de Rome, tout cela devait, semble-t-il, emporter le refus : on voyait bien ce qu'on pouvait perdre, on ne voyait pas aussi clairement les avantages substantiels. Pourtant Pie VII accepta, contre l'avis d'une grande partie de son entourage. Il crut qu'en poussant jusqu'au bout l'esprit de bénignité et de concession, il aurait plus de force après pour soutenir ce qu'il y avait

d'imprescriptible dans ses demandes. Il avait aussi une sorte d'amitié pour l'Empereur, qu'il ne désespérait pas un jour de gagner à la foi totale (1). Au demeurant, il pouvait deviner que, s'il n'acceptait pas, il serait vraisemblablement chassé de ses États par la violence, et c'est une maxime de l'Église, tirée de l'Évangile, d'éviter la persécution, autant qu'on le peut, pour être plus digne de la subir quand le devoir l'exige. Et puis, ne fallait-il pas profiter de circonstances si exceptionnelles qu'elles ne reviendraient vraisemblablement pas? En 1804, il n'était pas interdit de croire à la vertu et à la solidité de l'Empire : pourquoi n'aurait-il pas pu inaugurer un système politique aussi durable que l'ancienne monarchie? Il ne manque pas de nos jours de bons esprits pour penser que nous allons vers « un troisième empire », c'est-à-dire vers un pouvoir à la fois autoritaire et populaire : quand l'empire était là, vêtu de gloire et de travaux, il avait un peu plus que la force d'un fait. N'était-ce pas, dès lors, expédient de baptiser cette nouvelle légitimité? Ceux qui savent le commencement de la coutume et à quoi engage

(1) Dans le *Mémorial*, Napoléon sait grand gré au Pape de l'avoir dispensé de communier publiquement pour le sacre; malgré l'avis des Cardinaux : « Il n'y voyait qu'un sacrilège, et il s'y opposa inflexiblement. Napoléon ne croit peut-être pas, disait-il; un temps viendra sans doute où il croira : en attendant ne chargeons pas sa conscience, ni la nôtre. » (*Mémorial*, août 1816, VIII, § 17). Ce texte éclaire ce que Consalvi notait dans ses *Mémoires* (II, 396, texte cité par Latreille, p. 152) : Pie VII avait pour Napoléon « un mélange d'admiration et de crainte, de tendresse paternelle et de pieuse gratitude. Le Concordat était son œuvre de prédilection, l'acte de paix et de foi qui avait réconcilié la France avec l'Eglise, et préservé le monde entier d'un schisme universel ». Consalvi était peut-être plus perspicace, il notait bien « la puissance du génie », et (ceci est très bien vu) cette « merveilleuse fécondité de ressources dans l'esprit qui en faisait un être à part », mais il remarquait aussi de « grandes ombres » et « d'innombrables défauts que l'ivresse du succès devait développer outre mesure ».

le premier acte à l'insu de son auteur, ceux surtout qui accordent un grand poids au solennel et au symbolique, ceux enfin qui, sans faire du sacre un sacrement, ne lui refusent pas une vertu sanctifiante, tous ceux-là comprendront que Pie VII, malgré tant de nuages, se soit décidé à partir. L'histoire lui laissant deviner les conséquences redoutables d'un refus : Pie VII pense à Pie V : quand il monte en voiture, au petit matin du 2 novembre 1804, il confie à ses intimes que, s'il ne s'était pas décidé, l'Église aurait couru le risque de perdre la France comme elle avait perdu l'Angleterre.

Nous avons beau jeu de juger, sachant la suite. Si Pie VII avait pu prévoir l'avenir, il ne serait évidemment pas parti. On peut se demander si son naturel craintif ne lui a pas fait majorer les inconvénients d'un refus. A tout le moins aurait-il pu faire traîner davantage les négociations. Talleyrand, qui connaissait, surtout en matière ecclésiastique, les limites du possible et de l'impossible, disait en parlant du sacre : « C'est un miracle de sa destinée qu'il ait pu l'obtenir. »

Mais admettons même que cette détermination ait été une faute. Il est certain que cette faute ne se trouva pas nuire aux intérêts de la religion, si l'on peut associer ces mots. Pie VII était monté vers Paris, disait-il, « au milieu des populations à genoux ». L'exaltation du peuple français dépassa tellement les prévisions que l'Empereur craignait de se montrer en public avec le pape. Le pape comprit qu'il avait avec lui l'âme du peuple. Il dut saisir, à certains petits signes qui sont pour le spirituel un langage, que, s'il fallait choisir entre l'Empereur et le Prince de la paix, c'est vers Rome que se tournerait la France.

Il avait également compris le caractère de l'Empereur. En revanche, Napoléon n'avait pas compris le caractère du pape. A partir de ce moment, il substitue à la réalité

cette formule : « Le pape est un homme doux, de bonne composition, prêt à tout abandonner : c'est son entourage qui le gâte. Il n'y a donc qu'à l'enlever à cet entourage. Napoléon n'avait pas vu que cet homme, précisément parce qu'il avait consenti à des nouveautés inouïes, serait plus résolu qu'aucun autre « à ressaisir les traditions », surtout s'il y allait de la foi. En ce sens, l'histoire postérieure est comme contenue dans ces premiers jugements que les deux acteurs du drame avaient formés secrètement l'un sur l'autre.

Ajoutons que Napoléon n'avait point pressenti que le pape pourrait condamner en Italie les dispositions qu'il tolérait en France. Comment l'Empereur n'aurait-il pas été tenté d'appliquer à la partie française de l'Italie la législation française, par conséquent les lois sur le mariage civil et le divorce? Si la papauté avait consenti au-delà des Alpes, pourquoi s'y opposerait-elle en deçà? C'était bien mal connaître l'optique romaine. Comme l'a dit excellemment M. Hours, en commentant sur ce point M. Latreille, « Siège du pouvoir central de l'Église catholique, soumise au rayonnement continu de son enseignement, tout entière de mœurs chrétiennes, pure enfin de cette incroyance philosophique alors si répandue en France, l'Italie était aux yeux des prélats romains une terre vraiment sacrée, et ils ne pouvaient y concevoir comme possibles les concessions si lourdes faites en France par nécessité ».

Dès lors, le conflit était inévitable entre les deux pouvoirs : l'erreur psychologique de l'Empereur sur le caractère de Pie VII se doublait d'une autre erreur sur l'application du Concordat en terre italienne. Comme pour l'Espagne, comme pour la Russie, Napoléon se trompa, faute d'accepter que la nature humaine dépasse en tous sens ce que la logique laissait prévoir.

## II

La loi relative à l'organisation des Cultes (du 13 avril 1802) comprenait le Concordat et les Articles organiques : admirable combinaison politique qui permettait de confondre l'*officiel* et l'*officieux*, ou du moins d'assimiler les conventions acceptées par les deux partis (*Concordat*) avec ces dispositions ambiguës établies par le seul État français, et qui avaient justement pour effet d'altérer l'esprit, sinon la lettre, du traité. Cette méthode de gouvernement, qui consiste à limiter l'engagement qui lie par la manœuvre qui délie, a toujours été celle de la « haute partie contractante » qui croit avoir plus perdu que gagné dans le contrat.

L'article 39 desdits articles contenait cette disposition : « Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France. » Cette unification de l'enseignement catéchistique était, à la prendre dans sa lettre, un vœu commun du Pape et de l'Empereur. Comme le montre très opportunément M. Latreille, depuis le Concile de Trente, l'Église romaine souhaitait un enseignement uniforme de la doctrine. Évidemment l'uniformité nécessaire était une uniformité selon l'esprit. Mais on gouverne une lettre, on ne gouverne pas un esprit. L'uniformité littérale apparaissait à beaucoup comme le moyen nécessaire pour sauver ou du moins contrôler l'unité. Pourtant, le Saint-Siège respectait l'autorité des évêques, successeurs des apôtres, et n'intervenait pas pour imposer une centralisation qu'il pouvait juger soit prématurée, soit excessive. Autant il souhaitait cette unité générale qui, selon le comte d'Haussonville, « a toujours plu infiniment à la cour de Rome », autant il redou-

tait une unification partielle et totale, car celle-ci pouvait préparer les voies à ce nationalisme religieux qui, aux yeux des Romains, avait été la source et la conséquence des schismes.

L'administration civile avait un point de vue un peu différent, mais qui, pour le fond, concordait. D'abord elle arguait de l'expérience des fonctionnaires. Les déplacements fréquents des familles obligeant les enfants à retenir des formules diverses où leurs petits cerveaux voyaient mal l'unité de sens ; les parents devenaient inaptes à contrôler un enseignement qui, à cet âge tendre, s'adresse principalement à la mémoire. « Ce besoin généralement senti », pour reprendre les termes de Portalès, faisait au gouvernement un devoir d'intervenir. En réalité, le devoir était facile pour le gouvernement impérial, et quand un pouvoir dit *devoir*, il faut souvent entendre *besoin*. Napoléon savait tout ce que l'on peut obtenir d'un enseignement religieux uniforme et obligatoire (1) : à une époque où le catéchisme était, pour beaucoup, l'unique livre de lecture, où il représentait chez des populations catholiques, qui ne lisent pas la Bible et l'Évangile, la science et le salut, il était bien opportun de tirer pour les populations les conséquences pratiques du Concordat et du sacre, c'est-à-dire d'apprendre aux jeunes Français qu'ils devaient honorer en la personne de l'Empereur une sorte d'oint et de Messie. Et, comme la rédaction diocésaine du catéchisme aurait multiplié par le nombre des

(1) Napoléon n'avait jamais caché ses préférences pour le catéchisme catholique. « Je préfère, disait-il, voir les enfants entre les mains d'un moine qui ne sait rien que son catéchisme que d'un quart de savant qui n'a point de base pour sa morale. » Ou encore : « L'homme sans Dieu, je l'ai vu à l'œuvre depuis 1793 ! Ah ! c'est cet homme-là que vous voudriez faire sortir de mes lycées ? Non, non, pour former l'homme qu'il nous faut, je me mettrai avec Dieu. »

diocèses le travail « d'inspiration » et de contrôle, on comprend que l'Empereur ait voulu soumettre aux évêques un texte préparé par ses services. On gagnait du temps. On aboutissait au lieu de se perdre en projets et contre-projets. Au reste, nul n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Il s'agissait d'insinuer, autant qu'on le pouvait, sans aller contre le dogme, le « culte » discret du pouvoir impérial, celui de la personne de l'Empereur. Comme nous le verrons plus loin, Napoléon avait perdu la foi de bonne heure, mais il avait gardé le sens de Dieu, et aussi le sentiment du système catholique romain et de ses exigences nécessaires ; jusqu'à sa lutte ouverte contre le Pape, il a su discerner assez vite la limite qu'il ne fallait pas, qu'on ne pouvait pas franchir. Je ne résiste pas à citer ici une bien curieuse page du *Mémorial*, qui indique le bon sens de Napoléon quand son ambition n'était pas en jeu :

L'évêque de Nantes (de Voisins) avait le bon esprit d'abandonner tout ce qui n'était pas soutenable, de faire rétrograder la religion de tout ce qu'il n'eût pu défendre. — Un animal qui se meut, combine et pense, n'a-t-il pas une âme? lui disait-on. — Pourquoi pas, répondait-il? — Mais où va-t-elle? Car elle n'est pas l'égale de la nôtre. — Que vous importe, elle demeure peut-être dans les limbes. Il se retirait donc dans les derniers retranchements, dans la forteresse même, et là il se ménageait un excellent terrain...

Napoléon le prenait donc pour conseiller. C'était son « flambeau ».

Car, dans mes premières querelles avec le pape, j'avais pour premier soin, bien qu'en aient dit les intrigants et les brouillons à soutane, de ne pas toucher au dogme ; si bien que, dès que ce bon et vénérable évêque de Nantes me disait : Prenez garde, vous voilà en face du dogme ; sans m'amuser à disserter avec lui, *sans chercher même à le comprendre, je déviais aussitôt de ma route pour y revenir par d'autres voies*... C'est que j'avais un but, et qu'il ne le connaissait pas.

Ce respect des consciences et des autorités rend Napoléon bien différent d'un souverain protestant comme Henri VIII. Mais, sous la bonne volonté, qui n'est pas niable, César apparaissait vite. Comme si l'Église n'était qu'un conservatoire des liturgies et des dogmes ! Comme si elle n'était en même temps un gouvernement spirituel chargé des âmes et destiné précisément à les libérer de César ! Ici s'arrêtait l'intelligence de ce génie. Il ne cherchait même pas à comprendre. Il ne voulait pas entendre.

C'est le moment où l'on aurait bien souhaité trouver dans le calendrier ecclésiastique un saint Napoléon. L'Empereur savait bien que la chose était délicate. Lorsqu'il avait été confirmé, à l'École militaire, l'archevêque lui avait dit qu'il ne connaissait pas ce saint, et l'enfant avait répondu que ce n'était pas une raison, « puisqu'il y avait une foule de saints et seulement trois cent soixante-cinq jours (1) ». Les services de l'Empereur durent justifier la réponse de l'enfant. Il y avait bien un martyr Néopolis ou Néopolus, compagnon de saint Saturnin dans les prisons d'Alexandrie, à l'époque de la grande persécution de Dioclétien. Et des estampes, éditées pour les colporteurs, ne manquèrent pas de représenter saint Napoléon, officier romain, en martyr et confesseur de la foi. Malheureusement, le prénom Napoléon est d'origine italienne récente. Peu importe, on ferait participer la gloire visible du héros à celle de ce saint fort peu connu. Sur le chapitre de la conscription, Napoléon attendait beaucoup du clergé, et ce fut sans doute la raison d'être de ces concessions apparentes. Mais les évêques avaient quelque peine à imiter Mgr de Pancemont, qui, dès 1805,

(1) *Mémorial*, I.

démontrait que la désertion était un crime, légalement et canoniquement. On sait que ce ne fut pas l'avis du plus grand directeur de conscience que devait avoir le XIXe siècle. M. Latreille rappelle quelque part que Jean-Marie Vianney, jeune séminariste réfractaire pendant deux ans par l'effet des circonstances, ne parut pas avoir tenu ce crime légal pour un péché même véniel. Les évêques, qui n'osaient pas refuser leur concours pour les levées qu'ils jugeaient indispensables à la défense du pays, répugnaient de lire en chaire les bulletins de la Grande Armée; le cardinal Fesch s'en expliquait à Portalès en des termes qui ne manquent pas d'un certain piquant : « Le prêtre de l'Évangile devra-t-il lire les réflexions corruptrices échappées aux auteurs des bulletins? Pourra-t-il dire au peuple que « les drapeaux sont l'objet du culte du « soldat français, comme un présent reçu des mains d'une « maîtresse » (25e bulletin). » Et l'archevêque ajoute, avec une indulgence pardonnable sous la plume d'un ancien payeur aux armées : « Ces gaietés qu'on se permet dans un camp peuvent-elles être prononcées par la bouche pure du ministre de Jésus-Christ? »

Ce catéchisme à l'usage de toutes les Églises de l'Empire français contenait d'abord un abrégé de l'Histoire Sainte, commençant par la création du monde et se terminant au triomphe de l'Église sous Constantin. Puis venait un exposé du dogme en dix-neuf leçons, de la morale (dix-neuf leçons également) et vingt-cinq leçons sur le culte divin. Tel quel, le catéchisme impérial était un abrégé du catéchisme de Meaux (1686), rédigé par Bossuet, qui était conservé, comme le disait Portalès, « dans les expressions et dans le fond des choses pour tout ce qu'il a d'essentiel »; en vérité, le catéchisme impérial était beaucoup moins adapté à l'âme enfantine; il était également allégé de certaines demandes devenues

inopportunes au siècle des lumières ; en revanche, avec un art admirable de la compensation, on avait ajouté un chapitre sur la Grâce, qui manquait à Meaux, et un développement sur les devoirs envers nos supérieurs et envers les princes : c'était la raison d'être de tout le reste.

*D.* — Quels sont les devoirs des chrétiens à l'égard des princes qui les gouvernent, et quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon I^er^, notre empereur?

*R.* — Les chrétiens doivent aux princes qui les gouvernent, et nous devons en particulier à Napoléon I^er^, notre Empereur, l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonnés pour la conservation et la défense de l'Empire et de son trône.

Et ce devoir était appuyé sur l'exemple de Jésus-Christ, qui « est né en obéissant à l'édit de César Auguste ». Il était même ajouté que les Français ont des motifs particuliers pour les attacher à Napoléon, « devenu l'oint du Seigneur, par la consécration qu'il a reçue du Souverain Pontife, chef de l'Église universelle ».

On ne peut pas dire, croyons-nous, qu'il y ait eu dans les formules de ce chapitre des expressions qui fussent *littéralement* contraires à la doctrine de l'Église sur les relations des sujets avec le Prince, surtout lorsque le Prince soutient la foi. Mais on allait jusqu'aux extrêmes limites de la complaisance (1), et, quand il en est ainsi, on

(1) Par exemple, lorsqu'on faisait reposer le devoir d'obéissance non pas sur la considération de la *fonction*, mais sur celle de la *personne*, et qu'on inclinait en un panégyrique ce qui aurait dû demeurer une instruction. C'est ce qu'établissait un commissaire du Saint-Office, le Fr. Angelo de Merenda, O. P., dans son étude critique sur le catéchisme. Il est vrai qu'ayant lu sans doute saint Thomas de trop près, le Fr. de Merenda poussait ses critiques un peu plus loin qu'il n'eût fallu : ainsi, il reprochait aux rédacteurs d'enseigner l'Immaculée Conception alors que l' « Eglise, avec beaucoup de prudence, n'a rien défini là-dessus ». Pie VII n'aurait peut-être pas contresigné cette observation.

n'est pas loin de trahir l'esprit, si ce n'est point déjà fait. Ce catéchisme devait poser un cas de conscience aux évêques qui avaient de la conscience, et il n'en manquait pas dans l'ancienne Église gallicane. Si l'on excepte certains *zelanti*, comme il s'en trouve dans tous les corps constitués (en particulier, un prélat d'Ancien Régime, Mgr de Roquebaure, archevêque de Malines, qui voyait dans le catéchisme un moyen providentiel « d'apprendre aux enfants à devenir des saints »), on peut dire que la plupart des évêques opposèrent une résistance discrète : il y avait bien des moyens de tourner les volontés impériales. On pouvait se retrancher derrière des considérations matérielles d'édition, de prix, de librairie. On pouvait faire traîner les choses en demandant des explications supplémentaires. On pouvait aussi arguer de l'abondance des matières, de l'abstraction des formules pour se réserver le droit d'établir un petit catéchisme à l'usage des enfants qui laisserait de côté les points captieux. On pouvait encore rappeler, comme Mgr Dombideau de Crouseilles, évêque de Quimper, que ses diocésains ne comprenaient que le breton, ou comme Mgr Colonna d'Istria, que le patois, à Nice, était la langue du peuple, ce qui exigeait une « adaptation ». On pouvait approuver le catéchisme d'une manière vague, ou sans aucun commentaire, car le silence d'une autorité dont tous attendent une réponse est encore une forme d'enseignement. On pouvait le commenter, ce qui est l'éternelle méthode pour accommoder les textes qui gênent : ainsi le pensa un habile Sulpicien, nommé de la Sausse, dans son *Explication du catéchisme à l'usage de toutes les Églises de l'Empire français*. — On pouvait enfin, comme Mgr Pisani de la Gaude, consulter Rome.

A Rome, selon la coutume traditionnelle, le Pape a nommé des consulteurs qui émettent des avis. Aucun de

ces théologiens n'est favorable au catéchisme. Certains sont nets. Ainsi, le P. Fontana écrit : « En lisant cette septième leçon, dans laquelle la Puissance Impériale est exaltée avec tant d'ampleur et sans limites, il me semblait entendre le cri des Hébreux refusant le Christ devant Pilate : *non habemus regem nisi Caesarem* ». Pie VII, cependant, écouta les conseillers les plus modérés : « Qu'on *n'abuse pas* du catéchisme. » Finalement, le catéchisme fut accepté, en ce sens qu'il ne fut pas refusé : la plupart des évêques, se sentant approuvés par Rome, rivalisèrent de zèle pour ne rien faire. Puis ce fut l'éclipse de cette gloire militaire qui soutenait la théologie impériale : Napoléon dut s'occuper de tâches plus urgentes que celle d'assurer, malgré les évêques, l'application du 39e des articles organiques.

Lorsque, le 22 juillet 1814, l'abbé de Montesquiou, ministre de l'Intérieur, demanda aux évêques « d'épurer dans le catéchisme tout ce qui pourrait alarmer leur sollicitude », ils usèrent de ce temps de l'indicatif appelé si pertinemment le « plus-que-parfait ». Il y avait là, pour certains, quelque illusion rétrospective. Mais c'est souvent après coup qu'on découvre en ce bas monde ce qu'on avait vraiment voulu dire.

Le catéchisme impérial tombait, au moins en un de ses chapitres. Mais le Concordat demeurait. Comme l'a dit éloquemment G. Goyau, dans sa belle *Histoire religieuse*, la puissance impériale avait succombé, mais, sur ces ruines, l'architecture qu'avait conçue le Premier Consul, dûment restaurée, allait encadrer pour quatre-vingt-dix ans les consciences françaises.

*
* *

Il semble que l'histoire nous présente alternativement

deux types de périodes. J'en vois où les causes sont surtout générales : des mécanismes administratifs tout montés, des courants d'opinion qui existent depuis longtemps, des causes générales et immémoriales inscrites dans la nature régissent alors le cours des événements. A d'autres moments, au contraire (et plusieurs pays sont présentement à un de ces nœuds), le système politique se trouve assez centralisé pour obéir tout entier à l'impulsion d'un seul. Alors, la psychologie prend sa revanche, ou plutôt elle entre nécessairement dans l'histoire même. Il est bien certain qu'au début du siècle dernier, et pendant près de douze ans, on a vu la figure du monde dépendre tout entière des volontés d'un homme extraordinaire, servi par des circonstances également extraordinaires : car il y faut ce concours.

Et comme ce qui explique en dernier ressort une personne, c'est sa conscience, et plus intimement sa conscience religieuse, on est amené à se porter vers ce secret. Napoléon nous a laissé dans le *Mémorial* (si agréable à relire dans la souple édition de la Pléiade) certaines confidences dont rien ne permet de suspecter la sincérité. Comme les phrases notées par les secrétaires de Pascal, elles ont un tour qui se grave et qui révèle l'origine. Je voudrais replacer sous les yeux du lecteur certains de ces aveux. Il me semble qu'après avoir fermé le livre de M. Latreille, on les comprend davantage.

L'homme lancé dans la vie se demande : D'où viens-je? Qui suisje? Où vais-je? Ce sont autant de questions mystérieuses qui nous précipitent vers la religion. Nous courons au-devant d'elle, notre penchant naturel nous y porte; mais arrive l'instruction qui nous arrête... Pourquoi, se dit-on, la religion de Paris n'est-elle pas celle de Londres, ni de Berlin? Pourquoi celle de Pétersbourg diffère-t-elle de celle de Constantinople? Pourquoi celle des temps anciens n'est-elle pas celle d'aujourd'hui? Alors la raison se replie douloureusement, elle s'écrie : Religions, religions, ô enfants des hom-

mes!. . On croit à Dieu parce que les plus grands esprits y ont cru : non seulement Bossuet, dont c'était le métier, mais encore Newton, Leibniz, qui n'y avaient que faire... Et voyez un peu la gaucherie de ceux qui nous forment; ils devraient éloigner de nous l'idée du paganisme et de l'idolâtrie, parce que leur absurdité provoque nos premiers raisonnements et nous prépare à résister à la croyance passive; et, pourtant, ils nous élèvent au milieu des Grecs et des Romains, au milieu de leurs myriades de divinités. Tel a été pour mon compte et à la lettre la marche de mon esprit. J'ai eu besoin de croire, j'ai cru : mais ma croyance s'est trouvée heurtée, incertaine, dès que j'ai su, dès que j'ai raisonné; et cela m'est arrivé d'aussi bonne heure qu'à treize ans. Peut-être croirai-je de nouveau aveuglément, Dieu le veuille! Je n'y résiste assurément pas, je ne demande pas mieux; je conçois que ce doit être un grand et vrai bonheur...

Lorsque je saisis le timon des affaires, j'avais déjà des idées arrêtées sur tous les grands éléments qui cohésionnent (*sic*) la société; j'avais pesé toute l'importance de la religion; j'étais persuadé et j'avais résolu de la rétablir. Mais on croirait difficilement les résistances que j'eus à vaincre pour ramener le catholicisme. On m'eût suivi plus volontiers si j'eusse arboré la bannière protestante... Au dehors, le catholicisme me conservait le Pape; et avec mon influence et nos forces en Italie, je ne désespérais pas, tôt ou tard, par un moyen ou par un autre, de finir par avoir à moi la direction de ce pape; et dès lors quelle influence, quel levier d'opinion sur le reste du monde!

Dans le même sens, et faisant insensiblement la même erreur, Napoléon avait dit, M. Latreille le rappelle quelque part : « *Je cherche en vain où placer les limites entre les autorités civiles et religieuses.* » C'était un aveu de la difficulté d'un problème où tant d'autres chefs d'État se sont heurtés, l'autorité religieuse étant seule pleinement juge du champ nécessaire à son action. Mais l'Empereur avait ajouté (on sent la déviation et la chute) : « *L'existence de ces limites n'est qu'une chimère.* » Et c'est pourquoi il avait rêvé d'une Église toute « spirituelle », dont le Pape siégerait à Fontainebleau. En somme, Napoléon s'était bien rendu compte que la possession d'un terri-

toire n'est pas nécessaire en droit pour que l'Église soit, et, de ce point de vue, il anticipait sur l'avenir. Mais, comme en bien d'autres matières, son génie se précipitait. Et nul n'a plus fait pour maintenir le pouvoir temporel que cet adversaire du pouvoir temporel. Car, il a clairement montré qu'au XIX[e] et au XX[e] siècle, ce pouvoir était encore pour le pape la condition *sine qua non* du libre accomplissement de sa mission libératrice en ce monde.

***

C'est ainsi que les deux ouvrages de M. Latreille (auquel nous prédisons une féconde carrière) soulèvent plus de problèmes qu'on ne pouvait indiquer dans ce court espace. Signalons en passant qu'en nous révélant les *mores romani*, en nous aidant à connaître certaines données contingentes de l'histoire ecclésiastique, M. Latreille permettra aux esprits éclairés de ce pays de comprendre certains concordats récents signés par la papauté avec des pouvoirs qui n'entraîneront pas forcément le concordat dans leur chute. Les dictateurs passent, les concordats demeurent. Mais, ce qui est le plus notable, c'est encore ce qui nous reste à dire.

Dans cette action si diverse et si persévérante de ce pouvoir spirituel engagé dans d'extraordinaires difficultés temporelles, agissant dans l'univers entier, traitant avec toutes les puissances, et toujours occupé à résoudre l'insoluble pour garder la foi de quelques minorités d'humbles fidèles ou pour l'apporter aux plus déshérités des hommes, je vois un admirable hommage à l'égalité des personnes et à la primauté de l'esprit. M. Latreille a passé sept ans de sa vie à scruter un des maillons de cet immense filet : il aide à en saisir la substance.

JEAN GUITTON.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## *Chronique des livres d'histoire*

## Alexandre — César — Napoléon

La biographie des conquérants est toujours chose difficile pour l'historien. Il est si tentant de se laisser séduire par le héros qu'on croit juger, d'en exagérer l'importance, ou de vouloir coordorner ses actes dans le réseau d'explications artificiellement logiques, que bien peu ont su éviter à la fois tous ces écueils. Dans cet ordre d'idées, Alexandre de Macédoine est une des personnalités les plus « dangereuses » pour le savant, une des plus fuyantes, non seulement à cause de sa complexité, mais parce que les excès d'enthousiasme ou de dialectique que son interprétation suscite peuvent être également désastreux. Aussi peut-on s'étonner qu'un livre dont la tonalité reste aussi « juste », dans l'ensemble, que l'*Alexandre* de Droysen, soit resté plus d'un siècle sans être traduit en français.

Ces longues années d'attente ne lui ont d'ailleurs pas fait perdre de son intérêt. Sur beaucoup de points, sans doute, l'information de Droysen a été dépassée, on peut trouver sa critique des sources insuffisante, par moments. Ce qui a changé, surtout, depuis 1833, c'est la façon de mettre en valeur l'arrière-plan économique et l'histoire des courants d'idées. Sur ces deux points, il reste encore beaucoup à faire aujourd'hui, même après les travaux de Gustave Glotz et de M. Radet sur Alexandre. Le livre de Droysen a conservé, sur tout ce qui concerne l'interpré-

tation d'ensemble de la personnalité et les actes d'Alexandre, une étonnante justesse de perspective — et l'on peut même se demander si, dans la circonstance, Droysen n'a pas été servi par certaines idées préconçues, contrairement à ce qui arrive trop souvent.

Comme la plupart de ses contemporains, il a subi très fortement l'influence de Herder, qui voyait dans l'histoire et la poésie les deux aspects concrets d'une même force agissante dont les attributs seraient le *devenir* et la *langue*. Nul doute que cette façon de voir dans la poésie un versant complémentaire de l'histoire n'ait longtemps poursuivi Droysen. Son œuvre et sa vie en témoignent. Au moment même où il venait d'achever ses études historiques à l'Université de Berlin, il s'attaquait à sa grande traduction d'Eschylle, et, tout en écrivant son *Alexandre*, il ne cessa de s'occuper de Jean-Sébastien Bach, que son élève Félix Mendelssohn lui avait fait connaître. Tout cela ne portait d'ailleurs pas le moindre préjudice à l'affermissement de sa technique historique, et c'est un fait qu'il dépassa en précision, en sûreté, en rigueur scientifique la plupart de ses contemporains.

Appliquée avec trop de rigueur, la logique herderienne aurait pu conduire un historien d'une autre trempe que Droysen à de dangereuses équivoques — et, ne connaissant pas son *Histoire de la Prusse*, je ne peux affirmer qu'il ait toujours su éviter le danger. Si dans *Alexandre* il l'évite, c'est en partie parce qu'il était prodigieusement servi par le sujet. Ce mélange d'enthousiasme et de réflexion, de ruse et d'imagination folle qui déconcerte et séduit dans la personnalité d'Alexandre se prêtait particulièrement bien à une interprétation herderienne. Droysen parle quelque part de « l'enthousiasme brûlant d'Alexandre » et de la « profondeur de sa sensibilité qui le distinguent de tous les autres conquérants antiques et modernes ». Le comparant à son père, il note qu'au grand homme d'état de type classique qu'était Philippe, travailleur acharné et froid calculateur, « il manqua toujours on

ne sait quoi d'indéfinissable » qui l'empêcha d'atteindre son but. Si le jeune Alexandre a pu réaliser ce que son père n'avait fait qu'entrevoir, il le doit à cet « on ne sait quoi », à ce grain de folie, à cet étrange lyrisme de l'action qu'il tenait peut-être de sa mère.

Car s'il s'est formé après sa mort un « mythe d'Alexandre », nul doute qu'Alexandre, de son vivant, n'ait été complice et ne se soit senti devenir demi-dieu. Le souffle épique que l'on sent passer dans tous les récits de sa vie n'est pas un artifice littéraire — ou du moins l'artifice littéraire se trouve dans la personnalité même du jeune roi. Toujours hanté par les vieux mythes homériques, il s'efforça d'identifier sa vie avec celle d'Achille et, sur beaucoup de points, il réussit. Il a eu son Patrocle, sa guerre lointaine, et sa plus grande ambition eût été d'avoir un Homère. Ce n'est certes pas l'aspect le moins curieux de la vie d'Alexandre que cette sorte de géniale mythomanie qui supprime tout sentiment d'incertitude et de crainte.

Le malheur est que ce prince audacieux et imaginatif se trouvait gouverner cette sorte de Prusse hellène qu'était la Macédoine. Il ne parvint jamais à hausser le patriotisme étriqué de cette race militaire à la hauteur de ses conceptions gigantesques. Ce désaccord constant avec son peuple, c'est le drame de la vie d'Alexandre, et Droysen donne à ce drame une sorte de portée symbolique. Dans une page presque nietzschéenne, il commente ainsi la victoire du Macédonien sur Darius, le « héros de la douleur » :

Toute victoire est le triomphe d'un droit supérieur. La force héroïque de l'individu, investi d'une mission historique, ne fait que souligner l'impuissance de celui qui n'a, pour se justifier, que des vertus privées ou des droits héréditaires. La grandeur historique, cet épanouissement suprême du génie humain, est plus puissante que la loi et la coutume, la vertu et le devoir, l'espace et le temps. Elle triomphe aussi longtemps qu'elle ose, combat, détruit, et que le héros de l'action lutte contre le héros de la douleur. Mais, sitôt

que celui-ci succombe, le vainqueur hérite de la souffrance qu'il a causée. Las de détruire, il commence à bâtir sur les décombres qui jonchent sa route. Il édifie son trône sur les ruines des anciennes coutumes. Et les marches de ce trône sont la peur, la haine, la trahison.

Je n'insisterai pas sur ce qu'il peut y avoir d'essentiellement romantique — au sens neutre du mot — dans cette page, car la réussite du livre, précisément, tient à un imperceptible accord entre deux romantismes : celui de Droysen et celui d'Alexandre.

On a prononcé, à propos de l'*Alexandre* de Droysen, le mot d' « histoire inspirée ». Ce serait peut-être trop dire que de se servir du même terme à propos du *César* de M. Carcopino (1) — et pourtant il y a, dans le livre si ample et si précis du grand historien français, ce léger frémissement lyrique si fréquent chez ceux qui ont réussi à repenser et à revivre l'antiquité romaine. Mais alors qu'*Alexandre* est une biographie, le *César* de M. Carcopino est l'un des tomes d'une histoire générale. C'est dire que la personne du dictateur, tout en restant le centre d'intérêt du livre, n'est pas traitée en mythe héroïque, mais en type représentatif de l'un des moments de l'histoire romaine. J'insiste à peine sur la différence de perspective que cela peut créer entre les deux livres. On a souvent observé que certains hommes semblaient grands ou mesquins suivant qu'on les jugeait dans la perspective de la biographie ou de l'histoire intégrale ; à tel point qu'on a pu dire qu'il y avait deux Cicéron : celui des littéraires et celui des historiens. J'ajouterai simplement

(1) J. Carcopino, *César* (*La république romaine de 133 à 44*, tome II, fas. 2), dans la collection de l' « Histoire générale », de Glotz. Les Presses Universitaires, Paris.

que c'est le fait des seuls grands hommes d'état authentiques que de pouvoir être admirés à la fois de face et de profil.

César est de ceux-là. Il suffit de suivre M. Carcopino pour s'en convaincre. Avec infiniment d'art, l'auteur a su balancer l'individuel et le collectif, donner à la personnalité de César tout son relief sans rien ôter de son importance au plan social. Dans cet exposé à la fois si vivant et si sûr, on voit affleurer par moments — sous forme de discussion épigraphique, textuelle ou numismatique — la substructure érudite par laquelle tout le livre est fondé. Mais cela sans aucun pédantisme, avec une aisance dialectique qui donne aux travaux les plus techniques de M. Carcopino une élégance naturelle qui ne tient à aucun artifice de style, mais aux démarches mêmes de l'esprit.

L'auteur nous met en face de César à la fin de la guerre des Parthes. Le futur dictateur est alors un jeune dilettante paradoxal, impertinent, et traité en retour avec une indifférence méprisante par les gens au pouvoir, qui ne prenaient pas au sérieux les lubies de ce grand seigneur artiste et libertin qui écrivait des vers légers, des tragédies et des traités sur le style :

Pas plus que Cicéron, ils n'imaginaient de sombres desseins chez ce petit maître qui prenait tant de soin de sa toilette et ne se grattait la tête qu'avec un doigt. Cependant César, s'amusant..., cachait sous des airs de frivolité et la fin qu'il s'était proposée et les moyens incomparables qui la lui procureront : une résistance physique à toute épreuve, que ses troupiers lui envient, qui ne commencera à fléchir qu'après la cinquantaine et dont les défaillances seront alors attribuées au « mal sacré »; une sobriété et une discipline de soi qui le gardèrent toujours des déchéances où tombaient habituellement les ivrognes et les goinfres de sa génération; un talent de parole qui eût dépassé toutes les renommées d'éloquence s'il avait daigné s'appeler orateur; une culture universelle et raffinée, une mémoire napoléonienne qui lui permettait de lire et d'écrire sans interrompre ses audiences et, quand nulle autre occupation ne risquait de le distraire, de dicter à ses secrétaires jusqu'à

sept lettres à la fois; une intelligence d'une magnifique ampleur, pénétrante et souple, vigoureuse et subtile, d'une capacité de prévision surprenante; d'une prudence égale à son audace; par-dessus tout une énergie inflexible et ardente qu'il a traduite tantôt en actions d'éclat sur les champs de bataille, tantôt en attitudes de railleuse et sereine intrépidité devant les pirates qui le capturèrent en 78, comme devant les chevaliers qui, en 63, guettaient sa sortie du Sénat pour lui régler son compte, aussi bien devant ses légionnaires mutinés à Plaisance en 49 que devant les conjurés qui l'abattirent aux ides de mars 44 sans lui avoir arraché un mot de prière ou un cri d'effroi! Que l'on ajoute, pour compléter son caractère, une fidélité exemplaire aux amitiés qu'il avait formées, et, envers ses ennemis, une indulgence tout ensemble spontanée et volontaire où se mêlaient le mépris des individus, les calculs de l'habileté, les impulsions d'une générosité naturelle, et, par intermittence, ce respect de la vie humaine qui a souvent arrêté la vengeance des forts lorsqu'ils pensent, comme César, que la mort se résout en un anéantissement sans atténuations et sans espoir; et l'on conviendra que l'homme, par la richesse de ses dons, surclassait tous les Romains de son temps (1).

Ces dons sont d'ailleurs moins surprenants en eux-mêmes que par la façon supérieurement habile dont il sut en tirer parti. Il est ainsi son propre ministre de la propagande — et c'est peut-être là sa plus grande supériorité sur les deux autres triumvirs. Est-il absent de Rome? Il rédige lui-même des « *communiqués* toujours frappants de simplicité voulue et d'une illusoire limpidité », qui, une fois réunis en volume, sont devenus les livres III et IV des *Commentaires*, et dont le retentissement fut prodigieux. Un peu plus tard, il inondera le public de messages officiels dont il institue en 59 la périodicité. Il finit par faire des *Acta populi* une sorte de Moniteur officiel qui, habilement dirigé, fit merveille et parvint à saturer insensiblement l'opinion. Il put ainsi créer dans Rome une sorte d'atmosphère de conformisme et d'unanimité

(1) *César*, p. 602.

un peu factice qui lui permit d'accomplir en paix ses réformes.

Il lui fallut utiliser pour cela non seulement la persuasion et la violence, mais aussi les forces religieuses auxquelles Sylla n'avait lancé « qu'un appel tardif et bientôt étouffé ». Si la politique entre pour beaucoup dans cet appel, il ne faut pas y voir simplement une manœuvre. Quand il ne cesse, dès le début de sa carrière, de répandre la créance de ses origines royales et divines — en mêlant habilement les deux ; quand il attache tant d'importance au poste de *Pontifex maximus* ; quand il se complaît, dans ses écrits de propagande, à enregistrer les *signes* qu'il prétend avoir reçus de la faveur divine ; quand il se « hausse à la monarchie par les degrés de sa divinisation », ses intentions politiques sont évidentes. Il ne rencontra d'ailleurs que peu de résistances chez ses contemporains « à qui le christianisme n'avait pas encore appris à séparer la divinité des choses profanes, et chez qui la théologie de la victoire avait ranimé la foi au *numen* qui aspire les conducteurs d'hommes (1) ». Et puis, les intellectuels eux-mêmes ne pensaient-ils pas, comme Varron un peu plus tard, que les grands hommes gagnent à s'imaginer — même si c'est faux — des origines divines puisqu'ils trouvent dans cette idée un stimulant, un gage de succès ?

Or, il semble bien que Céssr fut le premier conquis à la créance en son propre *numen*. La scène du Rubicon, à laquelle M. Carcopino restitue sa signification précise, suffirait pour en témoigner. César n'a franchi la rivière fatidique qu'après avoir reçu d'en haut un

avertissement qui le libérait des interdits terrestres. Sur la rive, un homme d'une taille et d'une beauté extraordinaires jouait du chalumeau. Ses soldats étaient accourus pour l'entendre, et, parmi eux, des trompettes tout équipés. Soudain l'homme prend à l'un d'eux son instrument, s'élance vers le fleuve, et, sonnant la marche avec

(1) *Ibid*, p. 997.

une puissance formidable, passe sur l'autre bord. Mise en scène ou présence d'esprit? César, aussitôt, d'ébranler ses gens : « Allons, s'écria-t-il, allons où nous appellent *le langage des dieux* et l'injustice de nos ennemis. Les dés sont jetés. » De cette phrase fameuse, on ne retient d'ordinaire que la finale, ce cri du joueur qui va tenter sa chance. Il serait temps de comprendre aussi les mots qui précèdent. Issu de la race des dieux et grand pontife de la religion romaine, César a simplement exprimé cette mystique de la force qui inspirait son audace et sur laquelle sa victoire dans la guerre civile instituerait plus tard sa royauté de droit divin (1).

Cette mystique, il essaiera de l'organiser en religion : ce sera la tâche de ses dernières années. Tous ses actes seront orientés alors vers ce but, depuis ses triomphes extravagants, l'inauguration de « jeux juliens », d'un culte du *Divus Julius*, d'une statue cultuelle du nouveau dieu vivant, jusqu'à la fameuse journée des Lupercales. Sûr désormais de l'avenir, il sent peu à peu « affluer en lui le *numen* de la divinité ». Et lorsqu'il gravit, lors de son triomphe de 46, les marches du Capitole sur les genoux, avec le recueillement religieux des vieux Romains, pour s'abîmer en oraison devant le sanctuaire au fronton duquel brillait son propre nom, et où l'on pouvait trouver aussi son char et sa propre statue avec la dédicace : *A César le demi-dieu*, absorbé dans sa divinité, c'est bien « devant les images de sa propre gloire qu'il était prosterné ».



Le *Napoléon* de M. G. Lefebvre (2) est, lui aussi, l'un des tomes d'une histoire générale, et le titre d'*époque napoléonienne* conviendrait presque mieux à cet ouvrage qui ne passe sous silence ni l'évolution intérieure des

(1) *César*, p. 818.
(2) G. Lefebvre, *Napoléon* (collection « Peuples et civilisations », Alcan, Paris, 1936).

États-Unis ni l'histoire des pays orientaux. Mais la personnalité du premier Bonaparte n'en est pas pour cela sacrifiée. M. Lefebvre a su lui donner un relief extraordinaire sans tomber dans l'exagération héroïque.

Ce qui frappe tout d'abord chez le jeune Bonaparte, c'est qu'à l'inverse du patricien César, qui savait si bien jouer de son prestige et de sa séduction de grand seigneur, il est et il restera un déclassé. Ni tout à fait aristocrate, ni tout à fait du Tiers, ce petit gentilhomme campagnard ne se sentira jamais à l'aise en société, dans aucune société. Dès Brienne il comprit qu'il ne pourrait jamais être que brimé ou craint, mais jamais traité en égal — et il se trouve que ce déclassé de grande marque avait un goût inné de la domination qui est très vite transformé en « pli de métier ». Rien ne lui résista, car à cet appétit de pouvoir et de « revanche » se joignent toutes les ressources de l'un des cerveaux les « plus parfaits qui aient existé. L'attention toujours en éveil happe infatigablement les faits et les idées ; la mémoire les enregistre et les classe ; l'imagination en joue librement, et, par une tension permanente et secrète, invente sans se lasser les thèmes politiques et stratégiques qui se manifestent en des illuminations soudaines, comparables à celles du mathématicien, du poète, de préférence la nuit, dans un réveil soudain, ce qu'il appelle lui-même : l'étincelle morale ».

Ce rôle prépondérant de l'intelligence dans la personnalité de Napoléon est tellement évident qu'on a pu soutenir qu'il était toujours resté un homme de lettres adapté à l'action, et M. Lefebvre, sans aller aussi loin que Bainville, se plaît à souligner que « s'il n'avait passé par Brienne il eût pu devenir homme de lettres. Entré dans l'action, il est resté un cérébral ; cet homme de guerre ne sera jamais plus heureux que dans le silence de son cabinet, au milieu de ses fiches et de ses dossiers ». Liseur et compilateur infatigable pendant sa jeunesse, il deviendra un spécimen de ce type d'homme d'État fran-

çais que l'on retrouve dans toutes les périodes de notre histoire, depuis Suger jusqu'à Louis XI et Richelieu (1), — essentiellement cérébral, calculateur lucide habitué à ne laisser rien au hasard, vivant deux ans à l'avance et exerçant son intelligence à cerner l'imprévu. C'est par là que Napoléon reste, quoi qu'on en ait dit, profondément français. Nous voilà loin du condottiere pour images d'Épinal des romantiques et de leurs successeurs.

Aussi ne faut-il pas perdre de vue que s'il a, toute sa vie, poursuivi les idéologues d'une haine si furieuse, c'était bien une haine de confrère. Chateaubriand l'a parfaitement compris. « Rousseau et moi », disait souvent l'Empereur quand il voulait se situer dans l'histoire. Et il confiait un jour à Girardin, dans les jardins d'Ermenonville : « L'avenir nous apprendra s'il n'eût pas mieux valu, pour le repos de la terre, que ni Rousseau ni moi n'ayons jamais existé. » De fait, il est resté l'homme du XVIIIe siècle, rationaliste et « philosophe ». Il ne compte que sur le raisonnement, sur le savoir et l'effort méthodique. « Toute opération, précise-t-il, doit être faite d'après un système, parce que le hasard ne fait rien réussir » ; ses illuminations, il y voit des fruits naturels de sa patience. Il est tout classique dans sa conception de l'état unitaire, construit d'une pièce, suivant un plan simple et symétrique.

Et pourtant, chez ce rationaliste convaincu, nous retrouvons aussi des traces d'un certain romantisme héroïque auquel César n'avait pas plus échappé qu'Alexandre. Mais en France, et au XIXe siècle, il revêt un aspect nouveau. Il n'est plus question ici de déification, mais d'un certain sentiment très vif de la grandeur, et de sa grandeur propre qui l'isole dans une sorte de nuée, qui le distingue et le sépare de ses contemporains. Il ne

(1) Je pense à ce portrait de Richelieu par Retz : « Il n'avait ni l'esprit ni le cœur au-dessus des périls ; il n'avait ni l'un ni l'autre au-dessous ; et l'on peut dire qu'il en prévint davantage par sa sagacité qu'il n'en surmonta pas sa fermeté. »

faut d'ailleurs pas exagérer la part de l'orgueil et du mépris des hommes dans ce comportement. Cette ardeur spirituelle qui se lisait dans ses yeux fulgurants et qui se traduisait par un acharnement rageur dans l'action et dans la pensée, par ce goût de tout savoir et de tout comprendre qui caractérisait déjà le jeune élève de Brienne, c'est elle « qui le rend insociable, et non pas, comme Taine a voulu le faire croire, on ne sait quelle brutalité de condottiere un peu taré, sauvagement déchaîné à travers le monde. Il s'est rendu justice : « Je suis même assez bon homme » ; et c'est vrai : il s'est montré généreux et même aimable pour ceux qui l'ont approché de près. Mais entre l'ordinaire des hommes, qui expédient leur tâche au plus vite pour s'abandonner au loisir et au divertissement, et Napoléon Bonaparte, qui était tout effort et toute concentration, il n'y avait point de commune mesure ni de société véritable (1). »

Ainsi le vide se fait-il de lui-même autour de cet être d'exception qui n'eut jamais personne avec qui partager sa grandeur et ne trouva rien d'autre que la couronne impériale pour la légitimer. Et s'il sait, lui aussi, en jouer, s'il s'applique à la rendre évidente, il n'en est pas moins saisi par moment par un sentiment de tristesse héroïque devant le spectacle de son propre isolement. Car, chez ce grand cérébral, précise M. Lefebvre, « l'intellectualisme se révèle par son trait le plus aigu : le dédoublement de la personnalité, la faculté de se regarder vivre et de réfléchir avec mélancolie sur son propre destin ». A Roederer, qui lui montrait les Tuileries abandonnées en lui disant : « Général, cela est triste ! » — « Triste comme la grandeur », répond Bonaparte, premier consul depuis deux mois. Et n'y a-t-il pas déjà toute la mélancolie de René dans cette lettre écrite au Caire : « J'ai besoin de solitude et d'isolement, les grandeurs m'ennuient, le sentiment

(1) Peut-être pourrait-on définir le « génie » comme l'aptitude à vivre cette ardeur spirituelle sans être consumé par elle.

est desséché, la gloire est fade. A vingt-neuf ans j'ai tout épuisé. » Ainsi, par un étrange retour, l'esprit du siècle vient « insinuer la tristesse romantique de Chateaubriand et de Vigny » chez le demi-dieu solitaire, nouveau Prométhée qu'exalte et que déchire tour à tour le sentiment de sa divinité.

Il y a un aspect important de la question napoléonienne que M. Lefebvre n'a pas étudié, — et qui n'aurait d'ailleurs pas trouvé place dans le cadre de son livre, — c'est l'histoire du mythe napoléonien. En faisant un retour sur le rôle historique de météores tels qu'Alexandre Napoléon, César, on peut se demander si les personnages mythiques que la légende, après leur mort, cristallise autour de leur mémoire, n'ont pas une efficacité plus réelle, une influence plus profonde sur le cours des choses que le personnage historique dont ils ne sont que l'ombre. Si l'on songe que le mythe césarien, par exemple, n'a rien perdu de sa virulence après vingt et un siècles, on se fera une idée du pouvoir de fermentation de ces hommes fantômes, de ces idées fantômes (1) qui continuent à hanter la vieille Europe. L'histoire « intégrale » ne devrait pas les ignorer. En tenant compte de leurs interférences avec le monde des vivants et des faits contrôlables, elle aboutirait à un nouveau système de représentation des phénomènes sociaux, plus complexe que l'ancien, mais infiniment plus près des divers ordres de réalité.

Gilbert Gadoffre.

(1) Je pense tout particulièrement à ce mythe de l'empire universel sur le mode romain qui a hanté le Moyen-Age et dressé l'un contre l'autre l'Empire et la Papauté.

## « Une fille de Madame Tallien : la Baronne de Vaux, fondatrice des Dames de Saint-Louis » (1)

Mlle Jehanne Aubry vient de publier, sur la Baronne de Vaux, fondatrice des Dames de Saint-Louis, un livre attachant et fort instructif. Ce qui fait l'intérêt de cet ouvrage, ce n'est pas seulement l'élégance de l'exposition, et, sur des sujets austères, l'agrément du style, ce sont aussi les précieux textes inédits qui nous sont ici révélés : je veux parler des lettres de La Mennais à Mme de Vaux. Rien d'indifférent ne pouvait partir de cette main illustre, et tout ce qui nous introduit, ne fût-ce que pour un instant, dans la vie intérieure du « grand Féli » mérite de n'être point négligé.

Étrange destin que celui de cette fille de Mme Tallien ! Il semble que, mystérieusement, la fille ait voulu *payer* pour la mère. Cela, Mlle Aubry l'indique en une belle page : Mme Tallien, c'est le désordre, l'âme dispersée aux enchantements du monde; Mme de Vaux, « c'est le labeur chrétien, l'acceptation de la souffrance, le renoncement ». « Comme dans un mystère du Moyen-Age, ces deux existences présentent deux actes émouvants de la pauvre humanité chancelante : la faute et la rédemption. » Oui, un saisissant diptyque.

Songeons à cette journée secrète où, tandis que sa mère, devenue princesse de Chimay, poursuit dans l'opulence sa vie gaspillée, la petite Clémence, à l'Abbaye-au-Bois, demande tout bas à Dieu la souffrance pour son partage...

La violence de ce cœur étonne. La vie bat en elle avec une incroyable puissance. Le sang espagnol de sa mère coule aussi dans ses veines. Mais ces ardeurs, ces véhémences que de brusques éclats, jusque dans son extrême vieillesse, trahiront, Dieu s'en rend le maître.

(1) Par Jehanne Aubry. Un volume in-16. Corrêa.

Clémence deviendra célèbre un moment — sans l'avoir voulu — pour s'être précipitée soudain, en juillet 1830, à Saint-Cloud, devant Charles X. Elle réclamait du roi des soldats, une petite troupe, « un escadron de cavalerie », afin d'aller *elle-même* arrêter le duc d'Orléans. Ah! certes, elle n'était pas démocrate, cette amie de La Mennais! En 1869, on la verra conjurer Napoléon III de ne pas laisser l'Empire s'avilir en Empire « libéral ». En 1877, c'est à Mac-Mahon qu'elle adressera les mêmes adjurations fougueuses : « Lorsqu'on s'appelle Duc de Magenta, on ne se laisse pas mener par des avocats bâtards et mal élevés! » Une seule issue : « le balayage! » : « Un caporal et quatre hommes suffisent pour tenir en respect les honorables. En avant, en avant donc, Maréchal! »

Mais c'est la même, pourtant, qui défend, devant Mgr de Quélen, les *Paroles d'un croyant*, et qui écoute, passionnément, celui qui, la première fois qu'elle le vit (c'était en 1829), lui parla, trois heures durant, de sa voix sourde et bouleversante, du Christ et du peuple. « Le peuple, pour elle, écrit Mlle J. Aubry, c'est le pauvre que Jésus a voulu être. » Et pour les misérables sa charité ne se borne pas à la compassion et aux prières; Mme de Vaux va visiter elle-même les « horribles greniers » où s'entassent des familles; de sa main elle soigne les enfants des pauvres; le délaissement des malheureux, elle en fait honte au prince, à Louis-Philippe comme à Napoléon. La question des logements ouvriers, elle s'indigne « que les gouvernements ne s'en inquiètent pas ». A plusieurs reprises, elle mène une véritable campagne à ce sujet et dénonce ces « dépôts de mendicité et autres bouges de misère... qui, sous le manteau de mesures d'humanité et de philanthropie, sont l'atteinte la plus grave à la dignité de l'homme et à sa liberté ».

Cette femme que la vie du monde attire encore, en 1829, déjà on la voit noter : « J'ai prié Dieu d'en détacher mon cœur. Je sens qu'il a daigné m'accorder cette grâce. Je veux mériter de la conserver en redoublant de vigilance. » Au mois d'août de la même année, une maladie grave la terrasse; elle ne peut plus s'alimenter, elle perd la vue; son courage, cependant, demeure égal; elle prie sans cesse, s'unissant aux souffrances de Jésus... Une guérison soudaine la rend à la vie. Sa mission ne commençait qu'à peine.

Une parole des Saints Livres lui restait toujours présente à l'âme : « Le royaume de Dieu souffre violence, et les violents le ravissent. » L'abbé Bautain sut découvrir cette prédestinée; il l'orienta vers Juilly. C'était en 1842. La Baronne de Vaux devenait Mère Thérèse de la Croix.

Au début, elle a sa communauté à organiser, des fondations à surveiller; la direction du Collège repose sur elle et ses collaboratrices; pourtant, elle visite encore les prisons, multipliant ses voyages à Paris, par tous les temps, en toute saison. Sa règle, c'est, « à tous les instants, la donation répétée de la volonté et du cœur ». Bientôt elle se voue à l'éducation des filles, fonde une École normale, discute avec Duruy, le persuade, prodigue le bien et l'amour de Dieu autour d'elle.

On l'aimait, on la redoutait un peu, cette « vieille dame infirme », au regard profond, à la voix mâle. On ignorait qu'elle s'imposât la ceinture de fer et les disciplines. Quelle grandeur dans sa fin! Elle, « l'indomptable », elle parvint, au terme de sa vie, à se rendre enfin pareille à ce « petit enfant » auquel il faut que le chrétien ressemble pour posséder le royaume de Dieu. Dans sa dernière maladie, elle accepta de se laisser soigner comme on voulut, répétant même les prières que lui suggéraient ses filles. Ainsi s'achevait, dans un abandon confiant et tendre au Seigneur, cette existence impérieuse.

Remercions Mlle Jehanne Aubry d'en avoir dessiné pour nous les lignes pures, et de nous en transmettre, de façon si noble, le vivant message.

HENRI GUILLEMIN.

# Joseph de Maistre et les « Considérations sur la France »

L'intérêt actuel de Joseph de Maistre n'est sans doute pas d'avoir été le premier penseur « contre-révolutionnaire »; et il y aurait beaucoup à dire sur la vraie nature de cette pensée. Il défendit la monarchie à une époque où l'on pouvait penser qu'avec elle serait perdus un précieux élément de continuité et une hypostase décorative de la communauté nationale. Mais il n'entendait en aucune façon lier cette monarchie à une étroite conservation sociale, et disait qu'autant vaudrait chercher à mettre le lac de Genève en bouteilles. Le ralliement à la Benjamin Constant, avec spéculation sur les biens des émigrés et flirt avec la pourriture financière du Directoire, ne lui disait rien, mais cela ne voulait pas dire qu'il écartait à priori un ralliement à quelque régime nouveau qui aurait remplacé un système ancien, comme un jeune homme prend la place d'un vieillard. Il ne convenait pas, disait-il, de regarder de trop près la formation des dynasties et des sociétés; le temps rendait « légitime » ce qui avait été « usurpation ». La politique devait être « expérimentale », scientifique et non point rationaliste.

C'est comme précurseur de la sociologie moderne, de Comte aussi bien que de Durkheim (mais avec quelle ampleur et quel style !), que Maistre est, je crois, souvent à notre insu, le plus vivant parmi nous. Il réagissait contre le rationalisme sommaire du XVIII^e^ siècle, contre le *Contrat social*, contre la conception arithmétique de la société collection d'individus. Il voyait, au contraire, dans les sociétés des organismes vivants, avec une âme et un corps, des organismes soumis à l'évolution, c'est-à-dire à la fois à la tradition et à la révolution, à la croissance, à la maturité, à la vieillesse et à la mort. Il pensait que l'homme, être social par excellence, ne peut vivre à part la société, et il cher-

chait, tout comme les Durkheim, les Maus et les Dujardin, à scruter les idées, les coutumes et les mythes par quoi s'expriment les nécessités et les aspirations sociales. Mais, à la différence de la plupart des sociologues d'aujourd'hui, il ne réduisait pas la religion à son aspect statique et clos, comme dirait Bergson. Il considérait la transcendance aussi bien que l'immanence, sachant que la plupart des erreurs métaphysiques tiennent à ce qu'on n'envisage qu'un côté des problèmes.

Quant à la métaphysique qui l'inspirait, sans qu'elle eût pris la forme d'un système, elle n'indique pas une originalité moins grande de point de vue. Maistre échappe là aussi aux limitations de la pensée moderne. Sans méconnaître les valeurs cartésiennes, il aspire à une tradition plus large. Sous l'influence sans doute des martinistes qu'il fréquenta jusqu'à la Révolution, dont il n'était pas sans voir les exagérations et les prétentions abusives, mais chez qui il entendait « prendre ce qu'il y avait de bon », il rejoignait les Pères des premiers siècles, surtout ceux d'Orient, tout gonflés de la sagesse antique triomphalement incorporée à la pensée chrétienne.

Les *Considérations sur la France* (1797) sont le premier ouvrage important publié par Joseph de Maistre. Elles furent écrites à une heure grave de sa propre existence et de la vie de l'Europe, sous le coup de fouet d'événements pathétiques que survole, tragique et sereine à la fois, la majesté de sa pensée, sublime jusque dans ses défaillances. A Lausanne, où il écrivait ces pages, Joseph de Maistre apparaît un peu comme le premier de ces intellectuels européens auxquels la Suisse offrit un asile pour penser en marge de la mêlée. L'idée essentielle du livre n'est pas la prophétie du retour de Louis XVIII ni celle, moins vérifiée, de l'impossibilité d'une république sur un grand territoire, mais celle-ci : ce ne sont point les hommes qui mènent la Révolution, mais la Révolution qui mène les hommes.

En précisant les circonstances de la composition de ce livre, en établissant le texte correct, en indiquant les passages supprimés du manuscrit original, en annotant ce texte de gloses comparatives, suggestives ou lumineusement révélatrices, René Johannet et François Vermale ont acquis de nouveaux mérites, non seulement auprès des maistriens et

auprès des historiens de la littérature, mais encore auprès de tous ceux qui cherchent à prendre conscience du développement de l'histoire des hommes (1).

Émile Dermenghem.

(1) Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*. Publiées d'après les éditions de 1797, 1821, et le manuscrit original, avec une introduction et des notes par René Johannet et François Vermale. Paris, Vrin, 1936, in-8°.

# LES LETTRES ET LES ARTS

H. Guillemin. *Voltaire.*

« C'est bien Voltaire qui a tué chez nous la religion », proclamait allègrement Gustave Lanson en 1894. Quel était donc le secret de cet homme dont les sarcasmes ont si souvent inspiré la bourgeoisie du XVIIIe et plus encore peut-être celle du XIXe siècle, et que certains proposent encore comme maître à leurs adeptes ? C'est ce que recherche M. Guillemin, à qui nous devions déjà de si pénétrants articles sur La Mennais et sur le Baron d'Eckstein.

## *NOTES ET CHRONIQUES*

Chronique littéraire, par Christian Ducasse : *Cervantes*, de Jean Cassou. — *Les Jeunes Filles,* d'Henry de Montherlant.

Théatre, par Henri Gouhier : *Madame Bovary*, chez Baty.

Quelques livres, par Henri Pourrat.

A travers les revues : *Unamuno et Jean Cassou.*

# VOLTAIRE

Celui, disait Joseph de Maistre, qui lit Voltaire, « Dieu ne l'aime pas ». Le châtelain de Ferney, qui fit pourtant bâtir une église (*Deo erexit Voltaire*), beaucoup de catholiques voient en lui l'ennemi le plus implacable peut-être que l'Église ait jamais rencontré. Mais écoutons un homme sans haine, un chrétien de cœur, Lamartine : « *La raison date de lui* [Voltaire] *dans l'histoire de la philosophie et dans la religion. Montaigne avait été un discoureur, Pascal un mystique* [...], *Montesquieu un rhéteur, Voltaire seul fut un philosophe* » ; « son génie, c'était la clarté ; partout où il entrait, il portait le jour » ; derrière son rire, apparaît « une puissance sérieuse *et quasi divine* de persévérance et de conviction » ; il y a chez lui un authentique « héroïsme » ; exil, amitiés perdues, flétrissure jetée sur son nom et malédiction sur sa mémoire, « il accepta tout, en vue du triomphe de l'indépendance de la raison humaine » ; « *on reconnaît en lui le courage téméraire mais chevaleresque du génie français qui s'élance en souriant à la mort, et qui fait son devoir gaîment ; parce que le philosophe riait dans le supplice, on a cru que l'homme ne souffrait pas ; il souffrait pourtant et voulait souffrir* » ; « *il porta le flambeau de la raison humaine, sachant bien qu'il en serait consumé ; il ne fut pas le martyr de Dieu, mais il fut le martyr de la lumière qui précède Dieu* (1) ».

(1) *Histoire des Girondins*. Je cite le texte d'après le manuscrit de Mâcon. (Tout ce que nous imprimons en italiques est inédit.) Pour l'édition, Lamartine atténua notablement sa pensée.

Voltaire martyr? Il semble que le « patriarche », lui-même se fût assez mal reconnu dans ce rôle que lui prête l'enthousiasme lamartinien. « Je suis si heureux que j'en ai honte », écrivait-il à Thiériot, de cette propriété qu'il avait baptisée lui-même « Les Délices » ; et par-dessus un demi-siècle, les propos du vieillard rejoignent ceux du jeune homme : « Je mets en pratique ce que j'ai dit dans *Le Mondain* : oh ! le bon temps que ce siècle de fer ! Toutes les commodités de la vie en ameublement, en équipages, en bonne chère... Il y a là de quoi faire crever de douleur plus d'un de mes chers confrères les gens de lettres. »

*
* *

Les meilleurs ouvrages biographiques ou critiques sur Voltaire — les livres de Desnoiresterres, de Lanson, de Bellessort, de Maurois — laissent le lecteur insatisfait. Je me suis reporté à eux, ces jours-ci, afin d'en avoir le cœur net. Pascal, Racine, Byron, on les découvre assez aisément, je crois, dans la vérité de leur drame ; un Flaubert aussi, un Stendhal de même ; ils sont complexes, mais accessibles, pleins de secrets, mais qu'on entrevoit pas à pas ; en tous cas, ils offrent prise à l'investigation, ils ne déçoivent point ; ils sont bien des êtres réels ; à leur contact, la chaleur de la vie nous rassure. Entre eux et nous s'établit comme de soi une immédiate fraternité. Mais toi, Voltaire, qui es-tu ?

Nous avons beau le suivre à la trace, de Louis-le-Grand à la Bastille, de Londres à Cirey, de Potsdam aux Délices puis à Ferney, puis à Paris, on dirait qu'il ne nous sert de rien, quant à lui, de posséder ce trésor d'une correspondance pourtant exceptionnellement abondante, — trésor sans prix, d'ordinaire, pour la connaissance d'un écrivain.

Perpétuellement, Voltaire nous échappe, même à travers ces lettres intimes où nous aurions cru le saisir à coup sûr. Ce qui manque pour que surgisse en nous la certitude de l'atteindre, il est malaisé de le dire au juste ; mais une chose est sûre, c'est qu'à aucun moment n'intervient cette sorte de déclic imperceptible, cette invisible étincelle après quoi nous voici assurés d'un contact qui ne trompe pas, établis que nous sommes, désormais, de plain-pied dans la familiarité vivante d'un homme qui nous parle et dont nous lisons l'âme à mesure.

A cela, quand il s'agit de Voltaire, il nous faut renoncer. Un écran de verre parfaitement limpide, d'ailleurs, nous séparera toujours de lui. Nous le regarderons vivre et mourir, le bruit de ses paroles et de son petit rire nous parviendra distinctement ; jamais nous ne sentirons sa main dans la nôtre.

*
* *

Ce visage — inoubliable, tel que nous le montrent Latour, Houdon, Pigalle, Huber — que nous livre-t-il de Voltaire? L'écolier dont les Jésuites de Louis-le-Grand étaient si fiers, en 1708, portait pourtant, nous dit un témoin, une « assez mauvaise physionomie ». Le gringalet cambré de Latour m'agace autant que m'est odieux le mauvais vieillard de Houdon. Ce petit Arouet conquérant, insolent, hérissé, et si prodigieusement content de soi, l'aimera-t-on mieux septuagénaire, non pas travesti en porteur de toge, mais tel qu'il était, en perruque et jabot de dentelle, tel qu'on le voit sur les esquisses de Huber, avec ces yeux froids (ou cruellement étincelants), ce pli entre les sourcils, ces traits avides et tendus, cette ressemblance de reptile?

Une incarnation démoniaque? Il m'est apparu long-

temps comme l'image même du Récompensé, je veux dire de l'homme à qui furent donnés les royaumes de la terre parce qu'il a choisi d'adorer Mammon. De fait, à le voir s'acharner sur sa besogne antichrétienne, se répéter inlassablement, dire et redire, et rabâcher encore et encore, avec une obstination sans exemple, les mêmes arguments, les mêmes sarcasmes d'un ouvrage à l'autre, du *Sermon des Cinquante* aux *Questions de Zapata*, de l'*Examen important* aux *Sentiments du Curé Meslier,* de *La Bible enfin expliquée* aux annotations du *Contre les Chrétiens*, d'un chapitre de l'*Essai sur les Mœurs* à un article du *Dictionnaire philosophique*, à le voir, pour la quinzième et vingtième fois, tirer sur la même cible avec la même balle, et recommencer à parler des incohérences de la Genèse, des immoralités de la Bible, du figuier maudit par Jésus pour n'avoir point porté de figues quand ce n'était pas la saison des figues, on s'étonne, on se trouble, et devant un entêtement, ou un zèle, ou une ponctualité pareils, on en vient à se demander, en langage vulgaire, s'il était, en vérité, payé pour ça...

Tout se passe, en effet, comme s'il s'acquittait d'une tâche rétribuée, comme s'il exécutait une commande, comme s'il travaillait aux pièces pour un salaire convenu, régulier, magnifique.

Éloignons même l'idée de ce pacte. Il reste qu'une certaine continuité inexorable du bonheur finit par prendre un sens menaçant. D'un bout à l'autre de sa vie, Voltaire fut accompagné par la chance ; une félicité sans éclipse a illuminé son chemin. Ce qu'on nomme le sort l'a mis en assez bonne place au départ, et les relations utiles ne lui ont point manqué ; mais il a aidé ce destin complice qui l'encourageait. Nous le voyons se coulant « comme une anguille dans tous les endroits où la vanité et les plaisirs trouvent leur compte » (Lanson). « On me demande,

écrira-t-il dans sa vieillesse, par quel art je suis parvenu à vivre comme un fermier général? » C'est, répondra-t-il, affaire de coup d'œil et de bon sens; et il s'en explique avec un paisible cynisme : « Il faut être, en France, enclume ou marteau; j'étais né enclume... » Il avait le goût des opérations de banque, et — indispensable corollaire — la sécurité de conscience sur les gros bénéfices facilement acquis. Chez lui, dit Gustave Lanson, « une morale de coulissier, le mépris du petit gain journalier qui s'achète durement, le respect du gros négoce et de la spéculation ». André Chénier lui voit de la « pusillanimité », « un égoïsme intolérant, un amour-propre bilieux »; « les vertus austères et nobles livrées [par ses soins] à la risée du vice souple et poli...; des louanges éternelles prodiguées à notre luxe, à nos vins, à nos cuisiniers, et l'ironie versée à pleines mains sur les peuples qui ne les ont pas connus » et qui ne permettaient point « à un petit nombre de citoyens de s'engraisser de la faim d'autrui ».

Il est frappant de voir le soin qu'a pris Voltaire de ne jamais rien engager de soi-même sur un autre être, de ne jamais donner prise sur lui à quelqu'un qu'il eût aimé. Ni devoir, ni amour. L'adultère seulement, avec ses commodités (la Présidente de Bernière, Mme du Châtelet), mais de foyer, d'enfant, point. Sa technique fut de prélever sur le monde et la vie tout ce qu'ils peuvent offrir d'agréments et de jouissances, mais de ne livrer rien, de ne risquer rien, de ne donner rien. Voltaire ou l'homme qui se garde. Il n'est pas d'attitude plus ignorée de lui que celle de l'abandon fou, de l'élan (— à corps perdu, à cœur perdu —) et du sacrifice. Dans la poursuite même du plaisir, il apporte quelque chose de méticuleux, une prudence lucide et bonne ménagère. Jusque dans le mal, d'autres conservent ou acquièrent une sorte de noblesse

par un total oubli des ménagements, des réticences, une fougue sans brides, une volonté presque désespérée d'épuiser jusqu'au fond la volupté terrestre. Voltaire demeure soigneusement sur ses gardes, attentif à dérober la volupté sans perdre le contrôle de soi et sans compromettre l'avenir ; il est sobre et avisé. Dans ses apparentes folies, il est très froidement résolu à ne mettre en péril ni sa bourse ni sa santé.

La corruption le séduit, à condition de s'y prêter seulement, d'y conserver les yeux ouverts et d'être un peu plus spectateur qu'acteur. Il lui plaît, adolescent, d'écrire, pour Adrienne Lecouvreur, un conte obscène, ainsi qu'il recommandera, sexagénaire, à sa nièce, Mme de Fontaine, de faire copier pour lui, au Palais-Royal, « ce qu'on trouvera de plus immodeste » ; et, « pour ragaillardir la vieillesse de son oncle », cette nièce complaisante prodiguera son petit talent de peintre à peupler Ferney d'images scabreuses. A Potsdam, Voltaire a trouvé un moment la patrie de son âme ; autour de Frédéric, l'air est plein d'une odeur de stupre ; on soupe dans la petite salle où l'inimaginable « priapée » de Pesne domine les convives ; on sourit aux divertissements qu'a pris le roi avec ses pages ; on crible de flèches la Providence et d'ordures la Papauté ; d'Argens est là, le traducteur du *Contre les Chrétiens* de Julien l'Apostat, et La Mettrie, apoplectique, qui vit à Berlin avec une fille de joie qu'il a amenée de Paris, où il a abandonné sa femme et ses enfants. La Mettrie mourra pour avoir mangé « tout un pâté farci de truffes après un très long dîner ; on prétendit — raconte Voltaire dans ses *Mémoires* — qu'il s'était confessé avant de mourir ; le roi en fut indigné ; il s'informa exactement si la chose était vraie ; on l'assura que c'était une calomnie atroce et que La Mettrie était mort comme il avait vécu, en reniant Dieu et les médecins. Sa Majesté,

satisfaite, donna six cents livres à la fille de joie... »

Mesure-t-on bien tout ce que révèle, d'un homme, le fait qu'il n'ait point hésité à jouer de l'équivoque sur la mémoire même de sa mère? Nul n'avait ignoré, à Paris, que le chansonnier Rochebrune était l'intime ami des Arouet. Devant le duc de Richelieu, Voltaire trouvera plaisant de se nommer lui-même « le bâtard de Rochebrune », — bâtard de la Muse cultivée par Rochebrune le poète, cela s'entend. Et pour répondre à Duché, qui l'avait comparé au Messie, Voltaire déclarait encore :

Je n'ai de lui que sa misère,
Et suis bien éloigné, ma foi,
D'avoir une vierge pour mère.

Des tremblements de haine l'emportent parfois, contre le malheureux Jean-Jacques, par exemple. Rousseau le juge, et Voltaire, qui le sent, perd alors toute mesure : « Charlatan sauvage, ignoble babouin

« Mordant également la main
« De qui le fesse ou qui l'enchaîne
ou qui lui présente du pain. »

Pour faire mal à ses victimes, tout lui est bon ; et ce parvenu ne manque pas de jeter à la face de ceux qu'il déteste l'humilité de leur origine. A l'évêque Biort, il rappelle en ricanant qu'il est le fils d'un maçon, à Nonotte qu'il descend d'un fendeur de bois, à Jean-Baptiste Rousseau que son père faisait des souliers pour maître Arouet, le notaire.

Quant à cet héroïsme « téméraire mais chevaleresque » que célébrait Lamartine, d'Argenson, qui avait de l'amitié pour Voltaire, écrivait de lui : « Il craint les moindres dangers pour son corps et il est poltron avéré. »

*
* *

Il faut s'interroger sévèrement soi-même quand on parle de Voltaire alors que l'on pense, sur les grands sujets, autrement que lui. Il a tant voulu de mal à l'Église que ceux qui aiment cette Église courent le risque, à propos de lui, d'oublier l'équité. Cet homme qui nous déplaît, s'il eût combattu pour une autre cause, le jugerions-nous pareillement ? N'aurions-nous pas mille excuses prêtes pour couvrir ses haines que nous nommerions des emportements, ses vices dont nous ferions des défaillances, son avidité, ses bassesses où nous ne voudrions voir qu'un bon sens un peu trop réaliste, voire de solides qualités bourgeoises ?

Mais si je récapitule mes réflexes à l'égard de tels ou tels qui méprisèrent ou combattirent la vérité chrétienne : Molière, Stendhal, Hugo, Renan, ou inversement à l'égard d'illustres écrivains catholiques, comme Louis Veuillot par exemple, il me vient alors une sécurité de conscience à constater si clairement, et sur des cas aussi parfaitement exemplaires, que la divergence ou la communauté des opinions métaphysiques ne commande en aucune manière mes sympathies ou mes aversions.

*
* *

La guerre contre l'Église est bien la grande pensée centrale de l'œuvre et de toute la vie de Voltaire ; l'*Épître à Uranie* est de 1722, avant même le voyage d'Angleterre, et Voltaire est déjà ce qu'il sera jusqu'à la fin. C'est en 1774 (le 9 décembre) que Mme du Deffand, qui le connaît bien, lui dit : « Vous ne sauriez perdre le souvenir de l'événement qui s'est passé il y a dix-sept cent soixante-qua-

torze ans. Tout vous y ramène. » Oui, ce Voltaire qui semble passer ses jours à rire (ou à « ricaner », le mot est de lui) (1), il est « bien plus sérieux qu'il n'en a l'air ; il est terriblement sérieux » (Bellessort). Une idée l'habite et l'emplit, une idée qui est comme le battement même de sa vie : la volonté d'extirper du monde le christianisme. La croix du Christ l'empêche de dormir ; il ne songe qu'à elle ; ce qu'il veut, c'est en abolir l'ombre sur la terre, c'est la déraciner, cette croix, la fracasser, l'anéantir (2). Si douze hommes ont fait le christianisme, répète-t-il, un seul homme — lui-même — peut suffire à l'abattre.

Par tous les moyens, il cherchera à soulever le mépris et la colère des hommes contre l'Église. Écoutons-le résumer l'histoire de l'établissement du christianisme : « Donnez-nous votre argent, et vous aurez le royaume des cieux [disaient les apôtres] ; les femmelettes de tous les pays se laissent prendre à ces pièges. La canaille s'attroupe autour du charlatan, et enfin les grands sont obligés de suivre cette canaille devenue formidable » ; « la faction galiléenne a commencé par la fraude et a fini par la tyrannie... Quiconque réfléchira verra évidemment que le but de tant de fourberies a été uniquement de s'enrichir à nos dépens et d'établir le trône de l'ambition sur le marchepied de la sottise ».

Il réédite, comme admirablement efficace, le *Contre les Chrétiens* de Julien l'Apostat ; et il applaudit à ce paragraphe, parmi d'autres : « Qu'a fait votre Jésus [que d'avoir] séduit quelques Juifs des plus méprisables ? Pendant le

(1) « Marchez toujours en ricanant dans le chemin de la vérité », écrit-il à d'Alembert.

(2) Cf. en particulier les notes ajoutées par lui à la traduction d'Argens du *Contre les Chrétiens* ; « ... il est abominable d'adorer une croix », déclare-t-il.

cours de sa vie, il n'a rien exécuté dont la mémoire soit digne de passer à la postérité, si ce n'est que l'on ne mette au nombre des grandes actions qui ont fait le bonheur de l'univers la guérison de quelques boiteux et de quelques démoniaques du petit village de Bethsaïde ou de Béthanie. » Et Voltaire commente en note : Oui, « quel bien a-t-il fait? Si, pendant sa vie, on suppose, pour lui faire honneur, qu'il a chassé du temple des marchands qui devaient y être, qu'il a ruiné un marchand de cochons en les noyant, qu'il a séché un figuier pour n'avoir pas porté de figues quand ce n'était pas le temps des figues, etc..., voilà, certes de grands biens faits à la terre! » Et plus loin, cette perle : « On ne voit pas que Jésus ait jamais dit la messe (1). » Dans le *Sermon des Cinquante*, le personnage de Jésus est introduit par les mots suivants : « Il y eut toujours chez les Juifs des gens de la lie du peuple qui firent les prophètes pour se distinguer de la populace; voici celui qui a fait le plus de bruit, et dont on a fait un dieu. » Les « christicoles », déclare encore Voltaire, sont de véritables païens, car « ils adorent un homme qui était mortel, et si bien mortel qu'il mourut honteusement sur une croix (2) ». Sur l'Eucharistie, l'article Transsubstantiation du *Dictionnaire Philosophique* est impossible à citer intégralement, non pour ses dimensions — car il tient en vingt lignes — mais pour son ignominie.

Un accent de violence brutale traverse certaines pages auxquelles les terroristes et les incendiaires donneront

(1) Parmi les innombrables sottises qu'il faut porter au compte de Voltaire, notons ce jugement sur le « style plat » de la Bible, où les « pédants de collège » prétendent voir « du sublime ». Quant au *Cantique des cantiques*, Voltaire le tient pour une « églogue ordurière ».

(2) *Sentiments du Curé Meslier.*

leur conclusion logique, attestant qu'ils en avaient clairement entendu le message : « C'est pour diviniser les plus infâmes fourberies qu'on fait languir dans la misère le cultivateur nourri d'un pain noir trempé de ses larmes, afin que l'Abbé du Mont-Cassin et messieurs les Abbés de cent autres abbayes nagent dans l'or et dans la mollesse... O nations qui commencez à vous éclairer, jusqu'à quand souffrirez-vous cette exécrable tyrannie? Jusqu'à quand vous laisserez-vous écraser par un monstre engraissé de votre substance, nourri de votre sang et qui insulte à vos larmes? (1) »

En attendant cette insurrection salutaire — et les pontons, et la guillotine — Voltaire se déclare gallican; et c'était la preuve que, sur ce point au moins, il ne raisonnait pas mal, et savait discerner ce qui pouvait le plus infailliblement étrangler en France le catholicisme. Un bien curieux texte de Voltaire est ce « mandement » supposé du « révérendissime Père en Dieu Alexis, archevêque de Novogorod-la-Grande ». Jamais, écrit ce personnage de fantaisie, « jamais chez aucun peuple de l'antiquité, ni à la Chine ni dans l'empire romain d'Orient ou d'Occident, on n'entendit parler de deux puissances dans l'État; c'est une imagination pernicieuse, c'est une espèce de manichéisme qui, établissant deux principes, livrerait l'univers à la discorde. Pendant les premiers siècles du christianisme — continue-t-il — cette distinction séditieuse de deux puissances fut absolument ignorée, et par cela seul elle est condamnable ». Mais, dira-t-on, le précepte de rendre à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César? Il faut croire que l'archevêque orthodoxe n'en a point entendu parler, car il ajoute magnifiquement à sa démonstration : « Il suffit d'avoir lu l'Évangile pour

(1) Note au *Contre les Chrétiens*.

savoir que le royaume de Jésus-Christ n'est point de ce monde »; et voici sa conclusion : « Nous nous unissons à l'Église gallicane pour l'exhorter à nous imiter, à soutenir ses libertés, et à ne pas souffrir que jamais un évêque transalpin ose déléguer des juges chez elle. » Voltaire est bien loin de souhaiter la séparation de l'Église et de l'État ; ce qu'il désire, tout au contraire, c'est une subordination étroite et sévère de l'Église au pouvoir civil ; que le clergé, même, fût rétribué par l'État, cette idée le séduirait assez, car l'État pourrait ainsi limiter à sa convenance le nombre des prêtres. Voltaire réclame un contrôle de l'État sur les catéchismes, sur les livres de dévotion et d'enseignement, et sur la prédication. Il appelle aussi de ses vœux la suppression des congrégations et des couvents, et l'introduction du divorce dans la législation. « Il y avait en lui — juge excellemment Lanson — l'étoffe d'un préfet de l'Empire. »

*
* *

Mais enfin, pour détester si fort l'Église, quelle raison profonde avait donc Voltaire, et qu'avait donc fait à cet homme la religion chrétienne pour qu'il lui portât tant de haine?

Il n'est pas suffisant de dire que l'abominable désordre dont une partie du clergé, au XVIII<sup>e</sup> siècle, donnait l'exemple, peut avoir conduit Voltaire à juger de l'Église entière par l'indignité d'un trop grand nombre de ses membres. N'oublions pas cependant que François-Marie Arouet n'était encore qu'un petit garçon quand son propre parrain, un homme d'Église, l'abbé de Châteauneuf (effrayante responsabilité de cet homme...), lui faisait apprendre par cœur les *Contes* de La Fontaine. C'est ce Châteauneuf qui lui permettra d'accéder à la société du

Temple, où l'adolescent rencontrera l'abbé de Chaulieu, ce débauché crapuleux, puissamment riche en « bénéfices », l'abbé de Servien, qu'on trouvera mort un jour chez un danseur de l'Opéra, Vendôme surtout, le Grand Prieur, pourri aux moelles. Le blasphème est de règle dans cet indicible cloaque. Dans ses *Lettres Anglaises*, Voltaire va noter : « Les ecclésiastiques sont tous ici réservés [...] ; quand ils apprennent qu'en France des jeunes gens connus pour leurs débauches et élevés à la prélature par des intrigues de femmes font publiquement l'amour, s'égaient à composer des chansons tendres, donnent tous les jours des soupers délicats et longs, et de là vont implorer les lumières du Saint-Esprit et se nomment hardiment les successeurs des apôtres, ils remercient Dieu d'être protestants. » Si Voltaire s'indigne, et tire des conclusions fausses, nous ne pouvons du moins lui en vouloir de son indignation.

Son opinion est faite que le christianisme est absurde et que personne ne peut croire — et ne croit en effet — à ce ramas de superstitions insensées. Les bénéficiaires eux-mêmes du système n'ont plus le courage de porter le masque de l'hypocrisie ; ils touchent les rentes de leurs abbayes et se conduisent en francs païens ; il est temps que pareil scandale s'abolisse ; d'autant plus que le christianisme, s'il produit encore pas mal de tartufes, a suscité naguère des fanatiques autrement dangereux. L'Europe entière, et l'Amérique, ont ruisselé du sang que des « cannibales » ont versé au nom de cette doctrine où le ridicule le dispute à l'odieux.

Voltaire — la chose ne souffre aucun doute — est passionnément sincère. Ce n'est point l'homme qui, sous l'attrait des prestiges du monde, se détourne, en fermant les yeux, d'une religion peut-être vraie, mais trop difficile à suivre. On ne saurait imaginer tranquillité de conscience

plus sûre de soi et plus parfaite. Voltaire est sans drame ; il ignore le déchirement et même l'inquiétude. Il est merveilleusement certain d'avoir raison.

Oui, il apporte de la haine dans cette lutte contre l'Église, mais je ne crois pas qu'il l'éprouve en lui autrement que comme la sainte haine de l'erreur. Il se réjouit certes, en 1767, « du mépris où *l'Infâme* est tombée chez tous les honnêtes gens de l'Europe », mais je ne vois point qu'il ait jamais prononcé contre la personne même du Christ des paroles où frémiraient la fureur d'une passion diabolique ; on l'affirme pourtant ; mais c'est là une accusation contraire à la vérité. Voltaire est si totalement, si calmement convaincu que le Christ n'a été qu'un homme parmi les hommes... Pourquoi le haïrait-il ? Ce Jésus dont on sait si peu de choses, il n'est point responsable de ce que des faussaires et des ambitieux ont voulu faire de son nom. En toute occasion, Voltaire parle de Jésus simplement, soit comme d'un « Socrate rustique », et probablement fort inculte, mais de mœurs très pures, soit comme d'une très innocente victime des prêtres de son temps. La page est même assez belle (c'est dans l'article *Religion* du *Dictionnaire Philosophique*), où Voltaire suppose qu'une vision l'a mis en présence de cet inconnu : « Je vis un homme [...] d'une figure douce et simple, qui me parut âgé d'environ trente-cinq ans [... or, cet homme avait] les pieds enflés et sanglants, les mains de même, le flanc percé et les côtes écorchées de coups de fouet » ; Jésus parle et dit qu'il n'a voulu que l'amour entre les hommes et la tolérance : « Je ne fis aucune différence entre le Juif et le Samaritain quand je fus au monde ». « Eh bien ! [conclut Voltaire], s'il en est ainsi, je vous prends pour mon seul maître. Alors il me fit un signe de la tête [...] et la vision disparut. »

On ne saurait trouver chez Voltaire aucun sacrilège

qui soit authentiquement un sacrilège. A ses pires indécences, à ses plus tristes profanations, il manque l'essentiel, je veux dire la volonté et la certitude d'atteindre Dieu directement et de l'offenser avec rage. Comment Voltaire pourrait-il blasphémer, en parlant du Christ, puisque l'idée même que le Christ puisse être Dieu est pour lui, positivement, impensable, démente? Il parvient, pour jouer un tour à son évêque, à communier, avec constat ; la plaisanterie nous paraît affreuse ; le plus loyalement du monde, Voltaire la jugeait sans conséquence. Pas un instant le soupçon ne l'avait effleuré qu'en vérité il pouvait bien avoir eu part au corps du Christ.

*
* *

On sait de lui des traits qui forcent, tout de même, la sympathie : cette amitié pour Thiériot, si patiente, si fidèle, ces générosités qu'il eut, plus d'une fois, prêtant de l'argent à des veuves chargées d'enfants, la prospérité qu'il s'appliqua à donner à Ferney, transfigurant cette bourgade misérable, affamée, en un village florissant, cette bienveillance si soutenue, et parfois méritoire, envers sa nièce, Mme Denis, ces campagnes courageuses en faveur des Calas, des Sirven, des Martin, des Montbailli, des Lally-Tollendal (1), et ce sentiment noble aussi que sa propre opulence ne doit point lui masquer la misère du monde... Parlant de ces paysans qu'écrase l'inique système des fermes générales, « le cœur est déchiré, s'écrie-t-il, quand on est témoin de tant de malheurs (2) ».

(1) Assurément, quand il défendait les Calas, les Sirven, Voltaire y trouvait une belle occasion de déconsidérer un peu plus l'Eglise et le « fanatisme »; mais pour les Montbailli ou les Martin, par exemple, la religion n'a rien à voir dans ces erreurs judiciaires.

(2) Il est vrai, malheureusement, que Voltaire a bien, selon les

Que trouverons-nous encore qui nous plaise en lui? Le respect, d'abord, qu'il eut pour saint Vincent de Paul, « mon saint à moi », disait-il; la reconnaissance profonde qu'il mérita, dans le pays de Gex (on pleura quand il quitta Ferney pour Paris, en 1778, tant on craignait de ne pas le revoir, tant on pressentait qu'il mourrait là-bas) — et cet entêtement, tout de même, à croire en Dieu, malgré d'Holbach, malgré Diderot. On rencontre, sur ce thème, de beaux vers partis de sa main, des vers d'un accent à ce point inattendu qu'on surprend tous ceux — et des lettrés même — à qui on les révèle sans leur en indiquer tout de suite l'auteur (1); et même dans le *Traité de la Tolérance*, inacceptable, dans l'ensemble, pour tout chrétien, de beaux mouvements apparaissent aussi, qui ne manquent ni de force, ni de grandeur.

Sait-on bien à quel point la Papauté lui fut indulgente? Pour la nouvelle église de Ferney, le Pape envoya à François Arouet un fragment du cilice de saint François d'Assise. Un tel geste d'abord déconcerte, puis oblige à réfléchir.

* * *

A coup sûr, Voltaire a fait beaucoup de mal à la foi chrétienne. Allègrement, Gustave Lanson proclamait, en 1894 : « C'est bien Voltaire qui a tué chez nous la religion... Sans Voltaire, Renan était impossible. Il a fallu nier avec colère avant de pouvoir nier avec sympathie. »

cas, deux poids et deux mesures. Le supplice du chevalier de la Barre le bouleverse, cela est certain ; par contre, l'assassinat du tzar par Catherine, son épouse, n'est à ses yeux qu'une « affaire de famille », mieux : une « bagatelle ». C'est que Catherine protège les philosophes, tandis que les juges d'Abbeville les détestent.

(1) Cf. en particulier les *Discours sur l'homme*, et quelques vers aussi du poème sur le *Désastre de Lisbonne*.

Et voici Paul Souday, qui exulte : « Il s'est un jour rendu justice : *J'ai fait plus en mon temps que Luther et Calvin.* En cela, il ne s'est pas trompé, car il n'a pas fondé une autre foi, mais la raison. Il n'a pas changé le vieux joug pour un neuf, mais a vraiment ôté le poids de nos épaules. Il nous a tirés du cachot et nous a ramenés à la lumière. Joie! Joie! Rires de joie! Grâce à Voltaire, on respire, on vit! »

La joie vraiment? Je sais bien que l'incrédulité délivre aussi de la morale; grand privilège, combien précieux! Le Dieu de Voltaire n'impose aucun commandement :

> sa tranquille puissance
> Ne s'abaissera point à troubler nos amours.
> Vos baisers pourraient-ils déplaire à sa clémence?
> La loi de la nature est sa première loi.

Le grand précepte est celui-ci : « Jouissez de la vie, qui est peu de chose, en attendant la mort, qui n'est rien » (à Mme du Deffand). L'idée de la mort est gênante, sans doute; mais du moins qu'on n'assombrisse pas à plaisir ce fâcheux moment : « On dit quelquefois d'un homme : il est mort comme un chien. Mais vraiment un chien est très heureux de mourir sans tout cet attirail dont on persécute le dernier moment de notre vie. Si on avait un peu de charité pour nous, on nous laisserait mourir sans nous en rien dire. » (A la même, 9 mai 1764.)

La joie? Je l'aperçois mal chez cet homme qui, prenant congé de la terre, jette pour adieu à ses amis (« Pour jamais adieu, mes amis | Qui ne me regretterez guère »), une dernière « pièce fugitive », goguenarde, amère, où tout le drame de la destinée se résume en ces maigres octosyllabes ricanants :

> Petits papillons d'un moment,
> Invisibles marionnettes

Qui volez si rapidement
De Polichinelle au néant,
Dites-moi donc ce que vous êtes...

Et lorsqu'à Paris, en mai 1778, une foule démesurée l'acclame, il commente, sarcastique : « Elle serait aussi nombreuse pour assister à mon supplice. »

Il faut avoir la vue courte, ou le cœur content de peu, pour découvrir dans l'œuvre de Voltaire et dans l'enseignement de sa vie la moindre aurore d'une Bonne Nouvelle. Qui trouvera dans *Candide* un message d'espérance?

Le secret de Voltaire qui nous a tourmenté d'abord, c'est d'être, au fond, sans secrets. Voltaire est incroyablement léger. Qu'on le rapproche, en esprit, de Pascal. Cette pyramide de volumes entassés par Voltaire, comme elle pèse peu contre les *Pensées*! (1)

Même en son siècle, si curieusement privé du sens de l'infini, Voltaire est exceptionnel. Diderot a des pressentiments, de brusques abîmes, vite refermés d'ailleurs; Rousseau entr'aperçoit la route de la sainteté ; Voltaire jamais. Je ne crois pas qu'homme au monde ait été à ce point dépourvu de cette connaissance du cœur qui fait accéder l'âme aux régions de la Charité (2). Tout ce qui

(1) Pascal a causé des soucis à Voltaire. Autour des *Pensées*, il a rôdé toute sa vie, comme autour d'un bastion irréductible et qui le scandalisait. Car, enfin, Pascal était un logicien, un « raisonneur ». Comment un homme de cette force pouvait-il croire au christianisme? Notons les dates des *Remarques* successives publiées par Voltaire sur les *Pensées de M. Pascal* : 1728, 1743, 1778; du temps de la *Henriade* au seuil de la mort.

(2) Sur Voltaire, comme sur celui que nomment ces lignes de Jacques Bainville, le texte qui suit est riche d'enseignement : « M. Charles Maurras, qui relit *Candide* une fois l'an, dit que, quand il le referme, il pense : La voie est libre; c'est-à-dire que Voltaire déblaie largement les illusions terrestres, chasse les nuées, tout ce qui s'interpose entre la réalité et l'entendement. »

est, comme dit Pascal, « d'un autre ordre » — hors des prises de la connaissance sensible ou rationnelle — tout cela lui est fermé ; inexorablement Voltaire en est exclu. Il est le représentant exemplaire de cette « conscience invinciblement erronée » dont le cas est prévu par les théologiens, et à qui il n'est rien demandé que d'être fidèle à cette invincible erreur qu'elle tient pour la vérité.

Si quelque chose demeure troublant autour du personnage de Voltaire — et en ce sens, il y a bien, en effet, sur lui du mystère — c'est cette décision prise à son égard par la Volonté Infinie. Il nous gêne et nous inquiète par cette condition si singulière qui fut la sienne. Il semble en vérité qu'en lui notre humanité ne se retrouve plus tout à fait. Un manque, une absence l'isolent de nous. Il est — oserons-nous le dire? — mystérieusement inhumain.

Henri Guillemin.

# CHRONIQUE LITTÉRAIRE

M. Jean Cassou, qui avait préparé l'an passé l'excellente édition de *Don Quichotte*, à la *Bibliothèque de la Pléiade*, donne aujourd'hui, en guise de préface à une édition de textes choisis du *Quichotte* et des *Nouvelles exemplaires*, une longue étude sur Cervantes et son temps (1).

L'étude de M. Cassou débute par un bref et saisissant tableau de l'Espagne pendant la seconde moitié du XVIe siècle. Bien que pas une seule fois il ne les ait marquées, on devine que M. Cassou s'est plu aux ressemblances indéniables de l'Espagne de Philippe II avec notre époque : une société qui se défait sans qu'on sache encore celle qui va la remplacer, des mœurs partout dissolues, un pouvoir politique routinier incapable de s'adapter aux temps nouveaux, une situation économique bouleversée par une formidable inflation de moyens de paiement à la suite de la conquête de l'Amérique, — rien n'y manque, pas même les trusts qui essayent de maintenir leurs privilèges... Malgré ses convictions marxistes, M. Cassou n'a pas prétendu que cette grande transformation économico-socialo-politique de l'Espagne du XVIe siècle expliquât à elle seule le génie et l'œuvre de Cervantes. Mais il a admirablement montré comment Cervantes, jeté entre deux mondes, dont l'un est déjà révolu, l'autre encore presque inconnu, oscille entre les deux.

A ce moment s'est jouée, pour plusieurs siècles, la condition humaine. A l'époque antérieure, le destin de l'homme est fixé d'avance ; à peine s'agit-il d'un destin :

(1) *Cervantes*, par Jean Cassou. Éd. Sociales Intern.

l'homme vit tout naturellement encadré dans un ordre fermé qu'il accepte, non seulement par la force des choses, mais surtout parce qu'il y voit l'aspect concret de ses croyances métaphysiques. A cet esprit médiéval, Cervantes participe infiniment plus que Rabelais, qui lui est antérieur, que Montaigne, qui était plus jeune que lui, que Shakespeare, qui était son contemporain : à Lépante, où il devient infirme, Cervantes respire encore un peu l'air des Croisades ; par son amour des romans de chevalerie, il appartient à un monde qui ignore presque entièrement les grands Renaissants de l'Europe occidentale.

Mais l'esprit de la Renaissance pénètre néanmoins en Espagne. Cervantes lui doit, d'après M. Cassou, non seulement son sens du réalisme, mais aussi un goût pour les idées, pour « la puissance des idées » qui l'apparente à certains néo-platoniciens de son époque. Il lui devrait encore, nous assure M. Cassou dans un des plus éloquents chapitres de son étude, une confiance dans le destin de l'homme, dans la capacité de l'homme à remplir lui-même son propre destin qui le séparerait très nettement de l'âge précédent.

Cependant Cervantes ne considère pas sans ironie ce fameux destin de l'homme que l'humanisme naissant glorifie. Don Quichotte n'accomplit pas sa destinée. Doit-il seulement son échec au ridicule du destin qu'il s'est forgé ? Oui, apparemment. Mais que signifie ce destin ? Exactement, que serait *Don Quichotte* si ce n'était d'abord une œuvre d'une portée humaine indéfinie? Le destin ridicule que Don Quichotte s'est assigné est l'image du destin que chaque homme se forge : héroïque, non seulement à ses yeux, mais même sur le plan des idées, il reste toujours si faible, si inconsistant, si attristant... C'est par là peut-être que Cervantes est à la fois le plus près et le plus loin de certains esprits de la Renaissance. Son amusement devant les prétentions et les échecs de Don Quichotte évoque le scepticisme de Montaigne devant les assurances de la raison humaine. Mais Montaigne se rit

de l'homme jusqu'à le mépriser. Cervantes, tout amusé, tout ironique, tout sceptique même qu'il soit, est incapable de mépris. Il aime cet homme absurde. Au fond, on n'ose pas dire qu'il se moque jamais de lui. Derrière son sourire, nous devinons toujours une tendresse invincible. M. Cassou a bien raison de dire que son œuvre est « la première, dans l'histoire de la culture moderne, que l'on sente traversée d'un souffle de sympathie universelle ».

Surtout, et c'est par là sans doute qu'il est si moderne, Cervantes sait voir non une réalité conventionnelle, hiératique, mais la réalité même, toujours changeante et n'ayant d'autre justification à sa diversité que cette diversité même. M. Cassou parle à ce propos du génie dialectique de Cervantes. J'avoue que ce terme me paraît ici un peu équivoque, et je cherche en vain quelle synthèse Cervantes nous a présentée du monde. Il a éclairé, non sans malice sans doute, mais aussi avec un plaisir toujours renouvelé et qu'il nous communique, les aspects opposés de la nature — de la nature humaine d'abord, et de la nature tout court. Et jamais, dans l'examen d'un de ces aspects, il n'oublie celui qui lui est opposé, et qui le fait tout relatif. Ni la crédulité, ni l'héroïsme de Don Quichotte ne sont absurdes ; l'un ne vaut que par rapport à l'autre. Tout dans la nature est impitoyablement rabaissé, mais rien n'est vain. Il se dégage ainsi de *Don Quichotte* une sagesse très fine et toute saturée d'expérience qui est très caractéristique, malgré tout ce que Cervantes doit à l'âge ancien, des débuts de l'époque moderne.

Il est plus moderne encore par sa faculté d'abandon aux puissances de l'imagination. Ni les Romantiques allemands, ni les plus grands conteurs ne sont allés aussi loin que lui à cet égard. Le plus admirable est qu'il ait concilié cette fécondité prodigieuse de l'imagination avec ce que, faute d'un autre mot, il faut bien appeler son réalisme. M. Cassou parle de son « réalisme lyrique ». En vérité, les mots font défaut pour qualifier exactement la poésie qui émane de tout ce qu'écrit Cervantes. Qu'on

songe à cette extraordinaire fin de la première partie de *Don Quichotte*, à cette hôtellerie où entrent successivement des femmes si belles que chacune paraîtrait la plus belle du monde si celles qui sont déjà arrivées n'étaient aussi merveilleuses. Dans toutes ces pages, se perpétue l'atmosphère d'un songe extatique, mais d'un songe en même temps où tout est vrai : peu de choses, dans toutes les littératures, sont aussi émouvantes.

J'espère que le petit livre de M. Cassou contribuera à mieux faire connaître Cervantes en France. Le mieux connaître, c'est mieux aimer les pouvoirs de l'imagination ; mieux aimer l'homme et surtout mieux excuser ses faiblesses. C'est aussi mieux aimer et mieux comprendre l'Espagne, et, en ces tristes jours, mieux participer à ses souffrances.

***

Le dernier roman de M. de Montherlant a été déjà si abondamment commenté qu'il suffit d'en rappeler les grandes lignes. Costa, écrivain célèbre, quoique tout jeune encore, qui est, nous dit M. de Montherlant, en partie M. de Montherlant lui-même, en partie un étranger (mais on pourrait, en réunissant quelques textes de M. de Montherlant, lui rappeler que rien ne lui est étranger), est un libertin, amateur de femmes et n'ayant d'autres règles de vie que celles qu'il lui plaît de s'imposer. Deux jeunes filles l'importunent de leurs lettres. A l'une, fausse mystique qui finit par sombrer dans le plus complet détraquement, il donne des conseils fort sages. A l'autre, Andrée Hacquebaut, il a déjà accordé, par pitié, des bribes de son amitié ; c'est une provinciale, pas jolie et près de n'être plus jeune ; intellectuelle, parmi des êtres qui ne vivent pas dans le même monde qu'elle. Peu à peu, ses sentiments pour Costa prennent une tournure inévitable : elle passe de la camaraderie à un amour follement exigeant, l'amour de celles qui, avant se résigner à la vie, veulent encore tenter de tout gagner ; elle s'offre à Costa

avec une violence où éclatent des aspirations de toute sorte refoulée pendant trop d'années. Costa n'a que faire de ce don fastidieux. A la fois, avec la brutalité du mâle, l'égoïsme de l'homme et la lucidité du sage, il repousse Andrée. A vrai dire, au moment que s'offrait la pauvre fille, il a découvert une charmante petite bête (à tous les sens du mot) en la personne de Solange Dandillot, et ne pense qu'à la conquérir. Il n'y a d'ailleurs aucune peine ; la jeune fille s'abandonne à lui sans façon ; une des dernières scènes du livre nous décrit les ébats (savamment gradués par Costa) de ce couple, avec une liberté et une précision parfaitement insupportables (1).

Ce qui me frappe le plus dans cette œuvre et me frappe d'autant plus qu'elle se tient constamment, si l'on peut dire, à un niveau moralement bas, c'est le sens de la grandeur qui y éclate à tout moment. Tout ce qui est médiocre, en quelque domaine que ce soit, M. de Montherlant le hait ; sa haine est assez belle pour ne pas s'attarder à rabaisser le médiocre : une phrase, de cette langue violente et dédaigneuse qui est la sienne et qu'il manie aujourd'hui avec une maîtrise totale, y suffit. Ainsi hait-il le sentiment. Au fond, son roman est peut-être d'abord un réquisitoire contre le sentiment dans les rapports entre les êtres. Costa veut bien être un ami pour Andrée, un camarade pour son fils, un amant pour Solange, mais que dans ces rapports il n'entre pas de sentiment, qui ne pourrait que les affadir. « Le cœur infecte tout... Arrive le cœur, et la plaie gagne, tout se prend. » Il est évident que je ne suivrai pas M. de Montherlant dans tout ce que ce réquisitoire a d'absolu ; mais il me plaît, en un temps où le sentiment a tout infecté, de la religion à la politique, de saluer une œuvre qui prend parti contre le sentiment avec une telle violence et qui a, à cet égard, un accent viril que nous n'avons plus l'habitude d'entendre.

(1) Ai-je besoin de dire aux lecteurs de cette revue que ce livre n'est pas pour tout le monde?...

Aucun être ne peut toucher M. de Montherland s'il n'a d'abord le sens et le souci de la grandeur; en dressant le portrait d'Andrée, il caractérise son goût en disant qu'il y entre « le sens de la grandeur ». Devant cette constante recherche de la grandeur, on songe parfois à M. Jouhandeau (mais de loin, car il y a en celui-ci, et avant tout, un métaphysicien, ce qui fait totalement défaut à M. de Montherlant, même quand il joue les théologiens); quand Costa tire gloire de s'être damné cent mille fois, on croit presque entendre l'auteur d'*Algèbre des valeurs morales* : « L'abîme où je serai logé, si je me damne, ne m'épouvanterait que s'il est médiocre. Perdu, que me console au moins l'excès de mon malheur! »

Une des formes de la grandeur, chez M. de Montherlant, réside dans le besoin croissant de ne jamais accepter de se faire illusion. Sa connaissance de l'homme s'affirme de plus en plus dépouillée et cruelle. Cela encore est une offense impardonnable à une époque qui consent d'être dupe en presque tous les domaines. M. de Montherlant a été, durant les années d'après-guerre, le tapageur héritier de Chateaubriand et de Barrès; son expérience humaine s'alourdissant, il s'est peu à peu défait de son romantisme d'assez mauvais aloi, et l'on a vu naître en lui un nouveau personnage, qui parlait avec un tranquille cynisme de ce qu'il avait découvert et qui faisait penser à Stendhal et à Laclos; ce personnage n'a pas disparu, mais on voit s'affirmer de plus en plus en M. de Montherlant un moraliste de très grande classe, de la lignée des La Rochefoucauld et des Chamfort (en même temps cet orgueil aristocratique qui était, au début, si agaçant chez lui, comme il l'est chez Chateaubriand, se mue en une sorte de hauteur souveraine, comme celle qu'on trouve dans Saint-Simon). Je m'étonne que, malgré toute l'opposition que notre temps fait naturellement à l'action d'un tel moraliste, on n'ait pas senti combien étroitement M. de Montherlant se relie maintenant à quelques-uns des plus typiques et des plus irremplaçables écrivains

français. La faculté et le besoin de dénoncer impitoyablement l'état de l'homme tel qu'on le voit, le refus d'être jamais dupe de l'homme et de ses atttitudes, la lucidité dans l'examen des sentiments humains et dans leur condamnation, éclatent à toutes les pages des *Jeunes Filles*. Et c'est cela qui est important dans ce livre, c'est cela qui lui donne son prix — cela qu'en général on n'a pas même aperçu. Ce roman est avant tout l'œuvre d'un moraliste ; c'est comme un chapitre des *Essais* de M. de Montherlant sur la condition humaine. Mais M. de Montherlant est encore loin de Montaigne ; malgré sa lucidité, il a des partis pris et le goût des jugements absolus ; il manque d'indulgence, et, parfois, de délicatesse, toutes choses dont Montaigne était préservé.

On peut voir d'ailleurs que Costa est tout autant un caractère dessiné par un moraliste qu'un personnage inventé par un romancier (en même temps qu'une incarnation provisoire de l'auteur). Liquidons tout de suite le côté libertin de Costa. M. de Montherlant est évidemment libre de nous présenter un personnage libertin ; le malheur est qu'un libertin est un être absolument inintéressant. Rien ne me paraît plus bête (à tous les sens du mot, ici encore) qu'un libertin, fût-ce le plus intelligent du monde. Sans doute, ce côté du caractère de Costa donne lieu à de profondes réflexions de la part de M. de Montherlant, mais il ôte aussi à la signification de son livre une partie de sa portée ; quand Costa méprise le sentiment, nous pensons que cela lui est d'autant plus aisé qu'il ignore entièrement ce que c'est ; quand Costa parle de l'amour, c'est en des termes qui donnent à penser que M. de Montherlant lui-même ne sait pas très bien ce qu'est l'amour. Si l'on veut exprimer d'un mot ce qu'est l'amour, dans *Les Jeunes Filles*, on peut se référer à la fameuse définition de M. Teste : « L'amour consiste à pouvoir être bêtes ensemble. » Cette conception est suffisamment courte pour que nous ne nous y attardions pas...

L'intérêt du personnage de Costa est ailleurs. C'est un être tout à fait immoral, mais dont l'immoralité obéit à ses règles propres. Nos contemporains, qui sont aussi tout à fait immoraux, mais d'une immoralité collective et moutonnière, et qui sont, par surcroît, hypocrites, se voilent la face devant un tel personnage. C'est que Costa se réserve d'être, quaud il veut, hautement moral. Nous pourrions reprendre ici, avec la même équivoque, l'expression de génie dialectique que M. Jean Cassou emploie à propos de Cervantes. Costa voit devant chaque événement les attitudes opposées qu'on peut adopter, et il choisit tantôt l'une, tantôt l'autre, indifférent aux attitudes mêmes, et intéressé seulement par ce choix arbitraire qu'il peut faire entre le bien et le mal. Au fond, certains éléments influent tout de même sur son choix en chaque circonstance : un certain goût, sinon tout à fait de la grandeur, du moins (hélas!) du panache, de l'allure (par moments la morgue aristocratique de M. de Montherlant apparaît encore), un certain goût aussi, pas toujours sûr, de l'héroïsme, et surtout un égoïsme auprès duquel celui de Willoughby, le héros de Meredith, paraît bien pâle; mais cet égoïsme même est pour Costa moins fort que le plaisir d'un choix presque toujours imprévu et déroutant. En un certain sens, le caractère de Costa est une espèce d'hommage rendu à la liberté humaine...

Cependant, derrière le moraliste, l'auteur laisse percer le bout de l'oreille. Ce goût, sinon de ne pas choisir, du moins de choisir par fantaisie, tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, nous devinons qu'il n'est pas objectivement prêté à Costa et que M. de Montherlant est ici bien proche de son personnage. Là est le tragique de ce livre. « Sol et ange, dit Costa, les deux extrémités! Moi qui touche toujours aux deux à la fois! » Jadis nous avons déjà entendu cette confidence : « Les extrêmes me touchent. » Nous savons où cela a conduit M. Gide. Sans doute, M. de Montherlant est-il trop averti, et depuis trop longtemps, des questions qui obsèdent notre temps pour

les découvrir un beau jour et les résoudre avec la même naïveté que M. Gide devenant vieux. Il n'empêche que ce dont il tire gloire aujourd'hui est cela même qui fit la faiblesse de l'auteur de l'*Immoraliste.* Ce qui est plus grave, chez Costa, que son libertinage, c'est son refus de s'engager, son incapacité à être fidèle à soi-même. Cela est grave, non à cause de Costa lui-même, évidemment, mais parce que M. de Montherlant en fait la base de son éthique et qu'il est un des esprits de ce temps qui comptent. En un sens, son cas est dramatique; en un autre sens aussi, il est divertissant, car on découvre que, chez lui, le moraliste, impitoyable, est en avance sur l'homme, encore apte à se contenter des solutions faciles. Ses prochains livres nous apprendront si l'homme peut s'élever à la hauteur du moraliste.

CHRISTIAN DUCASSE.

# THÉATRE

Le Théâtre Montparnasse ouvre la saison avec une adaptation de *Madame Bovary* par son directeur. Pour comprendre la tentation à laquelle Gaston Baty ne put résister, il suffit de relire le roman de Flaubert en pensant au théâtre, et au théâtre tel que le conçoit l'auteur du *Masque et l'encensoir*. L'œuvre s'étale sur trois plans : des descriptions qui constituent la plus minutieuse des mises en scènes ; des dialogues qui placent Emma au centre de la comédie indiquée par le sous-titre, « Mœurs de province » ; le drame de Madame Bovary, personnage si présent à notre esprit que nous fermons le livre avec le sentiment de quitter quelqu'un.

Gaston Baty avait-il le droit de céder à la tentation? Il paraît que non. Pourquoi? Parce que Flaubert, à trois reprises au moins, refusa d'envoyer Emma sur les planches. M. André Billy en appelle à la morale et M. Fernand Vandérem aux lois (1). Ce dernier propose d'ajouter l'article suivant au Statut de l'écrivain : « Toute œuvre dont, de son vivant, l'auteur a interdit soit la mise en pièce, soit l'illustration, ne pourra être, après son décès, ni portée au théâtre ni illustrée. » Ainsi pensent aujourd'hui des esprits qui passent à juste raison pour libéraux. Malheureusement, on ne nous dit pas au nom de quoi l'État et la morale interdisent de pareils crimes. S'agit-il de défendre le droit de propriété? Le romancier est, si l'on veut, propriétaire de son roman : le créateur n'est

(1) Voir *Le Figaro littéraire* du 3 et du 10 octobre 1936.

pas propriétaire de ses personnages. Une créature vivante, fût-elle imaginaire, n'est jamais objet de possession ; et même, plus une créature imaginaire est vivante, moins elle est objet de possession ; plus un poète a de génie, moins les enfants de son génie lui appartiennent. Que l'État se contente donc de protéger les propriétés qui existent.

Mais, si les lois sont ici superflues, la morale n'exige-t-elle pas le respect de la volonté de l'auteur ? Sans aucun doute : il convient seulement de savoir ce que l'auteur a voulu ; or, il a voulu un certain roman dont il a dessiné les personnages et fixé la forme ; en publier des éditions tronquées, falsifiées, arrangées serait une trahison. Lorsque Flaubert refuse l'autorisation d'adapter son œuvre à la scène, lorsqu'il déclare dans ses lettres : « *Madame Bovary* n'est pas un sujet théâtral », sa volonté et son opinion sont celles de l'homme qui *a écrit* le roman de *Madame Bovary*, et ce passé le met dans une situation très particulière : il est l'auteur d'un livre qui existe désormais hors de lui, ou, plus exactement, il survit à l'auteur de ce livre. La société lui reconnaît une participation aux bénéfices commerciaux de l'entreprise qui double la création poétique ; à ce titre, il doit être consulté toutes les fois que son livre peut procurer un bénéfice, ce qui est le cas d'une adaptation dramatique ; une fois ce droit périmé, sa volonté subsiste simplement comme un précédent intéressant, avec son opinion personnelle sur la possibilité d'une telle transposition. Cette volonté n'est pas sacrée, ni son opinion infaillible. Si ce propos paraît impie, reconnaissons que toute édition critique est une impiété : publier les variantes d'un texte, rechercher les brouillons, déchiffrer les mots barrés, n'est-ce pas rendre visible ce que l'auteur avait jugé indigne d'être vu ? Ne parlons pas des correspondances intimes... Les grands hommes sont maîtres de leur vie, non de leur histoire. Leurs volontés et leurs opinions concernant leurs œuvres sont des faits, non des dogmes.

On aperçoit d'ailleurs mal le sens de toutes ces protestations. Je me demande ce que les dévots de Flaubert désirent protéger. Le roman ? Mais rien ne le menace. S'il y a profanation, où en sont les traces ? Le 20 février 1906, le Théâtre de Rouen a représenté une *Madame Bovary* de William Busnach. Ce fut une catastrophe pour la *Madame Bovary* de William Busnach. Imaginons que celle de Baty soit une mise en pièces, sans jeu de mots, du roman. Et après ? Baty ferait les frais de l'aventure. L'œuvre et la gloire de Flaubert restent intactes. Alors ?

Alors il ne reste qu'à passer une bonne soirée au Théâtre Montparnasse.

Les descriptions de Flaubert sont devenues des images vivantes. Attitudes, gestes, reflet de lumière, bibelot, décor, tout ce qui rend le récit précis et musical comme un tableau, Gaston Baty l'a restitué avec une fidélité d'ami. Le salon et la pharmacie de M. Homais, la nuit d'Emma après sa première chute, la loge du Théâtre de Rouen pendant la représentation de *Lucie de Lammermoor*, l'auberge du Lion d'Or, sont beaucoup plus que des réussites de metteur en scène érudit : si extraordinaire qu'ait été l'habileté technique de Baty — vingt tableaux qui se succèdent, sans rompre la continuité du drame, sur un modeste plateau — elle ne doit pas nous dispenser de reconnaître les dons du poète.

Les dialogues du roman ont naturellement été repris ; M. Homais sort du livre tout prêt à monter sur la scène. La plus grave difficulté, soulignée par Baty dans ses interviews de *Comœdia* et du *Figaro*, c'est que Flaubert rapporte très rarement les paroles d'Emma ; il ne met dans sa bouche que de courtes répliques. Adapter signifiait ici créer le rôle de Madame Bovary dans le ton du roman, ce qui exigeait une longue familiarité avec l'œuvre, une compréhension du personnage dans sa durée, une sympathie au sens bergsonien « par laquelle on se transporte à l'intérieur d'un objet pour coïncider avec ce

qu'il a d'unique et par conséquent d'inexprimable » (1). Or, cette familiarité, cette compréhension, cette sympathie, ce sont les dispositions qui ont inspiré à Gaston Baty sa tentative ; empruntant le plus possible au texte de Flaubert, il a composé une vraie pièce de théâtre, une, continue, rythmée comme la vie même d'Emma.

Cette pièce commence le soir où Charles et Emma Bovary arrivent à Yonville. La première partie du roman n'est pas directement traduite ; mais l'enfance de la petite Rouault, son mariage, les rêveries de Tostes, le bal au château sont évoqués au cours des scènes d'exposition ; nous savons que ce passé n'a point passé, et ses reflets ne cessent d'éclairer ce premier acte consacré à la solitude d'Emma. Le rideau tombe au moment où Léon quitte le village ; la scène des adieux est devenue une scène d'aveux plus explicites que dans le roman ; pourquoi ne pas profiter ici de la valeur dramatique du silence ? Le second acte a pour thème les amours d'Emma et de Rodolphe ; le troisième, les amours d'Emma et de Léon, qui se sont retrouvés à Rouen. Jusqu'au suicide de la malheureuse, l'adaptation est une réussite continue où rayonnent l'intelligence, le goût, l'humanité de Gaston Baty et aussi un tact qui eût désarmé M. Ernest Pinard, l'avocat impérial chargé de dénoncer l'immoralité du livre.

Ces qualités apparaissent sans doute dans les derniers tableaux, mais ceux-ci ne s'imposent plus avec le même caractère de nécessité. D'abord Baty a dû fondre en trois ou quatre scènes les divers épisodes qui expriment la panique d'Emma après la visite de l'huissier : il fut ainsi amené à grossir le rôle de Justin, le commis de M. Homais, qu'un amour d'enfant transforme en esclave de la jeune femme. Ne disons pas que l'importance du rôle a été exagérée : entre des hommes trop égoïstes pour aimer, cette âme pure est l'image naïve et un peu ridicule de la vraie passion. Les besoins de la transposition théâtrale

(1) *La pensée et le mouvant,* p. 205.

ont simplement provoqué un changement de plans tel que Baty est obligé d'ajouter et non plus de traduire. D'autre part, l'interprète a voulu rendre sensible la tragédie spirituelle de *Madame Bovary*. Dans l'œuvre de Flaubert, écrit-il, il y a surtout une « action intérieure » : « le drame d'une petite bourgeoise médiocre sur qui a passé le grand rêve romantique, qui s'en trouve pourrie et ennoblie à la fois, et qui, incapable de le vivre, en meurt (1) ». Gaston Baty a donc ajouté un dénouement entre ciel et terre, une rédemption qui n'est pas une béatification ; ces quelques minutes rappellent plutôt le climat de *Faust* que d'Yonville-l'Abbaye, ce qui, d'ailleurs, n'aurait peut-être pas déplu à Flaubert, grand admirateur de Gœthe, mais ce qu'il n'avait pas prévu.

M. Vitray joue Charles Bovary, et M. Beaulieu, Homais. L'un et l'autre ont une parfaite intelligence de leur rôle. En ont-ils le tempérament ? Avec sa voix assurée, son regard sans mystère, sa manière si curieuse de mêler la solennité à la médiocrité, le premier n'aurait-il pas fait le Homais symbolique dont l'Emma symbolique de Marguerite Jamois exige la présence? J'entends par symbolique l'effort par lequel un réalisme intégral arrive à dépasser le réalisme asservi à la nature sensible. En ce sens, l'œuvre de Baty et l'émouvante composition de Marguerite Jamois représente ce moment de l'art où le symbolisme est le miracle du réalisme, comme, sur un autre plan, l'histoire est le miracle de l'érudition. C'est pourquoi l'Emma du Théâtre Montparnasse doit être vue dans l'unité de sa ligne, sans se demander si Mme Bovary n'était pas restée un peu la fille du père Rouault ; c'est dans la mesure où elle n'était pas la fille du père Rouault qu'elle est devenue Madame Bovary, et l'essentiel, pour l'actrice, est de coïncider avec cet être profond qui engage une destinée digne de nous émouvoir.

Henri Gouhier.

(1) *Le Figaro littéraire*, 10 octobre 1936.

# QUELQUES LIVRES

**Fesse-Mathieu l'Anonyme**, par Joseph Jolinon (Gallimard)

C'est en sept veillées, donc en style parlé, et fort en nature, à la Jolinon, une histoire abrégée du soldat inconnu. Mais l'anonyme du tombeau sous l'arc de triomphe parle moins pour raconter sa vie, ses aventures, que pour informer trop de personnes qui « ignorent encore les dessous de notre drame et les vieilles raisons de nos révoltes ». *Le Valet de Gloire*, la *Tête Brûlée*, plus cabochard que jamais, pousse la voix. Il faudra, pour cela même, faire effort afin de l'entendre. Il choquera violemment plus d'un. Cependant on voudra lui donner audience, même si l'on ne peut le suivre. Aux jeunes que fait parler Fesse-Mathieu, la mystique de la faucille et du marteau semble du reste une « foi toute provisoire ». « Le but ne peut être qu'une élévation de la personne, une délivrance, une existence de patricien. Nous ne glorifions aucune faucille, nous voulons nous asseoir sur le marteau. »

**Dames et Cavaliers**, par Edmond Pilon (Grasset)

Ce sont d'aimables, d'attrayants, d'amusants pastels. Une main délicate les a mis en leur jour, et ces figures se reprennent à vivre sous la cendre d'azur dont le temps les a embellis; des figures bien parlantes avec leurs traits, leur touche à eux, et jusqu'à la trace de leurs tics. La vie prend ce chiffre particulier et inattendu qui passe les inventions des romanciers les meilleurs. Pour fond à ces portraits de dames et de cavaliers, des ombrages de parc, et les nuées à demi défaites dans l'air rose de la vieille France.

**La Basse-Auvergne**, par Alexandre Vialatte (J. de Gigord)

Ce volume est riche en photos et en gravures choisies, mais plus riche encore en images bien trouvées, en métaphores de couleur, en formules cocasses, en malicieuses histoires. Peut-être un peu jeté par endroits, un peu facile. Cela déborde en foisonnement tumultueux, mais ce débordement même, s'il amuse l'imagination, vient d'un fond vraiment nourri, et sert la connaissance.

On songe à ces pâturages d'Auvergne, pleins de fleurs en étoiles, en cloches, en rosaces, dans une profusion d'écarlates, de cramoisis, de bleus, de jaunes, de roses, de violets, parmi les épis et les aigrettes des herbes, leurs guipures ou leurs ramages. Et il en vient un goût ensoleillé de bouquet qui donne d'un coup le sentiment d'une large campagne.

Henri Pourrat.

# A TRAVERS LES REVUES

## A Salamanque avec Unamuno

**Les Nouvelles Littéraires** du 10 octobre rapportent une interview d'Unamuno, qui, comme on sait, est passé au camp des insurgés « contre la barbarie ».

Celui que les journaux du *Frente Popular* n'appellent plus que le cacatoès de Salamanque, conserve une indépendance d'esprit, une liberté d'expression qui témoignent du respect que la pensée, même jugée dissolvante, inspire à la discipline martiale.

— Atroce guerre, gémit Unamuno.

En parlant des désordres qui désolent son pays, le philosophe secoue ses cheveux blancs en signe d'effroi et de dégoût.

— On me demande quelquefois, reprend l'auteur du *Sentiment tragique de la vie*, si je suis de droite ou de gauche, si j'étais de gauche et si je suis devenu de droite. Question puérile à poser en marge d'un fléau, et à laquelle, si l'on voulait s'y appliquer, il serait aussi long de répondre qu'à celle-ci :

« Croyez-vous à l'existence de Dieu ? »

Il faudrait définir d'abord ce que c'est que croire, ce que c'est qu'exister, et ce que c'est que Dieu...

D'ailleurs, et ici Unamuno s'irrite et se fâche, quelle idée se trouve donc engagée dans ce conflit ? Aucune. Il n'y a pas d'idée. C'est le vide absolu.

Et, sur la question religieuse, ces réflexions âpres et qui ne rassurent pas sur l'avenir de l'Espagne :

Il n'y a pas, en Espagne, de force stable sur laquelle on puisse se reposer, sauf l'armée. Je disais autrefois : Plutôt encore un chanoine qu'un lieutenant-colonel. J'ai changé d'avis.

Politiquement, Mola et Franco se sont montrés jusqu'ici très habiles en ne préjugeant pas de l'avenir et en évitant de se prononcer contre la République. C'eût été de leur part une grave erreur que de prendre parti, sinon contre la sauvagerie.

Mais pourvu que leur triomphe ne s'accompagne pas d'une réaction religieuse, plus exactement d'une réaction du fanatisme qui

n'est point la vraie religion. Elle pourrait avoir des conséquences désastreuses. On ne retourne pas en arrière...

— Et la jeunesse, maître ?

— Je n'attends rien de la jeunesse. Le football, le cinéma... Il y a parmi les jeunes des individualités brillantes que j'aime, que je connais, qui restent des individualités. La jeunesse, maintenant, fait la guerre furieusement des deux côtés, s'y livrant tout entière. Elle s'abandonne à des doctrines politiques qui sont la négation de la pensée, laissant à un seul homme le soin de penser pour tous...

## Lettre ouverte à Miguel de Unamuno

Mais voici que, de la revue **Clarté,** qui renaît sous la direction de Romain-Rolland, Norman Angell et Paul Langevin, afin, dit l'annonce, de lutter « contre la Guerre et le Fascisme », une *Lettre ouverte* est adressée par JEAN CASSOU *à Unamuno.* Cassou, qui connaît et aime l'Espagne, mais dont les sympathies communistes ne souffrent pas la contradiction, s'écrie :

Don Miguel, je ne puis me rappeler sans émotion — si vous, vous les avez oubliées, — ces journées d'exil qu'il y a quinze ans vous meniez dans Paris, et au long desquelles j'avais l'honneur de vous tenir compagnie. Je débutais alors dans la connaissance et l'amour de l'Espagne : je crois même que votre déportation me fournit la première occasion d'entreprendre la campagne que j'ai, depuis, poursuivie avec acharnement en vue d'imposer à mes compatriotes français l'image authentique de ma seconde patrie. Et vous étiez justement, vous, don Miguel, la plus haute figure de cette Espagne-là, celle qui pense et qui souffre, l'Espagne de celui que vous appeliez Notre-Seigneur-Don-Quichotte..

Hélas ! ajoute Cassou,

voilà que votre voix s'élève aujourd'hui pour saluer les généraux félons, ces soudards « épileptiques » pour lesquels votre généreuse verve n'avait pas, jadis, assez d'injures. Toute l'Espagne, la vraie, celle que nous défendions contre les interprétations vulgaires et basses, l'Espagne classique et l'Espagne populaire se trouve en armes du même côté de la barricade. Elle est là, avec ses écrivains et ses artistes, avec le grand philologue Menendez Pidal, historien national, auteur de *L'Espagne du Cid*, vénérable père de l'Université espagnole, avec le poète Antonio Machado, votre vieil ami de toujours, votre compagnon dans cette fameuse génération de 98 qui sonna le premier coup de clairon du réveil de l'Espagne, avec le

catholique Ossorio y Gallando, le plus illustre des magistrats, et le catholique José Bergamin, votre meilleur disciple et celui qui témoignait de vous, avec cette Catalogne dont vous aimiez à citer, dans leur langue, les plus beaux vers, avec les paysans de la Manche, toute l'Espagne tragique, toute l'Espagne de Don Quichotte, elle est dressée contre les généraux sanguinaires, exploiteurs de mores et domestiques de Hitler, contre le poids du passé et contre la faim. Don Miguel, ne reconnaissez-vous plus votre peuple ?

Et, plus loin encore, ce bel éloge. Trop bel éloge :

Vous aviez le privilège et la responsabilité d'apparaître comme le témoin d'une race et, pour ainsi dire, son âme. L'ange avait touché vos lèvres du charbon ardent. C'est une chance énorme, une faveur extraordinaire que d'être celui par lequel l'idée se fait réalité, le verbe chair...

Mais si Unamuno est ce prophète, et qu'il ait abandonné le *Frente Popular* avant de crier à la trahison, Cassou ne devrait-il pas se demander si ce n'est pas lui que ses sympathies communistes aveuglent ?

A présent, tous les coquins de chez nous, tous les roturiers de plume qui n'avaient qu'incompréhension et mépris pour la noblesse de l'Espagne, tous ceux qui la traînaient dans leurs flonflons vulgaires et qui insultaient à votre gloire, s'emparent de vos propos et les montent en épingle. *Le Matin* publie votre portrait, Léon Daudet vous compare à Victor Hugo, et on vous honore dans *Candide*, qui refusait jadis tout article sur vous. Il paraît que vous admirez Franco et que vous voyez en lui le sauveur de l'Espagne...

On aura vu plus haut que cette admiration n'est point sans mélange, et qu'Unamuno reste à l'égard des colonels fort tiède, et fort injuste envers les « chanoines ». Si, malgré tout, il a quitté le parti de Madrid, c'est donc qu'il a de bonnes raisons pour cela et qu'en tous cas l'enthousiasme pour les insurgés ne l'aveugle point. M. Cassou se refusera-t-il à méditer sur ce fait ? Et ne pourrions-nous pas lui retourner l'invitation finale qu'il fait à Unamuno : « Pour moi, vous savez combien je vous ai aimé, don Miguel, et vous me pardonnerez de vous avoir adressé cet appel qui se refuse encore à être un adieu » ?

---

Le Gérant : E. Aubin. Imp. E. Aubin et Fils. — Ligugé (Vienne).